

(1)

(N° 132.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1902-1903.

Projet de loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail (1).

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VAN CLEEMPUTTE.

MESSEURS,

Vos collègues, membres de la Commission spéciale nommée lors de la clôture de la discussion générale du projet de loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, ont eu à se prononcer sur 124 propositions d'amendements, sans compter celles de la Section Centrale.

Ce nombre est considérable au regard d'un projet de loi comportant 34 articles.

La Commission a demandé aux auteurs des propositions de bien vouloir venir développer leurs idées, en montrer l'application pratique; elle les a invités itérativement à venir tous en réunion plénière; elle a prié le Gouvernement de se faire représenter à chacune des séances, d'y donner les explications et les communications qu'il jugerait convenables.

Cet appel a été entendu.

M. le Ministre de l'Industrie et du Travail a assisté aux réunions; de très nombreux collègues sont venus s'entretenir avec nous; d'autres ont envoyé des notes ou fait savoir qu'ils n'avaient rien à ajouter aux discours qu'ils

(1) Projet de loi, n° 123
Rapport, n° 302

{ Sess. de 1900-1901.

Amendements, nos 67 (Sess. de 1901-1902), 54, 55, 57, 59, 60, 61, 63, 64, 66, 67, 69, 70, 71, 78, 79, 83, 84, 93, 96, 97, 101, 102, 104, 105, 109 et 151.

Tableau synoptique du projet de loi présenté par le Gouvernement et des amendements qui s'y rattachent, n° 98.

(2) La Commission, présidée par M. HEYNEN, était composée de MM. DENIS, COOREMANS, CARTON DE WIART, VAN CLEEMPUTTE, TRASENSTER, DERBAIX.

avaient prononcés dans la discussion générale, à laquelle de nombreuses séances de la Chambre ont été consacrées.

Ces entretiens et ces communications ont été utiles autant qu'agréables.

Au cours de nos nombreuses et longues séances, ils ont amené la majorité de la Commission à se rallier à quelques-unes des nouvelles propositions; ils ont donné la conviction qu'un grand nombre d'entre elles étaient superflues et que, pour donner satisfaction à leurs auteurs, il suffirait de faire, soit dans ce rapport, soit à la tribune, des déclarations confirmant ou développant celles exprimées dans le rapport présenté au nom de la section centrale; d'autre part, ces échanges de vues nous ont suggéré quelques projets d'amendements; ils ont décidé le Gouvernement à entreprendre d'exprimer des tendances, qu'il croit générales, et à communiquer à votre Commission, dans leurs grandes lignes, plusieurs propositions ou combinaisons destinées, dans sa pensée, à rallier la grande majorité des esprits; il l'a fait, fidèle au sentiment patriotique et à la loyale volonté, qui nous sont communs, d'assurer, mieux encore, aux victimes des accidents du travail, et aux familles de ces victimes, la prestation certaine et effective de réparations justes, proportionnées aux moyens de l'industrie belge, appropriées à la constitution économique et morale du pays.

C'est ce qui apparaîtra dans le rapport que la Commission vous présente, et dans les propositions auxquelles elle vous prie d'accorder votre attention. Pour exprimer, au sujet de 124 amendements, une appréciation complètement motivée, pour reproduire, même en court résumé, les observations échangées entre un grand nombre de nos collègues, pour témoigner ainsi toute la déférence sincèrement éprouvée à leur égard, ce rapport devrait être fort long; mais, il ne peut l'être; aussi regrettons-nous de devoir le réduire hâtivement aux limites de l'exposé de nos décisions. Il est superflu, il serait impossible d'entrer, au sujet de celles-ci, dans des détails; il suffit et il est à peine besoin de dire, qu'en constatant les décisions, on n'entend pas déclarer qu'elles aient été unanimes.

* * *

Les amendements soumis à notre examen n'ont point pour objet d'altérer le système de la réparation forfaitaire, commenté dans l'Exposé des motifs et dans le Rapport de la section centrale.

La plupart peuvent être groupés autour des questions suivantes :

1° Quel doit être présentement le champ d'action de la loi ?

Articles 1 et 2. — Voir aussi article 32^{bis}.

2° Quelles réparations la loi doit-elle allouer en cas d'incapacité de travail partielle, totale ?

Articles 3, 6 et 7.

3° Quelles indemnités faut-il, en cas de décès de la victime, allouer à sa famille ?

Article 4.

4° Par quels moyens faut-il garantir le paiement effectif des indemnités; faut-il, par exemple, décréter l'assurance obligatoire ou constituer un fonds de garantie ?

Articles 8, 8^{bis}, 16^{bis} et 51. — Voir aussi articles 12, 13, 14, 23.

5° Faut-il, en cas de faute lourde, écarter le forfait qui couvre toutes les fautes?

Articles 17 et 18, 19.

6° Quelle juridiction doit juger les litiges concernant les indemnités? Faut-il établir des règles spéciales au sujet des expertises médicales, et garantir au patron l'exercice d'un droit de contrôle?

Article 22.

7° Faut-il des dispositions spéciales en faveur des mutualités d'assurances; faut-il encourager les œuvres de mutualité?

Articles 8, 9, 12, 13, 54.

8° Ne faut-il pas des dispositions transitoires ayant pour objet d'éviter la trop brusque application du nouveau régime à des groupes économiques peu préparés? Convient-il d'édicter des dispositions complémentaires à fin de faire indemniser les victimes des accidents du passé?

Articles 52, 55 et suivants.

L'examen de ces questions permet de continuer à suivre, dans nos délibérations, l'ordre des articles du projet de loi. Néanmoins, on pourrait aborder l'examen des textes concernant la responsabilité, l'étendue de l'obligation forfaitaire, articles 17 et suivants, immédiatement après l'examen des dispositions qui déterminent l'objet et le champ d'action de la loi, après les articles 1 et 2. Dans ce cas, les numéros d'ordre devraient être intervertis, et certaines modifications de texte seraient nécessaires pour rétablir la concordance.

Quelques amendements ne trouvent pas leur place dans les groupes dont nous venons d'indiquer la composition; on les rencontrera en suivant l'ordre des dispositions du projet.

I.

ARTICLES 1 et 2.

Les amendements concernant les articles 1 et 2 ont pour but, les uns d'étendre le champ d'application de la loi, d'autres de le restreindre, d'autres, enfin, d'interpréter les dispositions proposées, soit par le Gouvernement, soit par la section centrale.

Les premières comportent d'abord l'extension du projet : 1° à toutes les entreprises commerciales indistinctement; 2° au contrat de louage de services domestiques; 3° au service militaire; 4° aux entreprises agricoles quelconques, sinon à celles employant habituellement deux ouvriers au moins ou exploitant au moins dix hectares.

1°. Le projet de loi concerne les accidents survenus dans les entreprises commerciales par l'emploi de machines mues par une autre force que celle de l'homme ou des animaux. La section centrale a élargi ce champ d'action en supprimant, avec les mots « *et des animaux* », une partie de la limite. Ainsi déterminé, il a l'étendue que lui assignent presque toutes, sinon toutes les législations; il est, semble-t-il en rapport avec le caractère des dangers auxquels les employés exclusivement commerciaux s'exposeraient, avec la

nature de leurs occupations, le caractère de leur activité, avec leur responsabilité personnelle, plus grande à raison de leur liberté et du droit à l'initiative que souvent ils doivent exercer.

2° Des considérations analogues ont déterminé toutes les Législatures à ne pas comprendre le contrat de louage de services domestiques, dans le cadre d'un système préparé, discuté, mûri, comme un chapitre d'une *loi sur le contrat de travail* proprement dit.

*
* *
*

Le rapport de la section centrale résume les motifs, qui avaient déterminé celle-ci, à réserver ces questions pour des projets de loi qui leur soient propres, et à ne pas entraver, ne pas faire retarder, malgré l'impatience générale, la solution d'un problème déjà complexe et ardu, mais mûri, en le compliquant encore d'essais de législation insuffisamment préparés, surtout en ce qui concerne les intéressés.

Ne s'exposerait-on pas, à nuire à des intérêts, objet d'une préoccupation légitime, généreuse, commune à nous tous, si l'on entreprenait de les régler, en l'absence d'indications positives, soit des intéressés eux-mêmes, soit de l'opinion, et uniquement par de simples amendements extensifs d'un régime spécial? Celui-ci ne devrait-il pas recevoir des modalités particulières quant aux conditions d'application, quant aux risques, à la preuve, à la responsabilité respective des parties, à l'étendue et au mode de réparation?

La Commission spéciale s'est crue d'autant plus obligée de persister dans l'avis émis par elle, comme section centrale, qu'elle semblait avoir pour mission de faciliter l'adoption plus prompte d'un projet de loi, dont la Chambre a terminé la discussion générale, et des articles duquel nous avons à préparer l'examen, en faisant rapport sur les amendements.

3° Ces observations s'appliquent à la proposition d'étendre le régime du projet aux accidents de travail survenus au cours du service militaire.

Comme le rapport de la section centrale le constate, il ne s'agit en cette matière, ni de *travail*, exécution d'un contrat de travail, ni de *patrons* ou *chefs d'entreprise*, ni de *salaire* perdu à compenser. Les législatures qui se sont occupées de la situation des militaires l'ont réglée, par une loi spéciale, telles les lois suisses et les lois françaises, sinon par des dispositions constituant un régime particulier.

Pour résoudre la question d'une manière sage et méthodique, il n'y aurait qu'à reviser en partie, et à coordonner, notre législation sur les pensions militaires, savoir notamment les lois du 24 mai 1838, articles 6 et suivants, 18 et suivants, — des 14 mars 1880 et 23 mai 1888, — l'Arrêté Royal du 20 décembre 1889, titre II, articles 7 et suivants, titre III, articles 18 et suivants.

Ces dispositions garantissent des pensions aux militaires, aux veuves et orphelins de militaires, pour cause de blessures ou d'infirmités survenues à ces derniers par suite d'accidents éprouvés dans un service commandé.

En dehors des cas prévus par ces textes, le Département de la Guerre accorde, même sous forme de pension, des secours aux militaires victimes d'accidents, et aux parents dont ces militaires sont les soutiens.

Le minimum assuré par la loi elle-même, est, pour un *soldat* mis hors d'état de pourvoir à sa subsistance, 342 francs de pension, le maximum 480 francs.

Il y aurait à examiner notamment si les quotités sont toujours suffisantes, si les conditions déterminées par l'article 6 de la loi organique de 1838 ne sont pas trop étroites, si la catégorie des ayants droit n'est pas trop limitée.

Cette préoccupation est légitime; ni la Chambre, ni le Gouvernement, ni le pays, n'y demeureront étrangers.

II.

4° L'extension du régime spécial à l'Agriculture est l'objet d'amendements divers; tantôt l'extension est proposée, *pure et simple*, en termes absolus; tantôt elle est proposée avec *diminution* du *taux* des indemnités légales, c'est-à-dire que la réparation ne consisterait qu'en une *quotité moindre* du salaire, sauf à compenser, de fait, la différence par l'augmentation des allocations de la Caisse de secours et de prévoyance instituée en faveur des victimes des accidents du travail; tantôt l'extension n'est demandée qu'en ce qui concerne les entreprises agricoles occupant *habituellement deux* ouvriers au moins, ou exploitant au moins *dix* hectares; enfin, en sens contraire, on propose que la présente loi demeure étrangère aux accidents du travail agricole, particulièrement du travail agricole proprement dit, mais on insiste en même temps pour que la matière soit réglée prochainement par une loi spéciale.

La Section Centrale a proposé d'élargir quelque peu le champ d'action délimité par le projet du Gouvernement; elle propose que la loi s'applique aux accidents survenus dans les entreprises agricoles par l'emploi de *machines* mues par une *autre force que celle de l'homme*; elle délimite le sens réduit du mot *machines*; ce terme, dans le contexte, ne comprend pas les *outils*, les *instruments aratoires*, la *charrue*, le *chariot*; il s'entend d'un *mécanisme* destiné à être actionné par une force inanimée, par la vapeur, l'air, l'électricité, mais pouvant, comme la batteuse, être mue aussi par les animaux. (*Voir* le Rapport de la Section Centrale, pp. 15 et suiv.)

Les *industries* auxiliaires de l'agriculture, telles que la brasserie, la distillerie, la fabrication du sucre, sont, comme industries, soumises au régime du projet de loi. (Rapport de la section centrale, p. 16.)

On ne peut perdre de vue que l'application des articles 1384 et 1385 du Code civil entraîne la responsabilité des chefs d'entreprises agricoles, même au point de vue de la réparation totale du préjudice. Or, cette application a été très considérablement élargie par la Jurisprudence.

La Cour de cassation de Belgique a, par arrêt du 16 octobre 1902, sur les

conclusions conformes du premier avocat général, décidé que « la présomption de faute de l'article 1385 du Code civil peut être invoquée contre le maître, propriétaire de l'animal, par le domestique qui s'était engagé à le soigner et à le conduire (1). »

« Attendu, dit la Cour, que l'article 1385, relatif au dommage causé par un animal, rend responsable de ce dommage le propriétaire de l'animal ou celui qui s'en est servi pendant qu'il est à son usage, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût échappé ou égaré ;

» Attendu que, d'après leur sens naturel et juridique, les mots « se servir de... » et « avoir à son usage », ne peuvent s'entendre que de la jouissance, de l'usage par celui qui retire un profit ou un agrément de l'emploi ou de la détention de l'animal ;

» Qu'ils ne peuvent s'appliquer à la situation d'un domestique ou ouvrier, qui se borne à soigner, à atteler, conduire ou guider un cheval, à l'employer pour compte et au profit de son maître ;

»

» Attendu que, dès lors, le domestique ou ouvrier ne peut être considéré, vis-à-vis de son maître, propriétaire ou usager de l'animal, comme se servant de l'animal ou comme l'ayant à son usage et sous sa garde personnels ; qu'il n'existe aucun motif de lui refuser le bénéfice de la présomption légale, lorsqu'il subit un dommage du fait de l'animal confié à ses soins. »

Certes, il est, à la rigueur, possible que la jurisprudence se modifie. Mais cela est d'autant moins probable que la décision de notre Cour de cassation est conforme à l'enseignement d'auteurs nombreux et considérables, à la jurisprudence française, à celle de deux des trois Cours d'appel de Belgique (2) à celle de Cours d'Allemagne, à celle de la Cour du Grand-Duché de Luxembourg.

Pour se soustraire à la responsabilité qui en résulte pour lui, le maître devrait renverser, par la preuve contraire, la présomption d'une faute dans son chef. Mais cette preuve contraire est bien malaisée. Or, les accidents survenant dans les entreprises agricoles sont, en notable partie,

(1) *Pasicrisie belge*, 1892, 1^{re} partie, p. 350.

(2) Cour de Liège, 30 décembre 1896 (*Pas.*, 1897, II, 421) ; Idem, 26 janvier 1898 (*Pas.*, 1898, II, 207) ; Cour de Gand, 23 juillet 1898 (*Pas.*, 1899, II, 410) ; Cass. franç., 9 mars 1886 (*DALLOZ, Pas.*, 1886, I, 207) ; Id., 11 mars 1902 (*DALLOZ, Pas.*, 1902, I, 216 et la note) ; Id., 29 mai 1902 (*DALLOZ, Pas.*, 1892, I, 310) ; Arrêt de Cologne, 21 mars 1899 (*Journal du Palais*, 1901, 4, 19) ; Cour de Justice suprême du Luxembourg (*Pas.*, 1901, IV, 53) ; LAROMBÈRE, *Des obligations*, édit. belge, t. III, p. 463, art. 1385, n° 8 ; SOURDA, *Traité général de la responsabilité*, 5^e édition, t. II, n° 1434 ; PLANÉOL, *Droit civil*, t. II, n° 957 et 958 ; MATEAU, *Responsabilité civile*, pp. 258 et suiv. ; AUBRY et RAU, *Cours de droit civil*, t. IV (4^e édition), pp. 771 et suiv. ; HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VIII, n° 451 ; COLMET DE SANTERRE, *Cours analytique de droit civil*, t. V, n° 366bis ; DEMOLOMBE, édit. belge, t. XV, 659bis ; note de l'arrêliste ; *Pas. belge*, 1902, I, 350.

causés par les animaux. Aussi l'équité de ce régime est-elle contestée et réclame-t-on la révision éventuelle de l'article 1583 du Code civil. En attendant, la jurisprudence assure à l'ouvrier agricole le bénéfice de cette situation, même pour l'obtention d'une réparation totale; et à ce sujet, on argumente, en sens opposés, au sujet de l'hypothèse de l'extension du projet à l'agriculture. Si, disent les uns, cette extension est favorable aux cultivateurs ayant une exploitation de quelque importance, particulièrement exposés à l'application de la jurisprudence prérappelée, il leur est fort facile de rendre la loi projetée applicable à leur entreprise par une simple déclaration faite à l'administration communale; dès lors, pourquoi l'extension, par la loi elle-même, d'un régime dont tant d'autres cultivateurs s'effraient?...

Mais, dit-on d'autre part, si dans le travail agricole, les accidents sont, dans une forte proportion, causés par les animaux ou par l'emploi de machines, ils proviennent aussi de l'emploi des outils, du transport de corps pondéreux, de chutes du haut d'échelles, du haut de fenêtres ou de meules, des travaux dangereux de l'exploitation forestière; or, dans ces cas, l'ouvrier, victime d'un accident, demeure sans droit à indemnité s'il ne prouve que l'accident est dû à une faute du maître, du patron.

On a répliqué : l'exploitation forestière est l'exception en Belgique; ne se fait-elle pas souvent par entreprises ou sous-entreprises industrielles soumises à la loi? Dans les conditions ordinaires, l'ouvrier agricole a plus d'initiative, d'indépendance, de responsabilité, que celui des usines, des manufactures, des ateliers, des chantiers; il est aussi expert que le chef de l'entreprise; il est, à la fois, ouvrier et petit cultivateur; souvent les petits cultivateurs travaillent les uns pour les autres; le cultivateur, et l'ouvrier qui l'aide, accomplissent les mêmes travaux, mènent la même existence; si l'accident, à ne considérer que la situation strictement légale, prive l'ouvrier de travail et de ressources, l'obligation de la réparation, même forfaitaire, entraîne la ruine du cultivateur.

On ajoute : l'extension à toute l'agriculture du régime spécial, surtout du régime pur et simple, ne peut-elle pas nuire aux ouvriers agricoles? — le gain de ceux-ci, dans plusieurs provinces importantes du moins, comprend des prestations, des services, dont le caractère obligatoire peut être contesté; ne seront-ils pas réduits, lorsque le cultivateur devra craindre qu'ils seront un élément de l'indemnité forfaitaire? — l'ouvrier n'ayant guère besoin de direction, le cultivateur ne fera-t-il pas, avec lui, dans bien des cas, un contrat *d'entreprise*, ce qui rendrait la loi sur la réparation des accidents inapplicable?

Est-ce que la responsabilité forfaitaire, pesant sur le patron, quelles que soient les fautes de l'ouvrier, ne révoltera pas les petits cultivateurs, travailleurs modestes comme leurs aides? Ne troublera-t-elle pas leurs relations?

On insiste, d'autre part, au nom de l'égalité et de la justice; on invoque la nécessité de ne pas laisser sans droits les victimes du travail agricole, le danger d'une différence inexplicquée entre leur situation légale et celle des ouvriers industriels; on craint que l'émigration rurale vers les centres indus-

triels s'accroît. Le problème continue donc à diviser d'excellents esprits dans tous les groupes.

Cependant l'extension pure et simple de la loi projetée à l'agriculture inspire des appréhensions plus vives et plus générales, semble-t-il, dans les régions de petite et de moyenne culture. Là, le problème paraît se compliquer d'aspirations vers un régime protégeant et l'ouvrier et le cultivateur et les siens, contre tous les risques d'accidents, et contre le risque de la responsabilité envers les tiers ; plusieurs, parmi les hommes voués à la pratique des œuvres agricoles, se demandent si une application nouvelle de la mutualité, qui a pris, dans une grande partie du monde agricole, un rapide développement, ne serait pas un précieux élément de la solution. Dans les régions, dont il s'agit, les esprits ne semblent guère ou pas assez fixés ; et on se demande si la grande masse des intéressés a exprimé une opinion, un vœu au sujet de l'application du régime à l'Agriculture ; or, c'est de leurs droits qu'il s'agit.

Le *Conseil Supérieur d'Agriculture* recommandait d'élaborer, pour le travail agricole, une loi spéciale ; le Gouvernement et la Section Centrale se sont rangés à son avis : c'est pour une loi spéciale aussi, que la solution de ce délicat problème est réservée, par les législatures de la *France*, de la *Hollande*, de la *Suisse*, de l'*Italie*, de la *Norvège*, de l'*Espagne*, de la *Grèce*, du *Danemark*, de l'*Autriche*, de la *Nouvelle-Zélande*, du *Grand-Duché de Luxembourg*, quoique la plupart de ces Etats viennent à peine d'élaborer leurs lois sur la réparation des suites d'accidents du travail.

On paraît craindre que réserver la solution pour une loi spéciale ce serait décréter un ajournement indéfini.

Cette crainte est-elle légitime, en présence des engagements formels pris par le Gouvernement dans la récente discussion, et eu égard au droit d'interpellation des mandataires de la Nation, eu égard au facile exercice de leur droit d'initiative pour la proposition des lois ?

Est ce qu'en assurant une manifestation claire des sentiments et des vues des intéressés, on ne préparerait pas mieux l'œuvre législative de demain ?

La Commission a pesé ces considérations ; elle a médité, avec les égards qu'elles méritent, les observations en sens divers, produites par nos honorables collègues, elle a examiné les propositions analysées plus haut.

La majorité n'a pu que se rallier aux vues déjà exprimées par la section centrale et le Gouvernement, au sujet de l'opportunité d'une loi spéciale, opportunité signalée par le Conseil Supérieur d'Agriculture.

Mais la Commission insiste pour que le Gouvernement prenne sans retard les mesures nécessaires, et fasse, à ce sujet, une déclaration au cours de la discussion prochaine.

En attendant, la loi future serait applicable à une notable partie des accidents du travail dans le monde agricole ; tous les cultivateurs pourraient, par une simple déclaration, la rendre applicable à leurs entreprises ; patrons et ouvriers peuvent, en contractant, s'y assujettir.

III.

L'honorable M. Renkin propose que l'alinéa 1^{er} de l'article premier désigne *expressément les entreprises de transport, de chargement, de déchargement*.

Cette proposition n'a d'autre but que de prévenir le doute. Or, le doute n'est pas possible.

Le rapport de la Section Centrale constate que ces entreprises, qu'elles soient privées, qu'elles soient *publiques*, sont soumises au régime projeté (pages 12, 21, 28). Le Gouvernement a déclaré, il n'hésitera pas à déclarer encore, que cette interprétation est la sienne. Aussi bien le texte est-il *général*, notamment quant aux entreprises *publiques*, à la différence des dispositions des législations étrangères, lesquelles procèdent par désignations *spéciales* plus ou moins limitatives. L'article 1^{er}, qui mentionne les entreprises *publiques*, dont la principale est celle des transports, a paru si clair, que plusieurs de nos collègues ont le souci que son application enlèverait, aux ouvriers des industries de transport, une partie des avantages qui résulteraient d'institutions ou d'œuvres particulières.

Il n'y a aucun intérêt à mentionner spécialement les entreprises dont il s'agit; mais il peut y avoir un inconvénient, un danger: on pourrait plaider un jour, par argument *a contrario*, que cette addition *spéciale* prouve que le texte n'a pas réellement une portée générale et ne comprend pas telle ou telle entreprise industrielle non dénommée.

Le texte vise donc les entreprises de transport, de chargement, de déchargement, d'arrimage, etc.: tout cela est la « mise en œuvre des choses utiles »; c'est « l'art qui met en œuvre, appropriée, TRANSPORTE ».

Mais c'est à la condition que ce soit là l'*objet propre de l'entreprise*. Ainsi le commerçant, qui fait transporter chez ses chalands les articles de son négoce, n'a pas une entreprise de transport; la loi ne le concerne que s'il emploie, s'il fait employer des machines mues par une autre force *que celle de l'homme ou des animaux* (texte du Gouvernement); que *celle de l'homme* (texte amendé par la Section Centrale).

La Commission vous prie donc de ne pas adopter l'amendement purement interprétatif dont il s'agit.

IV.

Les considérations qui précèdent ont montré que la Commission n'a pu adopter les amendements qualifiés *d'extensifs* quant aux « bénéficiaires » du régime, c'est-à-dire quant aux personnes employées en *dehors du contrat de travail*: domestiques, serviteurs, employés.

* * *

Le Gouvernement accepte l'amendement de la Section Centrale, à l'alinéa 3 de l'article premier, (employés dits techniques), en proposant, par un nouvel amendement, de changer la rédaction et de dire: « Les employés qui, à

» raison de leur participation directe ou indirecte au travail *industriel*
 » *proprement dit*, sont exposés aux mêmes risques que les ouvriers ».

La Commission entend cette rédaction en ce sens qu'il ne suffirait pas d'une participation à un travail *quelconque* de l'entreprise, distinct de celui qui produit les risques des ouvriers, par exemple, l'étude technique de certains procédés dans un laboratoire annexé à l'usine; mais, en supposant qu'il y ait une participation au travail industriel, il suffit qu'elle soit **INDIRECTE** : telle serait, par exemple, celle de l'employé qui surveille, contrôle, qui compte, mesure, vérifie les matières premières, leur emploi, ou les produits.

Sous le bénéfice de cette explication, la Commission adopte le sous-amendement du Gouvernement.

V

La Section Centrale a proposé des amendements aux alinéas 2 et suivants de l'article 2, afin de faciliter, aux chefs d'entreprise non assujettis à la loi sur les règlements d'atelier, l'exercice du droit de mettre leurs entreprises sous le régime de la présente loi, à fin aussi de mieux assurer la pratique loyale du régime. C'est ce qui est expliqué dans le Rapport (pp. 18 et suivantes).

Ces amendements n'ont pas été combattus. La Commission spéciale les maintient. Cependant, après mûr examen et pour les motifs déduits dans le Rapport de la Section Centrale, elle a, se ralliant à la proposition primitive, à celle du Gouvernement, admis que la révocation de la déclaration pourra se faire, mais dans les formes, aux conditions et avec les effets déterminés et limités dans le Rapport et dans le texte de la Section Centrale. Il y a donc lieu à ajouter au texte de la Section Centrale un dernier alinéa dont la portée serait : « La déclaration peut être révoquée dans les formes réglées » aux alinéas précédents; cette révocation produit ses effets suivant les » règles consacrées par ces dispositions. »

*
* * *

On a proposé d'accorder à l'ouvrier la faculté dont l'article 2 règle l'exercice en ce qui concerne le patron.

La Commission vous prie de remarquer qu'en suite de la déclaration rendue publique du chef d'entreprise, la soumission au régime de la présente loi est l'effet du consentement des deux parties; l'ouvrier, en effet, y consent, en s'engageant dans une exploitation qu'il sait être formellement mise sous ce régime.

Tout cela n'est donc que l'application du principe que les parties conviennent des conditions du contrat et que la convention, même tacite, tient lieu de loi entre parties. Or, rien n'empêche l'ouvrier de stipuler, et le patron d'accepter, que les dommages résultant d'accidents éventuels seront réparés conformément aux règles de la présente loi; cet accord, comme l'autre, produit ses effets; comme pour l'autre, chacune des parties peut modifier

la situation, revenir au régime ordinaire de la responsabilité, lorsque, le contrat ayant pris fin, elles ont repris leur liberté.

Mais songe-t-on à faire dire, par la loi que l'ouvrier peut faire une déclaration dans un règlement d'atelier, pour soumettre ainsi le patron qui l'engage ou l'accepte, au régime de la loi? Entend-on que l'ouvrier, faisant à l'administration communale du lieu de son domicile, ou de sa résidence, la déclaration qu'il travaillera sous le régime de la loi, tous les patrons contractant avec cet ouvrier sont présumés avoir accepté et cette déclaration et le régime de la présente loi?

La Commission n'a pu accepter la proposition.

VI.

Elle ne peut se rallier aux amendements proposés pour étendre *la notion de l'accident* soit aux MALADIES PROFESSIONNELLES, soit aux *maladies occasionnées par le travail ou par les nécessités du travail*.

S'il est vrai que, dans certains États, la loi s'occupe des conséquences dommageables des maladies professionnelles, elle le fait en distinguant les dispositions et les institutions concernant cette situation, de celles qui ont trait aux suites des accidents. Le système forfaitaire, tel qu'il est établi quant à ces derniers, s'adapte mal au cas de maladies: l'ouvrier, intervient pour la plus large part, soit, en Allemagne, pour les 2/3; — les risques de maladie n'ont pas, avec le travail, le lien étroit reconnu entre lui et les accidents; l'origine, les causes des maladies, tout au moins celles de leur développement ou de leur aggravation, leur caractère même, échappent très fréquemment à une détermination positive; il faut tenir compte de la constitution, des maladies antérieures, des maladies concomitantes, des habitudes, de l'alcoolisme, d'influences multiples qui, comme le refroidissement, par exemple, ne sont pas propres à tel ou tel travail.

Si les risques sont différents de ceux de l'accident, la responsabilité patronale est, quant aux maladies, différente de celle que le patron peut encourir en cas d'accident; elle peut être nulle. Pour certaines maladies, il y a fatalité, jamais faute, jamais « bloc » de responsabilités ou forfait; l'ouvrier sait qu'il accepte un travail d'une nocivité notoire et *constante*; son salaire est établi en conséquence.

Quoiqu'il en soit de ces considérations, les conséquences dommageables de la maladie ne pourraient être réparées de la même manière que le dommage résultant de l'accident.

Il serait donc plus que difficile d'enter, par voie d'amendement, sur la présente loi une législation concernant les suites dommageables des maladies professionnelles.

* * *

L'honorable M. Lemonnier propose d'assimiler aux accidents survenus *dans le cours et par le fait de l'exécution* du contrat de travail, d'abord les *maladies occasionnées par le travail ou par les nécessités du travail*.

Cette hypothèse dépasse encore celle des *maladies professionnelles*. Aussi

les difficultés de détermination de l'origine du mal et du lien étroit qui unirait les maladies à l'exécution réelle et loyale du contrat du travail, paraissent-elles insurmontables.

Les considérations déjà présentées ne permettent pas d'adopter cette proposition.

Au surplus, dans les cas visés il n'y a pas *d'accident*; l'accident est un événement soudain, anormal, et suppose l'action soudaine d'une force extérieure : la maladie contractée, à l'occasion d'un échauffement ou d'une fatigue, n'est pas un accident du travail. L'accident résulte du fait de l'exécution du contrat, lorsqu'il est l'effet *d'une cause INHÉRENTE à cette exécution*; en d'autres termes, lorsqu'il se rattache à quelque circonstance tenant, soit à l'activité propre de l'ouvrier ou de celle des autres membres du personnel de l'entreprise, soit au milieu industriel ou professionnel, dans lequel l'ouvrier se trouve placé à raison du contrat.

La Commission n'a donc pu adopter l'amendement.

Cependant la proposition renferme une observation qu'il est utile de mettre en pleine lumière.

Le mal produit, dans les conditions, avec les caractères, qui constituent l'accident, peut être une *maladie* soit corporelle, soit mentale; pour l'application de la loi, il ne faut pas de *traumatisme*: un échappement de gaz empoisonnés, un autre événement anormal, peut produire une maladie et non une blessure; une ouvrière peut devenir folle par suite de l'explosion d'une chaudière de l'usine où elle travaille, quoique cette ouvrière n'ait été atteinte ni par le choc, ni par les débris; mais la cause n'en est pas moins dans l'action de la catastrophe, dont l'ouvrière a été témoin et victime dans le cours de l'exécution de son contrat de travail..

Si donc les maladies sont le résultat d'un accident, la loi est applicable. Mais cette déclaration, conforme au rapport de la Section Centrale et déduite de l'Exposé des motifs et de la Doctrine, semble satisfaisante.

* * *

Notre honorable collègue voudrait assimiler aux accidents du travail *ceux résultant d'actes de courage, de dévouement et de sauvetage accomplis DANS LE COURS DU CONTRAT DE TRAVAIL.*

La Commission croit que cet amendement ne peut être admis. Il n'y a pas, entre l'accident et le travail, c'est-à-dire l'exécution des obligations résultant pour l'ouvrier de son contrat, l'exercice de ses fonctions, ce lien d'étroite connexité, qui est la condition essentielle de l'ouverture du droit à l'indemnité.

Il en sera autrement si l'acte de courage, de dévouement, de sauvetage, constitue l'accomplissement d'un devoir moral, d'une obligation d'honneur ou d'humanité, *liée à l'exécution du contrat de travail*; par exemple, s'il se dévoue pour éteindre un incendie dans l'usine, sauver un camarade de travail, empêcher un visiteur imprudent de se faire prendre dans un engrenage ou de caler la soupape d'une chaudière à vapeur au risque de la faire sauter.

Cette solution était déjà fournie par le Rapport de la Section Centrale (p. 40), comme par la doctrine. (*Voir* LOUBAT, sur la loi française, et FOKKER sur la loi hollandaise.) Elle résulte de ce que « les fonctions de » l'ouvrier ne se limitent pas à ses obligations en quelque sorte techniques, » normales, mais comprennent les devoirs dont l'équité et la bonne foi » peuvent réclamer l'accomplissement ».

C'est l'application du principe consacré par le Code civil et par la loi sur le contrat de travail.

Il appartiendra aux juges d'apprécier les cas.

Mais on ne peut reproduire cela dans le texte même de la loi, à peine d'y reproduire aussi les nombreuses déclarations interprétatives réservées pour les documents législatifs.

VII.

Une proposition de M. Destrée a pour objet de faire décréter par la loi d'autres conséquences de son système mis en rapport avec le droit, notamment que « l'accident survenu dans le cours de l'exécution du travail est présumé, jusqu'à preuve contraire, survenu par le fait de celui-ci ».

L'Exposé des motifs du projet de loi et le Rapport de la Section Centrale s'expliquent catégoriquement à ce sujet; ils signalent ce qui, aux yeux du législateur lui-même, est un élément du système et une conséquence des textes qui le consacrent. (Rapport de la section centrale, pp. 32 et suiv.) On craint, semble-t-il, que ces déclarations autorisées soient énervées par suite d'une décision de la Cour de cassation de France, prétendument contraire, sous l'empire de la loi française de 1898, à la doctrine d'un auteur français jouissant d'une haute considération, M. le président Sachet.

Mais l'arrêt invoqué, n'a, même au regard de la loi française, la portée qu'on lui prête.

Qu'importerait, d'ailleurs? c'est au seul point de vue de la future loi belge que nous avons à nous placer. Or, le sens de celle-ci, sens qu'on ne conteste pas, est fixé par l'Exposé des motifs et le Rapport de la Section Centrale. Les documents législatifs français ne fournissent pas ces éléments pour l'interprétation de la loi française. Mais, si l'on a pu avoir une appréhension quant à l'interprétation de celle-ci, on n'en peut avoir aucune quant à l'interprétation de la loi belge. En vérité, d'ailleurs, il ne s'agit pas de savoir si, dans l'ordre des preuves qu'un demandeur est obligé de fournir, il peut invoquer une présomption qui n'est pas consacrée par un texte; dans l'occurrence, la présomption est un élément propre, un trait caractéristique du système légal; elle est reconnue comme telle: il n'y a plus, quant à la condition en question, de preuve à faire par celui qui, victime d'un accident, établit les faits desquels, dans le système nouveau, naît la présomption. Mais le patron peut faire contre lui la preuve contraire.

Nous ne pouvons donc que le répéter: si l'on consacre par un texte exprès telle ou telle conséquence de la doctrine légale, on s'expose à en voir contester d'autres par argument *a contrario*.

Il est du devoir de la Commission de le signaler.

Ces observations concernent d'autres amendements de l'honorable M. Destrée.

Elles s'appliquent aussi à ceux par lesquels l'honorable M. Beauduin veut définir l'employeur, l'employé, le salaire, et d'autres éléments de la législation.

Certes, ces amendements ont le mérite de constituer une synthèse, remarquablement serrée, une œuvre de puissante condensation des textes autrement disposés du projet. Mais il y aurait, en supposant rigoureusement conformes les formules de notre honorable collègue, plus d'un inconvénient sérieux à les consacrer ; il suffit d'en indiquer deux. En premier lieu, ces formules consacrent non seulement certaines extensions fortement combattues, mais des extensions par lois futures, même par déclarations conformément à des Arrêtés Royaux, Arrêtés qu'aucun texte n'autorise. En second lieu, ces formules nouvelles dérouteraient l'opinion, troubleraient les idées des intéressés et de tous ceux qui, depuis trois ans, commentent les textes du projet de loi, en ont vulgarisé le sens, fait apprécier les conséquences pratiques. Les formules du projet de loi, les notions qu'elles consacrent, mises en rapport avec notre droit, ont pris possession des esprits : c'est en pleine connaissance de cause que le pays aide à faire la future loi, et que les intéressés, chefs d'entreprise, ouvriers, œuvres de mutualité, assurés et assureurs de demain, prennent leurs dispositions. Il n'est pas bon d'altérer cette situation à la veille peut-être du vote.

On peut en dire autant de propositions d'amendement faites aux articles 5 et 6.

La Commission prie donc la Chambre de ne pas les adopter.

VIII.

RÉPARATION EN CAS D'INCAPACITÉ PARTIELLE OU TOTALE.

Pour les motifs déduits dans l'Exposé des motifs et dans le Rapport de la Section Centrale, ainsi que pour ceux développés par M. le Ministre, l'honorable M. Trasenster et le Rapporteur dans la discussion générale, la Commission se croit obligée de vous proposer le rejet : 1° de tous les amendements ayant pour objet d'augmenter le taux forfaitaire, soit 50 p. c. de la perte du salaire ; 2° de tous les amendements tendant à faire courir l'indemnité dès le jour ou dès le lendemain de l'accident, sans qu'il y ait la garantie, ni d'une période dite de « *carence* », ni une durée minima de l'incapacité de travail.

Elle se croit également obligée de vous proposer le rejet des amendements ayant pour objet d'accorder une réparation du dommage moral.

Ce qu'elle vous propose est conforme aux législations étrangères dans leur ensemble. Aussi bien la réparation forfaitaire du risque professionnel, telle qu'elle fait partie du droit des peuples industriels, couvre-t-elle tout le dommage provenant de l'accident du travail pour l'ouvrier et les siens.

Remarquons que, si une indemnité, pour le dommage moral, se justifie, lorsqu'il s'agit d'une faute, il n'en est plus de même, dans l'économie du

projet de loi : ce n'est ni sur une faute, ni sur une présomption de faute, que repose le système du forfait ; il en fait abstraction ; on sait, d'ailleurs, que la faute patronale représente tout au plus 16 p. c. des causes d'accident, tandis que la faute de l'ouvrier ressort à 50 p. c.

Sans en supporter, en quoi que ce soit, la charge, l'ouvrier a le bénéfice d'une assurance, qui lui garantit, quelque faute qu'il commette, 50 p. c. du salaire actuel ; en cas d'incapacité permanente, il obtient, quel que soit son âge, une rente viagère, au taux de son salaire actuel, en dépit de la diminution de gain, qui sera la suite fatale des années et peut être produite par les maladies, par de multiples causes.

Cette situation lui permet de s'assurer, moyennant une légère retenue, pour plus de 50 p. c.

Grâce à cette législation nouvelle, il ne connaîtra plus les procès pénibles, la longue et angoissante attente d'une réparation réelle ; il ne frémit plus à la pensée qu'un accident peut le vouer, lui et les siens, à la détresse.

Dans ce système, la nécessité *juridique* d'une réparation du dommage moral n'apparaît plus. La nécessité *juridique* ! Il reste des devoirs moraux et, à l'honneur de nos mœurs, le sentiment général qu'il faut soulager les souffrances de l'ouvrier victime d'un accident, demeure rarement sans effet.

Nous ne pouvons oublier de le signaler : on appréhende qu'une augmentation nouvelle des indemnités, (auxquelles vont s'ajouter les frais médicaux et pharmaceutiques), qu'une élévation nouvelle de la prime d'assurance, pèse trop lourdement sur nos industries ; on s'inquiète de leur voir disputer le marché national par la production étrangère puissamment encouragée, et le marché du monde par un protectionnisme à outrance ; dans cette situation, beaucoup craignent que des charges légales tenues pour excessives nuisent aux sentiments de solidarité généreuse, toujours nécessaires dans les relations entre ouvriers et patrons.

IX

Le Gouvernement annonce un amendement transactionnel entre son premier système (délai de « *carence* » de quatorze jours, pendant lequel la vic-time n'a droit à aucune indemnité), et le système de la Section Centrale (durée minima, soit quatorze jours, de l'incapacité, mais, *cette condition réalisée, indemnité à partir du jour qui suit l'accident*). D'après l'amendement transactionnel, l'indemnité serait due à partir du *huitième jour*.

La Commission est d'avis que cette transaction pourrait être acceptée. D'une part, presque toutes les législations imposent une période de carence ; la perspective d'un terme de « *carence* » réelle, certaine, prévient mieux la fraude, hélas ! signalée partout comme fréquente. D'autre part, une incapacité de travail pendant huit jours est généralement prévue et les conséquences en sont, sinon évitées, du moins adoucies, grâce notamment à l'esprit de prévoyance et d'association, grâce à la pratique de la mutualité.

X.

Le Gouvernement annonce un second amendement, dont voici la portée :

Le chef d'entreprise est tenu, d'après les règles suivantes, des frais médicaux et pharmaceutiques nécessités par l'accident.

Dans le cas où il a organisé, à sa charge, un service médical et pharmaceutique en faveur de son personnel, et fait connaître cette organisation par une clause spéciale du règlement d'atelier, il doit supporter les frais pendant six mois à partir de l'accident, et la victime n'a pas le choix du médecin et du pharmacien.

Dans le cas où le chef d'entreprise n'a pas établi et fait connaître la prédite organisation, il est tenu des frais pendant le même délai, si l'ouvrier accepte les soins du médecin et du pharmacien qui lui auraient été désignés.

S'il n'y a pas eu de désignation, ou si l'ouvrier a fait choix du médecin et du pharmacien, le chef d'entreprise est tenu des frais qui ont été faits, mais il ne l'est, que jusqu'à concurrence de la somme fixée à forfait par un tarif qui sera établi par Arrêté Royal.

N'est-il pas permis de dire que c'est une nouvelle consécration de nos mœurs charitables ? La charité publique, comme la charité privée, ne laissent ni sans secours ni sans soins. l'ouvrier blessé ; le plus grand nombre des patrons, s'ils ne sont eux-mêmes pauvres, assument, du moins pendant un certain temps, les frais pharmaceutiques et médicaux occasionnés par un accident du travail dans leur entreprise.

Le nouvel amendement va en faire une obligation légale.

*
* *

Les frais dont il s'agit, sont donc à la charge du chef de l'entreprise, pendant *six mois à partir de l'accident* ; déjà, aux termes de la loi sur le contrat de travail (art. 11), le patron doit veiller à ce que les premiers secours soient donnés en cas d'accident.

Cette période de six mois a paru suffisante : rares sont les cas, dans lesquels les suites propres de l'accident nécessitent un traitement de plus de six mois ; étendue au delà, la charge deviendrait excessive pour bien des patrons ; après six mois, l'état du patient est généralement, selon l'expression courante, « consolidé » ; c'est l'invalidité permanente qui se dessine, et, dès lors, c'est à la rente viagère que la victime a droit.

Les frais pharmaceutiques et médicaux comprennent ceux des bandages, des appareils dont la victime a besoin pour retrouver l'usage de ses membres ; mais cette obligation ne dépasse pas les six mois.

Ils comprennent le coût de l'hospitalisation, mais dans la limite où ce coût correspond à la charge des soins médicaux et fournitures pharmaceutiques ; les frais de logement, de nourriture, de garde, en un mot l'entretien, demeurent à la charge de la victime, celle-ci recevant, pour son entretien, l'indemnité forfaitaire : c'est là le principe.

Néanmoins, dans son application, il faut tenir compte de plusieurs éléments.

Si le médecin traitant, que ce soit celui désigné par le patron ou celui choisi par l'ouvrier, estime nécessaire que la victime soit traitée à l'hôpital, l'entretien *spécial* imposé devient un élément des frais du traitement; il est à la charge du patron. Ce sera aux juges à arbitrer d'après les circonstances.

Cela n'implique pas que, même lorsque l'ouvrier a abandonné le libre choix du médecin, le patron ait une sorte de droit de main-mise sur le blessé; il ne peut à *priori* imposer l'hospitalisation d'une manière absolue. Mais, lorsque, dans des cas particuliers, le médecin régulièrement désigné par le chef d'entreprise, et par conséquent accepté par l'ouvrier, estime que les nécessités du traitement exigent que les soins, ou certains soins (opérations, par exemple), soient administrés hors de la demeure du blessé, il y a lieu de suivre les indications du médecin.

En cas de refus de l'ouvrier, la justice décidera si le patron doit encore les frais médicaux et pharmaceutiques dans les limites du tarif ou ne les doit plus.

Il est à peine besoin de rappeler que, en cette matière, les règles de la responsabilité des fautes sont suivies là où finit le domaine du principe forfaitaire.

* * *

On discute la question de savoir s'il est bon de laisser à la victime le libre choix du médecin; on a, non sans autorité ni sans preuves, affirmé que l'exercice de ce droit occasionnerait des abus contraires aux intérêts des victimes, contraires à la dignité des hommes de l'art.

Néanmoins, dans le système qui vous est proposé, la liberté du choix par l'ouvrier est la règle.

Cependant, ce droit n'est pas d'ordre public; en effet, cette liberté ne se conserve qu'à défaut de convention contraire, conclue lors de l'engagement de l'ouvrier, en présence d'un règlement d'atelier affiché. Mais la publicité donnée à cette convention par la voie du règlement d'atelier, ne peut être exigée que là où ce règlement serait obligatoire. Il en résulte que là où ce règlement n'est pas obligatoire, l'ouvrier et le patron pourraient, lors de l'engagement, convenir spécialement que le patron assume le service des soins médicaux et pharmaceutiques. Il semble bon qu'un patron, que plusieurs patrons s'entendent avec des praticiens de valeur ou des mutualités, afin d'assurer aux ouvriers de meilleurs soins.

* * *

L'équité, la nécessité d'éviter à l'industrie des charges excessives, des abus criants, ont déterminé les législatures de plusieurs États à fixer une limite au coût des soins et des fournitures, lorsque le médecin et le pharmacien sont choisis par l'ouvrier. Il y aurait donc une somme fixée à forfait dans un tarif établi par Arrêté Royal.

La diversité et la complexité des intérêts engagés ont suggéré à la Com-

mission de proposer que la Commission des accidents du travail soit entendue en son avis.

Dans ces conditions, les nombreux amendements concernant la charge des frais médicaux et pharmaceutiques deviendraient ou sont inutiles.

Il est à remarquer que la proposition subsidiaire des honorables MM. Pieraert et Victor Delporte devient également inutile : les frais de la constatation, tant de l'accident que de la guérison, sont à la charge exclusive du chef d'entreprise, et le taux en est fixé par le tarif, si elles se font par le médecin choisi par la victime. C'est une conséquence de l'article 11 de la loi sur le contrat de travail, de l'amendement annoncé, et de l'article 20 du projet de loi, celui-ci obligeant le patron à faire la déclaration de l'accident et de joindre à la déclaration un certificat médical.

XI.

La Section Centrale avait rattaché à l'article 3 un amendement garantissant au patron un droit de contrôle, en ce qui concerne l'état de la victime et du traitement.

Le Gouvernement l'accepte, mais propose de le placer à l'article 22.

La Commission n'y fait pas d'objection.

* * *

L'honorable M. Destrée a proposé sub litteris *A, B, C*, trois amendements.

Le premier, *A*, est superflu, en présence des commentaires par lesquels le Rapport de la Section Centrale caractérise l'incapacité permanente *totale* de travail.

Cependant, la Commission déclare une fois de plus que l'incapacité totale est celle qui empêche la victime de se procurer *normalement* des ressources par son travail.

Il n'y a donc ni désaccord ni doute.

Comme l'explique le Rapport de la Section Centrale, l'incapacité permanente est totale, absolue, « si l'ouvrier a perdu jusqu'à la possibilité de » *gagner NORMALEMENT un salaire, même dans un autre emploi.* »

Le second (*B*), portant suppression de la distinction entre l'incapacité *temporaire* partielle et l'incapacité temporaire totale, a été rejeté. La distinction, qui implique que la réduction de salaire est *proportionnée* à l'incapacité *réelle*, est un moyen de prévenir la fraude. Il ne faut pas que l'ouvrier puisse compter toujours sur l'indemnité forfaitaire en raison de son salaire *intégral*, dans le cas d'une incapacité de travailler très réduite.

Mais, on ne peut oublier qu'aux termes du Rapport de la Section Centrale, l'incapacité temporaire, même *totale*, ne « s'entend que de l'incapacité » *absolue* de travail dont la victime est capable au *moment de l'accident*, » *dans son emploi*. On ne peut pas exiger que, le mal n'ayant ou paraissant » de nature à n'avoir que des effets éphémères, dont la durée peut être » courte, la victime se rende immédiatement capable d'un travail différent » de la profession habituelle qui, jusques là, la faisait vivre ».

Pour qu'il y ait incapacité temporaire totale, et non seulement partielle,

il ne faut pas que l'ouvrier ne soit plus capable temporairement d'un travail quelconque ; il suffit de l'incapacité totale au regard de sa profession, de son occupation *actuelle*.

L'ouvrier qui est dans ce cas, recevra l'indemnité en raison de son salaire intégral. Il n'y a pas de motifs d'équité pour supprimer une distinction logique et utile.

Le 5^{me} amendement (littéra C) est superflu en présence des déclarations catégoriques du Rapport de la Section Centrale, conformes, d'ailleurs, à une doctrine autorisée et à la jurisprudence de la Cour de Cassation de France. (V. Rapport, 72, 70, 69 ; Arrêts des 23 juillet 1902, Chambre civ. et 10 décembre 1902, Ch. civ., D. P. 1903-1-14.)

.....
 « L'état d'infirmité dans lequel se trouvait la victime avant l'accident (elle était devenue *borgne*) importe peu au point de vue de la détermination de son état actuel (un accident la rend *aveugle*), et, par suite, de l'indemnité à laquelle elle a droit ; que cette infirmité influait sans doute sur la valeur professionnelle de l'ouvrier, mais que son salaire annuel en donne la mesure légale. »

.....
 « Et, pour apprécier la réduction qu'une incapacité permanente et partielle fait subir au salaire, le juge n'est pas tenu de considérer exclusivement le salaire effectivement touché par l'ouvrier après la reprise de son travail ; il doit rechercher dans quelle proportion la capacité professionnelle de l'ouvrier a été diminuée par suite de l'accident et quel abaissement correspondant de salaire doit NORMALEMENT s'en suivre. » (Cass. fr., ch. civ.. 7 janvier 1902 ; id., Req. 13 janvier 1902.)

C'est la consécration de l'interprétation donnée dans le rapport de la Section Centrale. (Voir Rapport de M. Paulet, et décisions de tribunaux arbitraux d'Autriche, rapportées par Bellom, Ass. ouv., et Sachet, n° 468.)

* * *

La Commission n'a pas adopté les deux amendements de l'honorable M. Léon Cambier, ni celui de l'honorable M. Giroul.

Le premier, (attribution de l'indemnité à *partir du jour qui suit l'accident*) upprime *toutes* les conditions indiquées par l'expérience, pour prévenir les fraudes, et décrétées par toutes les législations.

Pour des motifs analogues, la Commission n'a pas admis l'amendement de l'honorable M. Giroul : celui-ci supprime toute période de « *carence* » et ne fixe, pour toute condition, qu'une incapacité de cinq jours.

Le second amendement de M. Cambier est superflu. Il concerne le salaire de base et porte que ce salaire est celui attribué *normalement* à l'ouvrier lors de son engagement.

Le Rapport de la Section Centrale, sur l'article 6, a défini le *salaire*, conformément à la loi du 10 mars 1900 à laquelle le projet de loi se réfère, et conformément à la doctrine.

* * *

Le Commission n'a pu adopter les amendements des honorables MM. Denis, Vandervelde et consorts, ayant pour objet de porter les indemnités à 66 p. c. et même 75 p. c. du salaire.

Les motifs de sa décision ont déjà été indiqués.

Il a, d'ailleurs, été démontré à la Chambre, notamment par l'honorable M. Trassenster, que d'une part, la faute de l'ouvrier, parmi les causes des accidents, représente au moins 50 p. c. et celle du patron 16 p. c. et que d'autre part, le forfait *légal* de 50 p. c. du salaire actuel équivaut, en réalité, à plus de 50 p. c.

XII.

Indemnités en cas de décès de la victime.

Rappelons d'abord qu'en vertu de l'amendement annoncé, les frais médicaux et pharmaceutiques faits, pendant six mois, pour la victime, sont à la charge du chef d'entreprise.

D'après les communications du Gouvernement, celui-ci propose de supprimer l'alinéa final de l'article 4 primitif concernant l'exclusion, dans certains cas, des successeurs d'un ouvrier étranger.

La Commission se rallie à cette proposition. Elle croit néanmoins répondre au sentiment public et témoigner d'une sollicitude pratique pour nos ouvriers, en signalant au Gouvernement l'utilité de certaines démarches afin d'assurer, par réciprocité, à nos concitoyens travaillant à l'étranger, les effets de l'initiative généreuse de la Belgique en cette matière de droit international privé.

Pour le reste, le Gouvernement maintient le principe de la dévolution héréditaire.

La Commission, pour les motifs développés dans le rapport de la Section Centrale, ne peut admettre ce principe rejeté par tous les législateurs, même par le législateur italien qui l'avait d'abord adopté.

Le Gouvernement innove cependant, en proposant d'opérer sur le capital représentant la valeur d'une rente viagère, à l'âge de la victime, au taux d'une partie de son salaire, le prélèvement, dans la mesure fixée par l'article 208 du Code civil, des aliments dus aux personnes, vis-à-vis desquelles la victime était légalement tenue de la dette alimentaire, et qui ont formé leur réclamation dans le mois à partir du décès.

La Commission estime que cette combinaison ne répondrait, dans la pratique, ni aux intérêts de la proche famille de la victime, vivant du salaire de celle-ci, ni aux sentiments de la classe ouvrière.

Elle préfère le système d'attributions directes et réglées; c'est ce que faisaient l'article 5 du projet de M. Nyssens et les amendements proposés par la Section Centrale à l'article 4 du présent projet: c'est ce que font les statuts de nombreuses Caisses de prévoyance.

L'alinéa 1^{er} du 2^e paragraphe concernant l'attribution préalable, et à forfait, du capital d'une rente viagère à l'âge de la victime, et au taux de 25 p. c. du salaire, n'a pas obtenu de majorité dans la Commission. Celle-ci se réfère à ce qui est exposé, au sujet de cette question, dans le Rapport de la Section

Centrale. Elle signale cependant les récentes études publiées par M. Lepreux.

*
* *

Pour les considérations déjà invoquées, elle vous propose de ne pas accueillir les divers amendements concernant l'augmentation du taux des indemnités en cas de mort.

Elle n'a admis que l'augmentation de la somme allouée pour frais funéraires : cette somme est fixée, à forfait, à 75 francs. La loi française alloue 100 francs ; d'autres législations s'en réfèrent à l'usage ou à l'arbitrage du juge. La Commission a trouvé plus convenable de ne pas laisser l'incertitude et la perspective d'un procès sur le coût de funérailles modestes, au moment où il s'agit de rendre les derniers devoirs à la victime d'un accident de travail.

*
* *

Elle adopte un amendement de M. Destrée, sauf à en modifier la rédaction ; on pourrait dire : « Les indemnités pour frais funéraires, pharmaceutiques et médicaux, pourront être payés à ceux qui ont légalement l'obligation d'y pourvoir, ou à ceux qui, à leur défaut, en ont pris la charge. Les tiers à qui ces frais sont dus, ont une action directe contre les chefs d'entreprise. »

C'est à la justice qu'il faut laisser apprécier si ceux qui ont assumé la charge, l'ont *dûment* assumée, et dans quelle mesure ils ont donné des soins, accompli la tâche ; sinon il se produirait des abus.

XIII

Un amendement proposé par l'honorable M. Lemonnier porte : « Les » indemnités ou rentes, allouées aux agents de l'État ou à leurs ayants droit » tombant sous l'application de la présente loi, ne pourront être inférieures » aux indemnités ou rentes qui leur sont allouées par les lois et règlements » administratifs en vigueur à ce jour. » Un autre de nos honorables collègues présente un amendement analogue.

Rappelons d'abord qu'il ne peut être question de *fonctionnaires et agents*, mais uniquement des *ouvriers*, employés en vertu d'un contrat de travail et de certains employés assimilés aux ouvriers en vertu de l'article 1^{er}, alinéa 3 : c'est d'eux seulement que la présente loi s'occupe.

Or, elle garantit à tous une indemnité forfaitaire déterminée, c'est-à-dire un minimum légal ; mais, elle n'empêche pas, elle favorise indirectement, et le projet antérieur, contresigné par M. Nyssens, favorisait, par une disposition expresse, les combinaisons tendant à procurer un supplément d'indemnité : telles seraient une caisse constituée dans l'entreprise et à l'alimentation de laquelle l'ouvrier contribuerait, une convention d'assurance, au paiement de la cotisation ou de la prime de laquelle, le patron et l'ouvrier contribueraient, le patron par un versement, l'ouvrier en subissant une retenue sur son salaire.

Les administrations publiques sont, à l'égard *des ouvriers* qu'elles emploient, des patrons ; si elles procurent des indemnités ou des secours, par

exemple, au moyen d'une caisse spéciale, la loi n'interdit pas que celle-ci continue à remplir sa destination sous le régime qui lui est propre ; pour modifier cette situation, il faudrait un changement soit d'une convention, soit des statuts, soit du règlement, soit d'un Arrêté Royal, soit d'une loi, suivant que l'œuvre et le régime dépendent d'une convention, de statuts, d'un règlement, d'un Arrêté Royal, d'une disposition légale.

La présente loi n'a pas pour objet, d'y porter atteinte, pas plus que de les consacrer ; elle n'empêcherait pas que des ouvriers bénéficient de l'indemnité forfaitaire garantie par la présente loi et des avantages particuliers que leur procuraient les conventions, les statuts, les règlements, les arrêtés, les dispositions légales supposées.

Elle ne s'occupe nullement de ces situations diverses, n'a et ne peut avoir pour objet de les régler elle-même, souverainement, contrairement peut-être à leur caractère et à l'esprit des institutions, des conventions, immédiatement, hâtivement, à l'occasion de la consécration d'un régime général de réparation forfaitaire.

L'amendement de notre honorable collègue ne rentre donc pas dans le cadre du projet de loi, et il est tout au moins superflu.

La Commission n'a pu l'adopter.

*
* *

Par les décisions rappelées plus haut, la Commission écarte aussi les amendements des honorables MM. *Giroul* (application du principe de la dévolution), *Destrée*, *Janson* et *Denis* (augmentation du taux des indemnités), *Heynen* et *Léon Cambier* (applications éventuelles du principe de la dévolution), *Lemonnier* (augmentation plus forte des frais funéraires, etc.), *Destrée* (réparation du dommage moral), *Hoyois* (dérogations conventionnelles aux règles légales concernant les indemnités).

Les motifs ont été exposés ou rappelés.

Ces décisions impliquent que les amendements de l'honorable M. *Beauduin* n'ont pas été adoptés. (Art. 4 de ces amendements, alinéa 5.)

XIV.

ART. 5.

ART. 5. — Il suffit de rappeler que la Section Centrale a proposé d'élever du quart au tiers la quotité de la valeur de la rente, dont la victime ou les ayants droit peuvent obtenir le paiement en capital.

Les motifs de cet amendement, qui semble conforme aux vœux des populations ouvrières, ont été indiqués dans le rapport de la Section Centrale.

La Commission vous prie de l'adopter.

On a proposé de modifier la fin de l'alinéa 2, et de dire que l'avis du chef de l'entreprise sera demandé et non pas qu'il sera pris. S'il ne le donne pas, cela ne peut empêcher le juge de statuer.

Cette modification est peut-être superflue. Néanmoins, la Commission propose de dire : le chef de l'entreprise entendu ou dûment appelé.

XV.

ART. 6 ET 7.

Salaires de base.

ART. 6. — Le Gouvernement a fait siens les amendements de la Section Centrale ; il accepte que, dans l'alinéa 2 de l'article 6 du projet, il soit dit : « *rémunération effective qui leur a été ALLOUÉE* » ; — et, dans l'alinéa 3 ... « *tant du salaire ALLOUÉ pour la période d'activité* ».

Les motifs sont indiqués dans le Rapport de la Section Centrale.

*
* *

Deux amendements, l'un de M. Lemonnier, l'autre de M. Léon Cambier, ont pour objet de dire que la rémunération s'entend de la *rémunération effective tant en salaires qu'en primes, participations ou autres avantages ALLOUÉS...*, ... *du salaire qui a été NORMALEMENT attribué à l'ouvrier, lors de son engagement.*

La Commission trouve que les rédactions proposées, fussent-elles absolument justes, sont superflues. Il s'agit uniquement d'interpréter ; or, la loi sur le contrat de travail, à laquelle le projet se réfère, les documents législatifs qui en déterminent la portée, la présente loi, la doctrine et la jurisprudence, ainsi que le Rapport de la Section Centrale, ont fixé le sens du mot salaire, au regard non seulement de la loi à faire, mais de la loi *en vigueur* du 10 mars 1900, qu'en ce moment le législateur ne revise pas et ne peut interpréter législativement.

La Commission n'a pu adopter les amendements.

*
* *

Pour les motifs indiqués dans le Rapport déjà cité, elle ne s'est pas ralliée à l'amendement de l'honorable M. Vandervelde, qui propose de *calculer*, pour le plus grand nombre des cas, le salaire *annuel*, en multipliant le salaire *quotidien* par 300 ; elle n'a pas admis la suppression des alinéas 2 et 3 proposée par M. Léon Cambier, ni la suppression de l'alinéa 4.

M. Léon Cambier a demandé que, pour les apprentis et les ouvriers âgés de moins de 16 ans, le salaire de base soit évalué à un franc par jour.

Cette évaluation fixe, forfaitaire, pour tous les jeunes travailleurs de toutes les industries et de toutes les entreprises quelconques, ne se justifie pas en fait et ne répond à aucun principe de droit ou d'équité. Elle peut se concevoir au point de vue de la bienfaisance ; mais, dans cet ordre d'idées et de sentiments, l'évaluation peut être insuffisante. Cela est étranger au cadre, à l'objet du projet de loi.

*
* *

L'honorable M. Janson propose que : « En ce qui concerne les apprentis »
« ouvriers, âgés de moins de vingt-cinq ans, il sera tenu compte de l'aug- »
« mentation de salaire qu'ils auraient obtenue, s'ils n'avaient pas été frappés »
« d'une incapacité totale, partielle ou *permanente* de travail. »

La Commission ne peut que rappeler le principe : la réparation garantie par la loi est *forfaitaire*, et couvre le « *bloc* » des risques professionnels; elle est due quelle que soit la faute de l'ouvrier; elle est due quand il n'y a aucune faute dans le chef du patron.

Les règles suivies, en cette matière, ne sont pas les règles concernant les dommages et intérêts. On remarque d'ailleurs que, si le jeune ouvrier pouvait espérer gagner, un jour, un salaire plus élevé, il est exposé aussi à n'en gagner qu'un moindre, par suite de maladies, d'accidents étrangers à l'exécution du contrat de travail, d'inconduite, de suppression ou de décadence de telle ou telle industrie, de telle ou telle branche d'industrie, en un mot, par suite des vicissitudes si diverses de l'existence humaine, et particulièrement de celle de l'ouvrier. On ne peut oublier que, s'il n'est pas tenu compte de l'augmentation *possible* du salaire, il n'est pas tenu compte non plus de la diminution *certaine* du salaire, par suite de l'âge. Un de nos honorables collègues et des plus autorisés, a rappelé, au cours de la discussion générale, que si l'on considère cette diminution certaine, si l'on considère la proportion des accidents survenus à des ouvriers âgés de moins de vingt-cinq ans, et la proportion dans laquelle les salaires peuvent s'élever encore pour les travailleurs de plus de vingt-cinq ans, l'indemnité forfaitaire de 50 p. c. est, en réalité, sensiblement supérieure à ce taux.

La Commission n'a pu adopter la proposition de notre honorable collègue.

* * *

Elle n'a pu se rallier non plus à celle de l'honorable M. Melot.

La fixation rigoureuse et immuable du salaire agricole, par moyenne, pour chaque commune, pour chaque catégorie, dans la commune, où l'accident est arrivé, et la fixation annuelle de cette moyenne par les députations permanentes, les administrations communales consultées, rencontrent de fortes objections. Pareille fixation peut avoir des résultats injustes, et d'autant plus qu'elle fait abstraction des mérites et des services, des conventions particulières, pour établir un tarif, une sorte de mercuriale.

A part les difficultés considérables de la tâche imposée annuellement aux députations permanentes, surtout dans des provinces, comptant chacune, comme les deux Flandres, le Brabant et le Hainaut, des centaines de communes, le système proposé soulève une question de constitutionnalité.

Dans ces conditions, la Commission, tout en signalant l'importance de cette proposition, qui a été discutée en France, estime que, dans l'économie de notre droit et de nos institutions, l'évaluation des indemnités et des salaires leur servant de base appartient aux tribunaux, appelés à tenir compte des usages et à s'éclairer par tous les moyens légaux. Les droits de chaque intéressé, dans chaque cas particulier, seront ainsi mieux sauvegardés.

* * *

ART. 7.— Le Gouvernement accepte l'amendement de la Section Centrale, d'après lequel le salaire de base sera déterminé, non par la moyenne des salaires *payés*, mais d'après la moyenne des salaires *attribués*.

Les motifs sont indiqués dans le Rapport de la Section Centrale et dans les auteurs cités.

Il est entendu que, pour établir cette moyenne, la période à considérer, par le Gouvernement, après avoir pris l'avis des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail, est de dix ans au lieu de cinq.

*
* * *

L'amendement de l'honorable M. Denis tendant à déterminer le salaire annuel en multipliant le salaire quotidien par 300, ou par le nombre des jours de travail, dans l'entreprise à laquelle la victime appartient, n'a pas été admis. (Voir l'amendement de l'honorable M. Vandervelde.)

Le système du projet s'attache au salaire annuel, et, pour calculer les allocations temporaires d'indemnité, divise le salaire annuel par 365; le motif est, que ces allocations doivent servir à la subsistance de la victime tous les jours, et non seulement les jours où l'on travaille dans l'entreprise supposée. Calculer le salaire annuel, c'est calculer la somme des gains de l'année.

La Commission ne peut que renvoyer au rapport de la Section Centrale, qui expose les considérations de justice pour lesquelles il faut s'attacher au GAIN total de l'année.

*
* * *

Un amendement de l'honorable M. Denis, sous le n° 7^{bis}, porte : « Dans » les six mois de la promulgation de la loi, les sections des conseils de » l'industrie et du travail, à l'égard de leurs industries respectives, et, » après elles, à l'égard de toutes les industries consultées, le Conseil supérieur du travail, seront appelés à donner leur avis sur la fixation du » salaire de base, d'après les moyennes annuelles des salaires payés avant » l'accident pendant une série de dix ans au plus. »

Cette proposition rappelle une disposition additionnelle, article 43 de la loi du 10 mars 1900, sur le contrat de travail.

Mais celle-ci dispose que, dans le délai d'un an, les *Conseils de l'Industrie et du Travail* seront appelés à élaborer un précis des usages se rapportant à certains éléments du contrat de travail.

La Commission estime que, s'il ne constitue pas un vœu, une recommandation, en vue de recherches ou d'études, cet amendement pourra être examiné avec les articles additionnels, au cours de la prochaine discussion.

XVI

ART. 8, 8^{bis}, 16, 16^{bis}, 31.

Ces dispositions, dans leur ensemble, concernent la GARANTIE DU PAYEMENT effectif des indemnités.

Le devoir de le garantir a constamment fait l'objet de nos communes préoccupations.

Déjà la Section Centrale avait proposé d'assurer, en cas d'insolvabilité du patron ou de l'assureur, le paiement effectif des indemnités, en chargeant de ce service la Caisse créée par la loi du 21 juillet 1890 et dotée par l'État, sous le titre de Caisse de Prévoyance et de Secours en faveur *des victimes des accidents du travail*. La Section Centrale faisait remarquer que, d'après cette loi et d'après l'Arrêté organique, il suffirait d'un nouvel Arrêté pour assurer le fonctionnement du service spécial.

Elle considérait que très rares seront les cas d'insolvabilité, dans le chef des patrons soumis au régime de la loi, qui ne se seront pas assurés. Elle supposait qu'un subside, peu élevé, ajouté aux subsides, aux subventions, aux libéralités que reçoit la Caisse, aux intérêts de sa dotation, suffirait pour couvrir les charges de cette intervention. Aux yeux de la Section Centrale, le caractère des indemnités, la détresse de ceux à qui elles sont dues, un intérêt social de mieux en mieux apprécié, les exigences du sentiment public, justifient le subside spécial; on n'en demande pas autant pour proposer, voter, maintenir plus d'une allocation budgétaire.

Il ne s'agit pas d'aumônes. La Caisse payerait à l'ouvrier ce qui lui est dû, sur la production de son titre de créance résultant d'une loi; elle ne ferait pas davantage acte de bienfaisance envers le patron, en payant pour le libérer, car elle serait subrogée à tous les droits, actions et privilèges de la victime ou des ayants droit, et elle pourrait exercer ce recours, même par voie de contrainte, comme en matière de contributions.

C'est là l'objet de l'article 16^{bis} proposé par la section centrale. Il a été déclaré à la Chambre que le paiement effectif des indemnités devait être toujours assuré.

D'autres moyens ont été indiqués. Plusieurs ne reposent que sur l'obligation, pour le chef d'entreprise, de s'assurer, sous la menace de peines correctionnelles; d'autres supposent la constitution, par la loi, d'associations mutualistes obligatoires d'industries ou de groupes d'industries, mutualités tenues du service des indemnités, sauf à en répartir, sous forme de cotisations, la charge, ainsi que les frais d'administration et de justice, entre les membres des associations forcées; d'autres enfin, supposent l'institution d'une Caisse de garantie.

Le Gouvernement a déclaré, au cours de la discussion générale, qu'il voulait que le paiement effectif fût positivement assuré. Représenté par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, il a assisté à de nombreux échanges de vues, dans les réunions de la Commission. Il a fait connaître à celle-ci une combinaison destinée, d'après lui, à répondre au sentiment général.

Elle peut s'exprimer comme il suit :

Les allocations sont à la charge exclusive du chef d'entreprise.

Toutefois, le chef d'entreprise est exonéré de cette charge, s'il a contracté, pour le paiement des dites allocations, soit avec une société d'assurance agréée conformément aux dispositions du chapitre II de la présente

loi, soit avec la caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 31. En pareil cas, l'assureur, est de plein droit, subrogé aux obligations du chef d'entreprise.

A défaut d'avoir contracté, comme il est dit ci-dessus, les chefs des entreprises *privées* seront tenus de contribuer au fonds de garantie institué par l'article 16^{bis}, à moins qu'ils n'aient garanti le paiement éventuel des allocations; les garanties à fournir à cet effet seront, dans chaque cas, déterminées par l'arrêté ministériel, qui statuera sur la demande de dispense.

La dispense ne pourra être accordée qu'aux chefs d'entreprise qui occupent au moins mille ouvriers.

Il est institué, sous le nom de *fonds de garantie*, une caisse d'assurance contre l'insolvabilité patronale; cette caisse a pour but de pourvoir au paiement des allocations dues, lorsque le chef d'entreprise est *en défaut* de s'acquitter des obligations qui lui incombent.

Le fonds est rattaché à la Caisse des dépôts et consignations.

* * *

La Commission persiste à croire que la combinaison proposée par la Section Centrale est justifiée par de solides motifs.

Doit-elle se défendre de le dire : l'œuvre du 21 juillet 1890 était instituée par le Roi et les Chambres, dans la pensée qu'elle était *la première pierre apportée à l'édifice des mesures réparatrices*, d'ailleurs considérées par le législateur d'alors comme inséparables *de sacrifices du trésor public*; elle était le témoignage législatif de la solidarité patriotique et de la sympathie effective envers le malheur, manifestées à l'occasion d'un jubilé national, et semblait naturellement destinée à intervenir entre la victime réduite à la détresse, faute de l'indemnité due, et le patron hors d'état de la payer.

Cependant la Commission s'est, dans un esprit de conciliation, ralliée à la nouvelle combinaison du Gouvernement, du moins, quant au principe, et moyennant des modifications au plan indiqué.

A ses yeux, le système exposé par M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, présente sur les autres combinaisons des avantages que le pays appréciera favorablement.

Il garantit, mieux que n'importe quel autre moyen, le paiement effectif des indemnités.

C'est, en effet, l'État lui-même qui en a la charge envers la victime en cas d'insolvabilité du débiteur; pour l'acquitter, il ne dispose pas d'une allocation confiée à sa discrétion; il a un devoir juridique et strict; il ne répartit pas le produit encaissé d'une taxe; il est tenu de faire l'avance des indemnités dues et demeurées impayées; la victime d'un accident n'a, quant à cette taxe, ni obligation à remplir, ni insuffisance à redouter.

La garantie est donc aussi solide que simple; elle résulte de l'indéfectible solvabilité de l'État lui-même.

Le recours au *Fonds de garantie* est exempt de frais et de difficultés.

On suppose naturellement que la victime, ou les ayants droit, ont établi à l'égard du patron, leur droit à l'indemnité.

Dès lors, le créancier de l'indemnité s'adresse à la Caisse et obtient que

le juge de paix constate le défaut d'exécution des obligations du débiteur ; il ne faut ni faillite, ni exécution préalable de ce dernier ; les formes de la constatation sont réglées par Arrêté Royal.

Ainsi se trouve réalisé absolument ce que, au cours de la discussion générale, on avait, au nom du Gouvernement déclaré avoir pour but, solidement garantir le payement effectif.

C'était là l'objet de la loyale préoccupation de tous dès le début de l'élaboration de la loi.

Pour atteindre ce but, il ne faut donc ni l'assurance obligatoire, ni la mutualité forcée avec répartition des charges, *y comprise la charge des insolvabilités*. Il suffit du *Fonds de garantie*, de l'assurance non contre les suites d'accidents, *mais contre l'insolvabilité*.

D'ailleurs ceux qui, pouvant être tenus d'indemnités, pouvant devenir insolvable, sont tenus de la taxe, s'en exemptent-ils en s'assurant contre les suites des accidents ou en offrant des garanties ?

Il est permis d'espérer que l'avertissement résultant de l'assujettissement à la taxe sera superflu.

L'assurance, déjà très générale, se pratiquera de plus en plus, sans qu'il soit besoin de la contrainte légale. Elle a pris possession des idées et des mœurs. Elle est liée à de graves devoirs et à des intérêts de premier ordre.

Exposé à de lourdes obligations en cas d'accident, exposé à devoir verser le capital de rentes, exposé à la ruine, le patron a le devoir, envers sa famille et envers ses créanciers éventuels, de s'assurer, et tous ses intérêts l'y poussent ; on l'a dit : il n'est pas jusqu'à son crédit qui ne soit sujet à baisser, si ses fournisseurs, soit de marchandises, soit d'argent, savent qu'il n'est pas assuré.

Aussi la presse, les associations professionnelles, les pouvoirs publics, multiplient-ils, surtout envers les patrons de la petite bourgeoisie, les recommandations les plus pressantes.

L'assujettissement des patrons non assurés à la taxe ne leur donnera pas l'illusion qu'il n'est plus nécessaire de contracter une assurance ; lorsque, après le long délai, prévu par l'article 33, la loi sera mise en vigueur, ils n'ignoreront pas que, si le Fonds de garantie paie pour eux, il est subrogé aux droits, actions et privilèges de la victime et des ayants droit, et peut, pendant de longues années, exercer son recours, même par la voie rigoureuse et rapide de la contrainte, comme en matière de contributions.

*
* *

Aussi bien est-il préférable que le problème législatif de la réparation des accidents du travail, problème si délicat, si complexe, si redoutable par plus d'un côté, reçoive une solution qui ne froisse, qui n'alarme pas nos très nombreux concitoyens, fidèlement attachés aux idées, aux traditions de liberté, aux sentiments caractéristiques de notre race. C'est à cette condition, que nous assurerons les effets heureux d'une loi, qui doit être une œuvre de solidarité et d'apaisement social. C'est à cette condition que nous forti-

ferons la trempe des caractères et l'habitude des initiatives, qui sont la sauvegarde des libertés et le secret des activités fécondes.

* * *

Avant de se rallier à la combinaison proposée, la majorité de la Commission avait rejeté tous les amendements ayant pour objet l'obligation de l'assurance et ceux ayant pour objet la constitution de groupements forcés. Elle n'a pu adopter les propositions de l'honorable M. Léon Cambier.

Au vote final, un des membres dissidents a motivé et caractérisé son abstention. Il a émis la crainte que, faisant peser sur les industriels, qui ne peuvent ni s'assurer, ni fournir de garantie, l'alimentation du fonds de garantie, celle-ci ne fût pas efficacement assurée; il a proposé une taxe générale, et d'autant plus légère, frappant tous les industriels assujettis à la loi, comme cela se fait en France.

Elle ne peut admettre d'autres propositions concernant des systèmes de caisse de garantie, et particulièrement ceux emportant la perception d'une taxe sous forme de centimes additionnels au droit de patente à l'impôt foncier. Pareille combinaison aurait pour effet non seulement de faire payer les garantis et les prévoyants pour des non-garantis et des imprévoyants, mais d'imposer la charge des accidents à ceux qui ne peuvent en occasionner.

La Commission décida également qu'il y a lieu d'apporter à la proposition du Gouvernement diverses modifications, notamment les suivantes :

1. On ne peut aggraver l'obligation de *constituer le capital* des rentes réglée par l'article 12 du projet de loi. Le droit, pour le juge, d'ordonner cette constitution avant que l'incapacité ait pris le caractère de la permanence, n'est pas justifié, et il n'est nullement nécessaire pour l'établissement et l'emploi du fonds de garantie.

2. Le texte doit rappeler que la taxe est payée *sans préjudice des obligations résultant de la présente loi*.

3. Il doit consacrer le recours de la caisse contre l'*assureur*, comme contre le chef de l'entreprise et contre le *tiers*, auteur ou responsable de l'accident. Mais il ne peut être exercé contre le tiers par voie de contrainte.

4. Pour admettre un patron à l'exemption de la taxe moyennant des garanties, il n'y a pas lieu d'exiger qu'il emploie un nombre déterminé d'ouvriers.

5. Les conditions à remplir et les formalités à observer pour obtenir l'exemption, doivent être l'objet d'un règlement décrété par Arrêté Royal; un arrêté ministériel statuera sur chaque demande d'admission.

6. Le règlement doit admettre expressément comme garanties les modes déterminés par la Section Centrale, dans son amendement à l'article 14, et par l'honorable M. Mullendorff, dans son amendement, article 8^{bis}.

7. Il est entendu que la « *Commission des accidents du travail* » sera consultée.

XVII.

Accord entre patrons et sociétés mutualistes.

ART. 9.

Des trois amendements proposés par MM. Consot, de Ponthière et Hubert, la Commission a adopté celui ayant pour objet d'élever jusqu'à 6 mois la période, pendant laquelle le patron peut, moyennant certaines conditions, et notamment moyennant de contribuer à la cotisation d'une société mutualiste reconnue, se décharger sur elle de l'obligation de payer, à ses ouvriers affiliés à cette mutualité, l'indemnité temporaire en cas d'accident, pendant 3 mois.

Cet amendement répond à des aspirations connues et générales. Il importe de rapprocher les patrons et les ouvriers, de mettre les premiers en rapport avec les groupements ouvriers. Il est, d'ailleurs, de l'intérêt bien compris des ouvriers et des patrons que la fraude, que la spéculation sur l'accident et sur l'incapacité de travail, ne vienne rendre malaisées et l'assistance mutuelle entre ouvriers et la réparation généreuse, par les patrons, des suites des accidents. Or, les sociétés mutualistes exercent un contrôle facile, efficace, accepté. La Commission est d'ailleurs d'avis que les sociétés mutualistes peuvent et doivent être encouragées. Elle constate que, dans le projet de loi, rien ne fait obstacle à ce qu'elles servent d'intermédiaires entre la Caisse générale d'épargne et les patrons, pour que ceux-ci soient assurés à toutes fins, et puissent, en vue de prévenir les fraudes, compter sur un contrôle exercé par les sociétés mutualistes.

Mais la réparation des suites de l'accident comprenant les frais médicaux et pharmaceutiques, la Commission a décidé que la quote-part à supporter par le patron, suivant accord, dans la cotisation de mutualité, ne peut être inférieure au $\frac{1}{3}$, au lieu du $\frac{1}{4}$.

XVIII.

ART. 10, 11, et 11^{bis}.

La Commission n'a pu que maintenir l'amendement de la Section Centrale concernant l'incessibilité et l'insaisissabilité des indemnités.

La restriction que le Gouvernement propose d'apporter à cette règle dépend de son système concernant l'indemnité en cas de mort; or, ce système n'a pas été admis par la Commission.

*
* * *

Celle-ci n'a pas admis l'amendement de l'honorable M. Hoyois, supprimant l'application de la règle et, par conséquent, admettant la compensation, dans le cas où le chef d'entreprise et l'ouvrier sont, l'un et l'autre, victimes de l'accident et que celui-ci est imputable à l'ouvrier. Le patron a,

dans ce cas, droit à des dommages-intérêts ; ce droit n'est pas couvert par le forfait. Mais il ne peut s'exercer que sur un autre élément de l'actif de l'ouvrier que l'indemnité allouée en vertu de la présente loi. (*Voir le Rapport de la Section Centrale qui expose les motifs.*)

XIX.

ART. 12 et 13.

Le Gouvernement accepte les amendements de la Section Centrale, sauf la suppression du mot *agréés*, dont elle proposait l'intercalation dans l'alinéa 4 de l'article 12.

* *

L'honorable M. Devigne propose d'amender l'article 12 en ce sens que, lorsque l'indemnité (en cas de mort ou d'incapacité permanente), est due par une *administration publique*, celle-ci n'est pas tenue de *constituer le capital de la rente*, même si elle n'est pas assurée ou ne fournit aucune garantie.

La Commission n'a pas admis cette exception. Elle craint que la prestation effective des indemnités puisse être en souffrance, même de la part d'administrations publiques, tels des hospices, des Bureaux de Bienfaisance, des fabriques des Églises, des communes, etc. Il ne suffit pas qu'ils soient condamnés, il faudrait les *exécuter*.

Au surplus, il est de l'intérêt du débiteur, surtout du débiteur qui n'est pas commerçant ou industriel de profession, de constituer le capital des rentes. En thèse « actuarielle », à défaut de capitalisation, on aggrave les charges, on grève à l'excess l'avenir. (*Voir Rapport de la Section Centrale et les Études de M. Lepreux.*)

* *

Un amendement de l'honorable M. Janson porte, que si l'employeur n'est pas assuré, les risques d'insolvabilité de celui-ci seront à *charge de l'État*.

Cet amendement est subsidiaire pour le cas où l'amendement de MM. Verhaegen et consorts, à l'article 8, serait écarté.

Sans préjudice des considérations de principe qui, aux yeux de la Commission, empêchent l'adoption de cette proposition absolue, il est à remarquer que l'intervention du fonds d'insolvabilité organisé suivant les indications nouvelles du Gouvernement, garantira toujours le paiement effectif par l'État.

L'amendement de notre honorable collègue est ainsi superflu.

Il n'a pas été adopté.

XX.

ART. 14.

Les amendements de la Section Centrale n'ont point été combattus, et le Gouvernement semble s'y rallier.

* *

L'honorable M. Denis présente un amendement, d'après lequel la *subrogation* de l'assureur au patron assuré n'emporterait libération du privilège établi par l'article 15 sur l'actif mobilier du patron, *que si l'assureur est une Caisse Commune de Prévoyance ou la Caisse Nationale d'Assurance*. C'est la suppression de la subrogation, dans le cas où le patron est assuré par une compagnie à primes fixes.

La Commission ne peut s'y rallier.

La subrogation par l'effet de l'assurance contractée avec une compagnie d'assurance à primes fixes ne libère, que si la compagnie est, *comme la Société d'assurance mutuelle, agréée par le Gouvernement*, aux conditions déterminées par celui-ci, au mieux des intérêts privés et publics, particulièrement au point de vue de la solvabilité.

Dès lors, la distinction n'a pas de raison d'être.

On ne peut, d'ailleurs, perdre de vue 1° qu'il pourrait être nuisible pour les patrons d'entraver les conventions avec des compagnies à primes fixes, outillées, instruites, préparées, et surtout dans la période qui suivra la mise en vigueur de la loi; 2° que la grande majorité des patrons ayant déjà conclu avec des compagnies à primes fixes, et les polices pouvant, en vertu de l'article 52, être dénoncées à raison de la modification profonde apportée aux risques, l'amendement aurait pour effet de réduire considérablement le nombre des assurés. Cette situation pourrait être contraire aux intérêts des ouvriers comme elle serait fâcheuse pour les patrons.

* * *

L'honorable M. Devigne propose que le patron soit également dispensé de verser le capital de la rente, si la constitution éventuelle de ce capital ou le service de la rente est assuré, de *l'accord des parties*, par une hypothèque, etc.

Il assimile l'accord des parties à l'appréciation du juge.

La Commission ne s'y oppose pas, mais elle demande que cet accord *soit constaté* par le Juge de Paix, ainsi qu'il est dit à l'article 22, en ce qui concerne l'accord au sujet de l'indemnité elle-même. Ce sera facile, économique, et il y aura pour tous plus de garantie. Aussi bien, pour *constituer l'hypothèque* faut-il un titre *authentique*.

* * *

L'honorable M. Léon Cambier propose que le patron soit dispensé de constituer le capital de la rente, lorsque la victime est porteur d'un livret d'assurance contre les accidents, délivré par la Caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 31, *ou qu'il a assuré ses ouvriers à la dite Caisse*.

C'est ce dernier cas seul qui est à relever; si, dans ce cas, il y a, en réalité *une assurance*, par suite de laquelle un établissement agréé, la Caisse Générale d'Épargne, est subrogé au patron, cette subrogation crée la garantie, et le patron est exonéré.

à XXI.

Agréation des assureurs; conditions et charges de l'agréation.

ART. 15.

L'honorable M. Cooreman propose que la loi elle-même dispose que les polices des sociétés agréées doivent spécifier qu'*aucune clause de déchéance ne sera opposée aux créanciers d'indemnités ou à leurs ayants droit.*

Ainsi qu'il est expliqué dans le Rapport de la Section Centrale, celle-ci avait signalé ce grand intérêt à l'attention du Gouvernement, pour que les Arrêtés d'agréation fassent de cette stipulation, dans les polices, une condition de l'agréation elle-même; c'est ainsi que la matière est réglée, en France, par un décret pris en vertu de la loi.

Mais la Commission ne voit aucune objection à ce que la loi consacre cette obligation et *fortifie ainsi, aux yeux de tous, les garanties désirées.*

Elle adopte donc la proposition.

* * *

L'honorable M. Janson a proposé ce qui suit :

« *Ajouter à la fin de l'article :*

» Il sera facultatif aux bénéficiaires de la présente loi de, par l'entremise
» des patrons, se faire assurer contre les risques non couverts par la pré-
» sente loi et ce, à concurrence d'une assurance totale, de 80 p. c. des
» risques.

» En ce cas, ils payeront la moitié de la prime d'assurance supplémen-
» taire; l'autre moitié sera à charge de l'État.

« Si le patron ne s'est pas fait assurer, les bénéficiaires de la présente loi
» pourront se faire assurer à la Caisse d'Épargne et de Retraite contre les
» risques non couverts dans la mesure ci-dessus déterminée.

» N. B. — *Cette disposition pour le cas où l'assurance obligatoire serait
» écartée.*

» En ce cas, ils verseront directement à la Caisse d'Épargne et de
» Retraite la partie de la prime qui est à leur charge; l'autre partie sera
» versée par l'État.

» En cas de chômage involontaire, la totalité de la prime d'assurance sup-
» plémentaire sera payée par le *Bureau de Bienfaisance* du domicile de
» secours ou, à son défaut, par la *commune du domicile de secours.*

» En cas d'assurance supplémentaire, l'employeur pourra retenir sur les
» salaires de l'ouvrier à chaque quinzaine un vingt-quatrième de la prime
» due par l'ouvrier ou l'employé. Un arrêté royal réglera l'exécution des
» dispositions relatives à l'assurance supplémentaire. »

Les parties peuvent toujours s'entendre pour constituer une assurance couvrant les risques au delà de l'indemnité légale déjà garantie, et, dans ce cas, le patron peut opérer, sur le salaire, la retenue convenue.

En dehors de pareils arrangements, l'amendement, dans son ensemble, a

pour objet de mettre une partie du coût de l'assurance, parfois le tout, à la charge de la collectivité, État, commune, bureau de bienfaisance.

La Commission ne peut vous proposer de consacrer pareille intervention de la collectivité.

XXII.

ART. 16.

Cet article, tel que la Section Centrale l'a amendé n'a pas été contesté.

Modifiant la rédaction des amendements, dont il s'agit, la Commission propose de dire : «..... Celui-ci (le *Moniteur*) publie, tous les trois mois, la liste des établissements *jouissant de l'agrément*. »

Imposée dans ces termes, la publication renseignera exactement les établissements agréés, qu'ils l'aient été tout récemment, qu'ils l'aient été plus tôt ; c'était là, d'ailleurs, la pensée de la Section Centrale. C'est une facilité et une garantie pour tous ceux qui ont intérêt à vérifier la réalité et la valeur des établissements agréés, la solidité d'une assurance.

XXIII.

ART. 17, 18, 19.

Ces dispositions concernent la responsabilité telle qu'elle est déterminée sous le régime du forfait, qui règle la réparation, abstraction de toute notion de faute.

La question, dite de *la couverture de la faute lourde*, a été trop débattue pour qu'il soit permis d'y revenir.

La Commission n'a pu que maintenir les articles du projet de loi.

En ce qui concerne l'amendement de l'honorable M. Devigne, présenté à l'article premier, elle ne peut que se référer à l'Exposé des motifs et au Rapport de la Section Centrale, ces documents précisant les règles d'après lesquelles on décidera si l'accident est survenu dans le *cours et par le FAIT DE L'EXÉCUTION DU CONTRAT DE TRAVAIL*. Ce sera à la justice à en faire la sage application. Il est donc impossible à la Commission, qui maintient « la couverture de la faute lourde », et non seulement de la faute ordinaire, d'adopter une proposition portant que « les accidents ne sont pas considérés » comme survenus dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat de » travail, lorsque les victimes ont agi contrairement à des ordres ou des » défenses formels ». C'est en cela que consistent la plupart des fautes, que les ordres ou les défenses viennent du patron, qu'ils viennent des lois ou des règlements.

XXIV.

ART. 20.

Il concerne la déclaration des accidents.

La Commission maintient les amendements de la Section Centrale.

Les formalités, qu'ils imposent, sont plus simples que celles exigées par le

texte primitif du Gouvernement. C'est ce qui est expliqué dans le Rapport de la Section Centrale. Il suffira de faire la déclaration à l'administration communale, celle-ci donnera récépissé et fera la transmission. On peut ne pas trouver facilement l'inspecteur du travail, et combien y en a-t-il? On peut ne pas trouver le greffier, et il n'y en a qu'un par canton. Arrivera-t-il qu'on ne trouve *personne* de l'administration communale?

XXV.

Art. 21.

Il n'a pas été l'objet d'observations.

XXVI.

Art. 22.

I. — *Juridiction arbitrale de jugement.*

La Commission se croit obligée de maintenir l'article 22 du projet du Gouvernement, adopté d'ailleurs par la section centrale. Le Rapport de celle-ci et l'Exposé des motifs justifient cette résolution.

Cet article attribue compétence au juge de paix en *premier ressort*.

Néanmoins, la Commission rappelle, à son tour, que les parties peuvent convenir que les contestations concernant les indemnités seront soumises à des arbitres,* et même en régler la désignation. Elles peuvent en convenir lors de la conclusion du contrat de travail et après.

Le nouvel article 34 proposé par la Section Centrale n'est qu'une application de ce principe : l'application n'est point limitée au cas où la juridiction arbitrale est stipulée dans le règlement d'atelier.

* * *

Il suffit qu'il y ait accord des parties.

L'arbitrage pourrait donc être stipulé et organisé par les contrats d'assurance, par les statuts des sociétés mutualistes. Comme il est facile pour celles-ci de le faire, ceux qui voient avec faveur le recours à la juridiction arbitrale, trouveront un motif de plus, soit pour constituer des sociétés d'assurance mutuelle, soit pour contracter avec des sociétés mutualistes couvrant les risques conformément à l'article 9 amendé. Ces dernières sociétés assument la charge des indemnités à la place du patron pendant six mois. Or, elles peuvent insérer dans leurs statuts, et y insèrent fréquemment, une clause portant que les contestations surgissant entre elles et leurs affiliés, seront jugées par un tribunal arbitral. Il en résulterait que les contestations, concernant le paiement des indemnités pendant six mois, seraient jugées par le tribunal arbitral constitué conformément aux statuts.

Le recours à la juridiction arbitrale, composée au gré des parties, d'hommes ayant une compétence spéciale au regard de l'entreprise où l'accident s'est produit, n'est donc ni défendu, ni rendu difficile. Mais il n'est

pas *imposé*, et il semble d'autant moins sage de l'imposer par une disposition légale, que la constitutionnalité de pareille mesure est contestée.

Pour ces motifs, la Commission ne s'est pas ralliée aux amendements de MM. Denis et Destrée, ni aux propositions analogues.

II. — *Juridiction de conciliation.*

L'honorable M. Neujean, estimant que la question de la constitutionnalité des tribunaux arbitraux *imposés* est très sérieuse, propose :

1° Que le recours à un collège arbitral, présidé par un magistrat et composé de patrons et ouvriers en nombre égal, soit obligatoire, à peine de non recevabilité de l'action devant la juridiction de jugement.

2° Que ce collège, après avoir tenté la conciliation, *devra émettre un avis motivé* sur l'objet de la contestation.

Cette proposition a été l'objet d'un très sérieux examen. Elle soulève de graves objections : en voici quelques-unes :

1° L'amendement ne résout pas les difficultés concernant la désignation des membres du collège, en dehors du cas où les parties les choisissent librement ; il reste toujours à régler comment seraient nommés les hommes ayant des connaissances spéciales d'après la diversité des entreprises ; il reste à décider s'ils seront, comme des jurés, *obligés de siéger*, et sous quelles peines en cas de refus ; il reste à régler la question des frais, du moins pour des ouvriers ; il serait onéreux, pénible pour eux, de perdre leur salaire en allant siéger plusieurs jours et de supporter des frais de voyage et de séjour ; il peut en être de même pour d'autres, et les plus compétents sont les plus occupés, ceux à qui le jugement des constatations causera le plus de dérangement.

2° S'il ne s'agit que d'un essai de conciliation, pourquoi ne pas recourir au juge *conciliateur* « par essence », au juge de paix ?

Lorsqu'il s'agit de concilier, dans un procès, où la distinction de classe peut s'ajouter au conflit des intérêts, le juge de paix, étranger au monde des patrons et au monde des ouvriers, n'est-il pas le conciliateur le mieux placé pour inspirer la déférence ?

Pourquoi, d'ailleurs, s'il ne s'agit que de concilier, ces *spécialistes*, et des *spécialistes* de deux groupes supposés en conflit, qu'on semblait n'appeler que pour *trancher des difficultés d'ordre technique* ?

3° Si ce collège, composé d'un magistrat et d'assesseurs, les uns ouvriers, les autres patrons, donne un avis et un avis motivé sur l'objet de la contestation, il cesse d'être conciliateur ; s'il ne rend une décision, du moins il fait plus qu'une expertise. Mais alors il ne suffit plus de s'expliquer devant lui, en vue d'une conciliation, il faudrait produire ses moyens, et il faudrait plaider, pour n'avoir pas contre soi le préjugé d'un avis défavorable de ce collège spécial.

La Commission n'ayant d'ailleurs pas entendu l'honorable auteur de l'amendement, préfère que le juge de paix soit saisi, essaie de concilier, et, s'il ne peut y réussir, juge en premier ressort, s'entourant d'ailleurs, de toutes les lumières qu'un tribunal peut obtenir. Elle ne s'est donc pas prononcée en faveur de la proposition.

III. — *Expertise médicale et contrôle de l'état de la victime.*

La Section Centrale a proposé, à l'article 3, l'addition d'un quatrième alinéa conçu en ces termes :

« *Ajouter un 4^e alinéa ainsi conçu :*

» Dès la déclaration de l'accident, et aussi longtemps que reste ouverte
 » la demande en revision des indemnités, le chef d'entreprise a le droit de
 » faire examiner, à ses frais, la victime, par un médecin qu'il désigne. En
 » cas d'opposition de la victime, il sera statué par le juge de paix, confor-
 » mément à l'article 22 et *sauf appel*. Si la victime ne se soumet pas à la
 » décision, il ne sera pas statué sur sa demande d'indemnité, et le chef
 » d'entreprise pourra suspendre le paiement de l'indemnité provisoirement
 » servie. »

Le Gouvernement a sous-amendé (alinéas 1, 2, 3, de son nouvel article 22^{bis}).

Le Gouvernement propose d'abord une modification ; il supprime le droit d'appel.

La Commission ne peut approuver cette suppression. L'appel est une garantie que le droit commun donne aux justiciables ; l'exercice de ce droit peut, dans tous les cas, paraître très précieux, en cette matière, où la visite médicale, fréquente peut-être, peut, indépendamment des questions d'intérêt concernant l'indemnité, soulever des questions délicates de dignité pour la victime ou sa famille.

Le Gouvernement propose ensuite des changements de rédaction. Ils semblent sans portée.

Le texte ne doit pas dire que, en cas d'opposition, la justice statue, *les parties préalablement entendues ou appelées* : c'est de droit ; de plus, à défaut de disposition contraire, le juge de paix ne peut, si les deux parties ne comparaissent volontairement, être saisi régulièrement que par une citation.

D'autre part, il est évident, dans le texte de la Section Centrale, que la sanction, consistant dans la surséance quant à la demande d'indemnité et dans la suspension du paiement de l'indemnité provisoirement servie, s'applique exclusivement « si la victime *ne se soumet pas à la décision* ».

La proposition de la Section Centrale est justifiée par des précédents législatifs et des considérations indiquées dans son rapport ; elle a été approuvée dans des réunions d'intéressés compétents et dans la presse.

*
* * *

Un débat s'est engagé au sujet des alinéas 3 et 4 de l'amendement nouveau du Gouvernement, ainsi qu'au sujet des amendements proposés, au même article 22, par l'honorable M. Lemonnier et consorts. Ils concernent l'expertise médicale.

Le débat et la décision peuvent se résumer en ces termes :

La Commission admet que ni le médecin traitant, qu'il soit choisi par le patron ou par la victime, ni le médecin désigné par le patron pour contrôler l'état de la victime et le traitement, soient *commis par justice* pour procéder

à l'expertise. D'autre part, elle n'admet pas que leurs constatations et leurs lumières, précieuses, parce qu'elles sont fournies par une observation prolongée des phénomènes survenus chez le patient, ne puissent aider à la manifestation de la vérité; elle croit indispensable que ces médecins puissent être entendus par le juge et, cités comme témoins, soient entendus en leur déposition et en leur avis, serment dûment prêté.

Au sujet de l'amendement de M. Cousot, il a été remarqué que, lorsqu'il s'agit de juger sur des faits *matériels*, les tribunaux ne sont, en principe, pas liés par les avis des experts; ils demeurent libres de ne pas suivre l'avis d'un ou de trois experts, et d'en nommer d'autres, en un mot, de former leur conviction d'après tous les éléments du procès. Il n'y a pas de motifs pour imposer exceptionnellement que le juge nomme toujours trois experts, ou pour lui *imposer de se baser sur l'avis de trois experts* choisis respectivement par le juge, le patron et la victime.

C'est ce que commande le grand intérêt de la libre manifestation de la vérité.

IV. — *Compétence territoriale.*

Le projet du Gouvernement, adopté par la section centrale, porte que le seul juge compétent est celui du lieu où l'accident s'est produit.

Cette disposition était motivée par la présomption que là, où l'accident s'est produit, toutes les circonstances seraient mieux connues et mieux appréciées, les témoins plus facilement trouvés et entendus, l'expédition de l'affaire plus prompte et plus économique.

L'honorable M. Lemonnier propose que la demande puisse être portée aussi devant le juge *du canton dans lequel est situé le principal établissement de l'entreprise industrielle.*

On suppose qu'il est situé en Belgique.

La majorité de la Commission a adopté. Elle a considéré que l'accident peut être survenu dans un lieu où la victime travaillait passagèrement, où ni elle ni le patron n'ont ni leur domicile ni leur résidence, et d'où la victime a été transportée, soit chez elle, soit dans un hospice.

Elle a considéré, au surplus, que le domicile du patron sera, le plus souvent, dans le lieu où est le principal établissement de son entreprise industrielle. Peut-il se plaindre de ce qu'on le cite devant son juge naturel? En matière mobilière d'ailleurs, d'après la loi de 1876 sur la compétence, l'action peut, au choix du demandeur, être portée devant le juge du domicile du défendeur, devant celui du lieu où l'obligation est née, devant celui du lieu dans lequel elle a été ou doit être exécutée. Il faut cependant signaler que le siège du principal établissement de l'entreprise industrielle peut n'être aucun des lieux visés par nos lois sur la compétence, et qu'il se peut que la victime, pas plus que le patron, n'y soit établie.

V. — *Procédure gratuite.*

L'honorable M. Janson propose que *chacune* des parties jouira, de plein

droit, du bénéfice du « *Pro Deo* », à l'exclusion cependant des sociétés à primes fixes.

La victime ou les ayants droit jouiront de ce bénéfice.

Faut-il l'accorder de *plein droit* à tous les chefs d'industrie indistinctement, quelle que soit leur situation, quelle que soit la nature de la contestation, et celle-ci fût-elle manifestement mal fondée ?

Pareille dérogation aux principes n'a pas été admise par la Commission.

* * *

Les résolutions et les motifs exposés expliquent le rejet de l'amendement de M. Destrée et de tous les amendements qui ne reconnaissent compétence qu'à des Chambres, Conseils ou Tribunaux d'arbitrage.

XXV.

ART. 23.

Le Gouvernement accepte l'amendement de la section centrale consacrant l'action directe de la victime ou des ayants droit, dans tous les cas, contre l'assureur *même non agréé* et leur privilège sur tout ce qui serait dû par lui au chef d'entreprise du chef de l'assurance.

XXVI.

ART. 24.

L'honorable M. Destrée propose un amendement d'après lequel, si l'accord concernant l'indemnité intéresse un ouvrier d'âge, il ne vaudra jugement définitif, que pour autant qu'il ait été examiné et approuvé par le conseil (d'arbitrage) ou, subsidiairement, que pour autant qu'il (l'accord) ait été examiné, et approuvé par le juge de paix, *de l'avis conforme du procureur du Roi*.

La Commission n'a pas adopté.

Les mineurs sont représentés ou assistés conformément au Code civil ou à la loi sur le contrat de travail.

Les tuteurs sont surveillés par le subrogé tuteur, le conseil de famille et les Parquets.

La présente loi ne peut s'occuper de la capacité ou de la protection des personnes, déroger aux lois qui les règlent.

Tous les jours, les juges de paix jugent des procès intéressant des mineurs, sans qu'il y ait, près de cette juridiction, en matière civile, un représentant du ministère public.

Il est à remarquer d'ailleurs que l'accord n'est pas, par lui-même, une *transaction*. La transaction suppose une contestation née ou à naître, *et aussi des concessions réciproques*.

Généralement, en cas de mort (et c'est surtout alors que des mineurs seront intéressés), il n'y aura pas matière à contestation.

XXVII.

ART. 25.

Il n'a pas fait l'objet d'amendements.

ART. 26.

Un amendement de M. Destrée a pour objet de réduire à *un an* le délai de la prescription de l'action concernant les indemnités.

La Commission estime que ce délai serait trop court.

Celui de l'action répressive est de trois ans. L'action civile serait éteinte depuis environ deux ans, lorsque les tribunaux condamneraient le patron à la prison pour avoir, par sa faute, occasionné l'accident! La prescription de l'action civile n'aurait pas assuré l'oubli !

Au bout d'un an, d'une part les moyens d'éclairer la justice ne sont pas perdus, et par conséquent il n'y a pas de motifs pour interdire tout procès ; et la preuve, c'est que l'action publique peut s'exercer ; d'autre part, on ne peut présumer, après un si court délai, que le droit n'ait pas existé ou soit éteint ; or, en matière civile, c'est là l'une des raisons d'être de la prescription.

La Commission n'a pas adopté.

ART. 27.

M. Destrée propose de le supprimer et de rendre l'action civile recevable devant les tribunaux répressifs concurremment à la poursuite correctionnelle.

Pour les raisons déduites dans l'Exposé des motifs, cet amendement n'a pas pu être admis.

ART. 28 ET 29.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amendements.

ART. 30.

Un amendement de M. Denis, concernant la composition de la Commission des accidents du travail, a été adopté précédemment par la section centrale et repris par elle.

Un nouvel amendement de M. Cousot porte que cette Commission sera composée de onze membres, dont trois médecins.

Cet amendement n'est pas adopté. Mais nous avons l'honneur de proposer que la Commission des Accidents du Travail *comprenne un médecin désigné par l'Académie royale de médecine.*

ART. 31 et 31bis.

Les amendements des honorables MM. Cooreman et Léon Cambier ont été examinés à l'occasion de l'examen des articles 8bis, 16 et 16bis.

ART. 32.

C'est à cet article que l'honorable M. Denis a rattaché un amendement qui concerne l'article 31. Il a pour objet de dire que la Caisse nationale d'as-

assurance a une existence juridique propre; que son administration est réglée par Arrêté Royal ; qu'elle fonctionne sous la garantie de l'État; — qu'elle dresse des tarifs applicables à toutes les catégories d'ouvriers, aux entrepreneurs artisans, qui courent les mêmes risques, et aux journaliers et domestiques ; — qu'elle s'appliquera, dans l'établissement de ses tarifs, à réaliser l'assurance au prix de revient.

L'article 31 porte : « La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à traiter des opérations d'assurance contre les risques d'accident » prévus par la présente loi.

» Les conditions générales, ainsi que les tarifs de ces assurances, seront » approuvés par Arrêté Royal. »

D'où les observations suivantes :

1° A raison même du caractère de la Caisse générale d'épargne et de retraite, *sous la garantie de l'État*, il appartient au Gouvernement de donner des explications ;

2° Il va de soi que les opérations se feraient sous la garantie de l'État et suivant les règles qu'il tracerait, et que la comptabilité et les opérations de l'assurance seront séparées des autres opérations et services.

3° La présente loi ne concerne pas toutes les catégories d'ouvriers, moins encore les entrepreneurs et les domestiques. Il n'est donc pas possible qu'elle ordonne de dresser des tarifs qui les concerneraient.

La Commission n'a pas adopté l'amendement.

*
* *

L'honorable M. Hoyois propose de *limiter à un an*, à partir de la mise en vigueur de la loi, l'exercice du droit, reconnu aux assureurs et aux assurés, de dénoncer les polices antérieures à la date de la publication de la loi.

L'honorable M. Destrée propose que les polices visant les risques prévus par la présente loi soient résiliées de plein droit, du jour de sa mise en vigueur.

L'annulation par la loi elle-même peut avoir pour conséquence que beaucoup de personnes, ignorant que *leur police* est résiliée, ne seraient plus *assurées du tout*, alors qu'elles croiraient l'être, du moins pour certains risques.

En France, la matière est réglée par la loi spéciale du 29 juin 1899. La Chambre des députés avait admis la résolution de plein droit ; le Sénat la rejeta, notamment par le motif qu'elle est contraire à la liberté des conventions; la Chambre se rangea à l'avis du Sénat. Il est à remarquer qu'il ne s'agit pas, dans l'occurrence, de conventions nulles comme contraires à la loi. (*Voir Rapport de la Section Centrale.*)

La Commission n'a donc pas adopté l'amendement de M. Destrée.

En ce qui concerne celui de M. Hoyois, elle a considéré d'abord, que les assureurs n'attendent pas une année pour dénoncer les polices, mais s'empresseront de proposer une convention nouvelle. Quant aux assurés, auxquels la dénonciation n'aurait pas été faite, pourquoi leur enlever leur droit par le motif qu'ils ne l'auraient pas exercé dans l'année?

Pourquoi retirer aux deux parties le droit de dénoncer, de résilier une

police, dont les stipulations ne sont plus en rapport avec les risques, avec les conséquences des accidents, tels qu'ils sont déterminés et réglés par la nouvelle loi.

La Commission n'a pas adopté.

* * *

Le Gouvernement propose un nouvel article 32^{bis}, à titre de mesure transitoire.

ART. 32^{bis} (nouveau).

« Les chefs des entreprises *privées* dans lesquelles il n'est pas fait usage
» de machines mues par une force autre que celle de l'homme ou des ani-
» maux, pourront, s'ils n'occupent pas régulièrement cinq ouvriers au
» moins, opter transitoirement pour le maintien du régime de droit com-
» mun, en ce qui concerne la responsabilité des accidents dont leurs ouvriers
» seraient victimes avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir de
» l'entrée en vigueur de la présente loi.

» Cette option n'aura d'effet que si elle est faite et publiée dans les formes
» prescrites pour la déclaration prévue à l'article 2; elle pourra être révo-
» quée de la même manière.

Ce texte n'a pas trouvé de majorité. Mais plusieurs membres de la Commission se préoccupent de la question de savoir s'il ne faut pas, comme l'ont fait les autres législatures, éviter de donner d'emblée, en une fois, à la loi, un champ d'application plus large que celui de toutes les législations. Il s'est agi de ne pas donner, immédiatement et en une fois, au champ d'application de la loi cette complète largeur : on a supposé que le Gouvernement puisse être autorisé à étendre graduellement l'application en ce qui concerne les entreprises de peu d'importance ; on a fait observer que, pour les chefs de ces entreprises, il est difficile de se grouper, de constituer des sociétés mutuelles d'assurance ; or, ce mode d'assurance est l'objet de vives et très nombreuses sympathies.

Des membres de la Commission se sont demandé s'il n'y aurait pas à ménager une transition de la manière suivante : la loi actuelle ne serait pas applicable à certaines catégories d'entreprises, à celles de peu d'importance ; mais son texte donnerait au Gouvernement le pouvoir de soumettre au régime légal celles de ces industries qui, à raison de dangers pour le personnel employé, ne peuvent être mises en activité sans autorisation préalable. Ils se sont réservé d'examiner cette question.

ART. 33.

Il n'a pas été l'objet de propositions d'amendement.

ART. 34.

Il concerne le régime des *Caisses communes de Prévoyance et de Secours en faveur des ouvriers mineurs*.

La Section Centrale a proposé un article nouveau. Son amendement

répond aux vœux principaux des intéressés, ouvriers et patrons, et constitue, en outre, une très large application des principes de mutualité.

Il n'a guère été critiqué, dans la discussion générale, quoique plusieurs orateurs en aient parlé.

Ils semblaient se préoccuper surtout de la question de savoir si le bénéfice du régime proposé par la Section Centrale serait acquis définitivement.

Le Gouvernement a, en principe, admis le nouvel article 34, même comme régime définitif.

M. le Ministre de l'Industrie et du Travail a entretenu la Chambre de certaines modifications, d'ailleurs importantes. Mais il n'a point, jusqu'à présent, fait parvenir ou annoncé aucun amendement, aucune modification.

La Commission ne peut que confirmer ce qui a été dit au sujet du nouvel article 34. Elle déclare, à son tour, qu'il est proposé pour instituer un régime *définitif*, et non un régime transitoire.

Elle déclare aussi que, comme l'explique le Rapport de la Section Centrale, le régime proposé pour les mines n'est qu'une application des principes du projet de loi, faite par le législateur lui-même, à raison de certaines dérogations spéciales à la loi projetée, par exemple de celle apportée à l'article 4.

Le projet contresigné par M. Nyssens, consacrait le principe en termes formels (art. 16 et 17), il mentionnait expressément les « *Caisses communes de Prévoyance* ». Mais l'Exposé des motifs du nouveau projet et le Rapport de la Section Centrale constatent que le principe est maintenu dans la présente loi.

ART. 36.

Un amendement de M. Pepin se confond avec celui de M. Lemonnier.

ART. 36 ET SUIVANTS.

Amendements de MM. Janson et Denis.

Ces propositions ont pour objet de faire allouer des *indemnités*, même sous forme de rentes, aux personnes qui auraient été victimes d'accidents dans le passé.

Ces indemnités seraient à la charge de l'État.

Il serait, à cette fin, institué un fonds spécial des dotations allouées par l'État et le fonds serait alimenté par une allocation annuelle d'un million de francs, non limitative, inscrite au Budget ordinaire de l'État, et, pour la première fois, au Budget de 1903.

Une loi spéciale créerait les ressources nécessaires pour constituer les dotations ci-dessus indiquées.

La Commission a estimé que cet ensemble de dispositions de bienfaisance ne rentre pas dans le cadre du projet de loi; celui-ci n'a d'autre objet que de régler juridiquement la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Le Président,

HEYNEN.

Le Rapporteur,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

(44)

NOTE DE MINORITÉ.

I.

Cette courte note est exclusivement une protestation en faveur de l'assurance obligatoire et de la mutualité, qui sont indissolument liées. Pour le surplus, je ne puis que renvoyer à ma première note de minorité annexée au rapport principal. On n'a vu, dans l'assurance obligatoire, qu'un mode particulier, secondaire, de garantir le paiement des indemnités, et, dès lors, pour avoir conçu et adopté le système d'assurance contre l'insolvabilité patronale, on s'est cru autorisé à rejeter l'assurance obligatoire contre le risque d'accidents. Traduction normale et positive, dans l'ordre pratique, de la notion même du risque professionnel, qui implique une vaste solidarité industrielle, l'assurance obligatoire est aussi le seul gage certain de la prépondérance de la mutualité avec ses incomparables bienfaits; M. Nyssens, qui recula à tort devant l'obligation, ne perdit jamais de vue que la forme normale de l'assurance *c'est la mutualité*; aussi inscrivit-il dans son projet que seule l'affiliation à une caisse de prévoyance entraînerait la subrogation de l'assureur aux obligations de l'assuré. L'assurance capitaliste, l'industrie de l'assurance à primes fixes, n'était dès lors qu'un organe provisoire; la certitude de son élimination, même dans un régime de liberté, était dans cette inégalité même. C'était l'obligation indirecte ou différée de la mutualité.

La disposition de M. Nyssens a été écartée aussi bien que l'obligation directe de l'assurance. La mutualité manque désormais d'un sûr point d'appui, des conditions d'un rapide et décisif développement; l'assurance à primes fixes saura se cantonner dans les plus solides positions, en devançant les lents et laborieux efforts de la mutualité spontanée et de la propagande officielle.

En France, les opérations de la mutualité portent en 1902, d'après M. Guyot, sur 600 millions de salaires, celles des assurances à primes fixes sur 2 milliards, d'après M. Vermot. La mutualité représente moins du quart de l'ensemble, 23 p. c. Les perspectives seront moins rassurantes encore en Belgique, parce que la mutualité spontanée devrait ébranler les innombrables éléments dispersés, inorganisés, des petites entreprises: la statistique inflexible trace le champ d'action inévitable de l'assurance à primes fixes dans un régime de liberté.

Industrie proprement dite (1).	Entreprises.	P. c.	Ouvriers.	P. c.
Très petite industrie (pas d'ouvriers).	165,000	70.08	(Mémoire).	
Petite industrie 1, 2, 3, 4 ouvriers .	54,500	24.09	95,000	13.92
Moyenne industrie 5 à 49 ouvriers .	14,800	5.12	177,000	23.96
Grande industrie 50 à 499 ouvriers .	1,500	0.63	250,000	36.66
Très grande industrie 500 ouv. et plus	200	0.08	150,000	23.46

Le vice fondamental du système adopté sera dans l'évolution qu'il prépare.

C'est là qu'il me paraît être de mon devoir de combattre encore des erreurs funestes auxquelles ont cédé les meilleurs esprits dans ce mémorable débat.

Il n'y a pas de pays où, dans la solution du problème de la réparation des accidents du travail, il fallût, avec plus d'ardeur, chercher à atteindre les résultats les plus avantageux pour le travailleur avec le *minimum* de charges, parce qu'il n'en est pas qui soit plus profondément incorporé à l'économie internationale. On ne peut y parvenir que par la mutualité généralisée ; et précisément les travaux préparatoires nous fournissaient les éléments d'une puissante et féconde synthèse, que l'Allemagne elle-même n'a pas réalisée, mais que la science allemande a prévue, ce que l'on n'a pas assez dit :

« L'assurance obligatoire, a dit Zacher au Congrès de Dusseldorf, va directement au but, en réunissant les entrepreneurs soumis à l'assurance, pour en former des associations mutuelles, et en garantissant ainsi la prévoyance-accident à toutes les personnes qui en ont besoin. Ces associations d'entrepreneurs peuvent être organisées ou professionnellement (Allemagne), ou territorialement (Autriche), selon que les branches d'industrie prédominantes sont professionnellement concentrées ou localement dispersées, mais les deux formes d'organisation peuvent aussi coexister : la professionnelle pour la *grande industrie*, la *territoriale* pour les professions exercées sur une *moyenne* ou *petite échelle*, et elles peuvent se compléter mutuellement (2). »

C'est ce que nous pouvions instituer, en éliminant toute assurance à primes fixes, par le concours de caisses de prévoyance et de la Caisse d'épargne, en réglant les conditions d'option entre les deux modes d'assurance mutuelle.

Nous sommes même d'avis qu'on peut dès aujourd'hui poser dans sa plus large extension, et d'une manière irrévocable, le principe de la loi, comme l'ont demandé MM. Bauduin, Cambier, Destrée, sauf à échelonner nos applications de la mutualité obligatoire.

En échelonnant ces applications, en consacrant les deux types de réalisation : la mutualité territoriale, la mutualité professionnelle, en permettant au Gouvernement d'étendre l'obligation aux petits entrepreneurs, on répond aux principales difficultés du problème ; on ne retarde en rien la réforme là où l'application immédiate est reconnue possible par tous, et

(1) *Recensement industriel*, XVIII, p. 15.

(2) Dr ZACHER, *l'Assurance en Europe*.

l'on met les principes au-dessus de tout nouveau débat; sans doute, les législations des autres pays ont séparé l'agriculture et l'industrie, mais la législation allemande les réunit de plus en plus, et des arrêtés royaux peuvent fixer les caractères différentiels. On pourrait dire :

« La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux ouvriers des entreprises privées et publiques, dans le cours et par le fait de l'exécution du *contrat de travail* régi par la loi du 10 mars 1900, est réglée obligatoirement, conformément aux dispositions de la présente loi.

» Ces dispositions s'appliquent en conséquence :

- » 1° aux entreprises industrielles ;
- » 2° aux entreprises de transport ou voiturrières ;
- » 3° aux entreprises commerciales ;
- » 4° aux entreprises agricoles.

» Elles s'appliquent également, sous les mêmes conditions, à la réparation des accidents survenus dans le cours et par le fait de l'exécution d'un *louage de services*.

» Le Gouvernement est autorisé à en étendre l'application aux entrepreneurs qui, en exécutant les mêmes travaux que les ouvriers, sont exposés aux mêmes risques. »

On adopterait à l'égard des entreprises régies par le contrat de travail le délai fixé par le projet de loi pour l'application de la mutualité obligatoire, sauf à autoriser le Gouvernement à proroger le délai d'un an pour les exploitations agricoles ne présentant pas de danger spécial, de deux ans pour les travaux régis par le *louage de services*, de manière à réaliser en moins de quatre ans l'organisation de l'assurance.

Sans doute on peut, avec M. le Rapporteur, concevoir une marche de la solution agricole indépendante aussi rapide que celle de la solution industrielle; seulement ici nous aurions non une *possibilité* mais une *certitude*.

Pour faciliter l'entreprise, on pourrait encore consacrer, comme nous l'avons proposé, une participation temporaire, transitoire et décroissante de l'État au paiement des primes, et par là faciliter l'adoption du système. Admettez ou non cette extension initiale, la solution est la même.

L'option rendue obligatoire entre l'association professionnelle et la caisse territoriale, dans les conditions scientifiques et juridiques fixées par la loi et les règlements, telle est ici l'action vraiment féconde du législateur, et je ne puis dire à quel point je déplore qu'on abandonne cette voie rationnelle.

C'est par là aussi que les organes complémentaires de l'assurance se développeraient surtout : tout le monde conçoit l'intervention normale des caisses de maladies pour les incapacités temporaires; la généralisation de l'assurance contre la maladie est partout corrélative de l'organisation de l'assurance contre les accidents, et cette généralisation permet entre elles une vraie division des fonctions.

Si, rattachées à la Caisse d'épargne, les mutualités ouvrières doivent accomplir un rôle plus étendu encore, comme le proposent MM. Dejacq,

(1) DEJACQ, *Le rôle de la mutualité*.

Dallemagne, Hubert (1), il faut, pour cela, que cette Caisse centrale soit elle-même appelée à un puissant développement, et elle ne peut l'être que dans les conditions que j'indique.

Pour faire intervenir les mutualités ouvrières dans les incapacités temporaires même, il faut encore une réforme juridique; les mutualités étant imparfaitement généralisées en Belgique, et la distinction subsistant entre les mutualités reconnues et non reconnues, il faudrait généraliser légalement un type nouveau : la mutualité spéciale d'accidents, comme il y a des mutualités de retraite; elle serait communale ou intercommunale et instituée suivant les bases d'arrêtés royaux par les communes, là où on les jugerait nécessaires; les mutualités actuelles reconnues ou non pourraient en instituer avec une personnalité juridique définie, sans rien perdre, pour le reste, de leur indépendance actuelle; subsidiées par l'État, elles permettraient aussi de résoudre bientôt le problème posé par le président de la section centrale, M. Heynen : l'assistance médicale dans les campagnes.

II.

Ce que l'on appelle *liberté de l'assurance* nous placera devant un système d'une extrême complexité, et dont les résultats marquent à quel point la liberté de l'assurance est formelle, stérile, décevante.

Ce système sera, par sa *nature même*, plus onéreux que le système de mutualité qui jaillissait de la situation; la raison en est double :

1° « Le système d'assurance volontaire coûte bien plus cher, puisque la subdivision en tant de prestataires d'assurance exclut la compensation parfaite des risques et la réduction des frais d'accidents obtenue par l'assurance obligatoire. » (Zacher).

2° M. Fuster, étudiant la transformation hypothétique du système de répartition de l'Allemagne en système de capitalisation, calcule la charge des frais *généraux* qui s'ajouteraient à la prime pure, correspondant au risque; pour une prime commerciale moyenne de fr. 1.85 par 100 francs de salaires, il établit ce qui suit :

« Le chargement (frais généraux) représente en moyenne, pendant les quatre années 1894-1897 :

» 0.20 p. c. du salaire;
 » 12 p. c. de la prime pure;
 » 10 p. c. de la prime totale, prime commerciale (prime pure, plus frais généraux).

» On voit que nous sommes loin des 25 à 50 p. c. de la prime commerciale exigée pour leurs frais généraux par les compagnies d'assurances françaises (1). » S'il est vrai, ce dont je ne puis me convaincre, que la supériorité

(1) FUSTER, *Allemagne et Autriche. Nouveaux renseignements sur le risque accident et le coût de l'assurance*. (Bulletin de Comité permanent des accidents de travail, 1899, n° 2, p. 272.)

du système de la capitalisation sur le système de la répartition soit définitivement consacrée par la science. pourquoi aggraver encore les charges de ce système auquel on reproche précisément une excessive concentration de capitaux ?

C'est là que nous allons de gaité de cœur. Un tel système, fût-il accepté comme définitif en France, comment peut-il l'être légitimement en Belgique ? Le taux des indemnités se rapproche en France du taux de l'Allemagne, il en reste encore éloigné en Belgique : 50 p. c. du salaire au lieu de 66 p. c. dans l'incapacité totale; de 25 à 40 p. c. au maximum, au lieu de 60 p. c., pour les survivants.

A quel titre, dès lors, faire peser sur l'industrie cet énorme poids mort ? Que les chefs d'industrie se résignent, sous prétexte de liberté, à choisir la voie la plus onéreuse pour acquitter leur obligation légale, et qu'ils prennent pour un attentat à la liberté ce qui n'est que le moyen le plus sûr et le moins onéreux d'acquitter leur obligation légale, on peut encore le concevoir, mais alors que la réparation est manifestement incomplète, qu'elle peut et doit aller au delà sans altérer les conditions générales de concurrence, que toute charge surnuméraire et inutile peut se répercuter sur l'ensemble de la nation, en vertu de quels principes le législateur s'y décide-t-il ? Lui qui oblige, comment désarme-t-il devant la forme rationnelle de l'obligation ? Lui qui répare, comment se résoud-il à rendre par là irrévocable une réparation incomplète ? Car ne l'oubliez pas, la transaction solennelle que la loi réalisera entre le capital et le travail, sera conçue comme irrévocable, et le mode de réalisation en permettant aux sociétés d'assurances à prime fixe d'invoquer des droits acquis, fera naître une situation irréparable.

La conception allemande qui se propose comme objet la réparation même est bien supérieure. En tout cas, il est d'une importance décisive à nos yeux de consacrer le taux des indemnités de la législation allemande comme fondement *minimum* du droit public économique international, comme conditions normales de concurrence entre nations, et charge directe de l'industrie.

C'est aussi l'une des raisons générales pour lesquelles nous maintenons toute notre critique du système de dévolution basé sur le calcul de la rente à l'âge de la victime. On a vu dans ce système une justice plus rigoureuse, une méthode de calcul plus simple et plus sûre. De même que la charge de la réparation pèse sur l'ensemble de l'industrie directement, de même c'est relativement à l'ensemble des survivants, aux exigences de leur situation même que la réparation est conçue : les veuves soutenues toutes jusqu'à leur mort, quelque inégalité d'âge qu'il y ait entre elles et leurs époux défunts : les orphelins tous soutenus dans les mêmes conditions jusqu'à l'âge de leur accession au travail, quelque limitée que pût être la vie probable du père et quelque faible que pût être le produit de la capitalisation du salaire probable. Telle est la conception *sociale* de la réparation, distincte de la pure conception *individuelle* de cette réparation, rattachée à l'âge de la victime.

Ce n'est pas de la *sentimentalité*, comme on l'a dit dédaigneusement, c'est une conception *sociale* du Droit. Quant aux calculs, l'autorité scientifique de M. Lepreux (1) est toujours puissante auprès de moi, mais il n'a ni renversé les objections de M. Trasenster, ni répondu à la mienne : il adopte, en effet, pour le calcul des rentes à l'âge de la victime, les *tables générales de mortalité*. C'est illogique ; ce sont les tables spéciales à chaque industrie ou groupe d'industries qu'il faudrait adopter dans ce système. Et ne voit-on pas à quelles difficultés, à quels conflits nous nous heurtons alors ?

Les principes ont leur logique. — La juridiction arbitrale tant admirée est si bien le corollaire de la mutualité qu'on la maintient dans les caisses de prévoyance des ouvriers mineurs. Mais malgré qu'on en ait, on a été entraîné à en sacrifier toutes les formules dans le système adopté, et la conséquence inéluctable en est qu'alors que, dans le système allemand, la commune intervention patronale et ouvrière est partout, ici, elle ne sera à peu près nulle part.

Il faut louer le Gouvernement pour avoir cédé sur la question essentielle des frais médicaux et pharmaceutiques, mais la limitation dans le temps en doit légitimement disparaître, et la charge complète de l'hospitalisation s'y joint nécessairement dans tout système normal de mutualité. D'après les tables de 1886 à 1892, je calcule qu'en Allemagne l'ensemble des frais engendrés par le soin des blessés, forme les quotités suivantes de l'ensemble des indemnités et secours, en vertu de la loi sur les accidents (2) :

	Moyenne de 7 ans.
Incapacité de travail, secours médicaux.	4.5 p. c.
Séjour des blessés à l'hôpital, frais d'hospitalisation, secours aux femmes et aux enfants.	6.8 —
	41.5 p. c.

de l'ensemble des indemnités et secours, auxquels il faut joindre la part afférente à l'industrie dans les frais de maladie pour les treize premières semaines.

Dans les caisses de maladies, les frais médicaux et pharmaceutiques représentent environ 30 p. c. des charges totales, les frais des blessés pour les treize premières semaines en présentent une quotité : toutes les dépenses de maladies se traduisent par une quotité moyenne de 4.8 p. c. du salaire ; le tiers en est à la charge de l'industrie. Telle est dans son ensemble la solution de la mutualité allemande.

L'organisation de la prévention des accidents est l'un des plus admirables aspects de la mutualité. Les efforts des patrons et des ouvriers s'y confondent, l'éducation commune de la prévoyance s'y accomplit. Quelques lignes du rapport de M. Hartmann, à Dusseldorf, révèlent *le pro-*

(1) Observations sur l'article 4 du projet, par M. Lepreux.

(2) *Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche.* 1^{re} partie : *Accidents* (Office du travail français, 1894, p. 33). Voir le tableau en annexe.

grès réalisé : « Il n'y a guère plus de vingt ans, ce domaine spécial de la technique de prévention des accidents se trouvait encore dans la phase des premiers essais... Aujourd'hui, la technique des systèmes et appareils protecteurs a pris, dans toutes les industries, l'importance qu'elle mérite. Étant donné cependant les nombreuses victimes du travail et l'augmentation des dangers proportionnelle au développement de l'industrie, il est absolument nécessaire de ne pas s'arrêter en chemin, mais au contraire d'avancer de plus en plus. » Le rapport de Klein révèle *ce qui reste à accomplir*.

La faute du patron dans l'industrie explique encore 16.81 p. c. des accidents industriels, celle de l'ouvrier 29.89 p. c.

Le risque professionnel dans l'état de la technique préventive correspond encore à 42.03 p. c. des cas (1).

Voilà le domaine de la prévoyance collective, de l'éducation incessante par excellence : le domaine de la mutualité. Ici encore, il faut déplorer le rejet d'un amendement relatif à l'organisation de la prévention dû à M. Janson.

La constitution du fonds de garantie par le Gouvernement avec la pensée d'incontestable justice qui l'inspire, est une pièce nouvelle d'un mécanisme déjà complexe et qui témoigne de l'impérieuse nécessité d'aboutir à une conception vraiment organique. Ce fonds n'est pas identique à celui que consacre la loi française ; celle-ci prévoit un résidu d'insolvabilité même pour les compagnies d'assurances et ce n'est pas sans raison : ici on n'a imposé de cotisations qu'aux non-assurés et à ceux qui ne présentent pas de gages suffisants de solvabilité, et à raison de leur risque d'insolvabilité. Comment calculer le risque pour une population flottante de non-assurés, et comment en répartir les primes ? Si les cotisations imposées se rapprochent d'une capitation, la répartition peut être profondément injuste, et si elles se proportionnent aux risques d'accidents, le système apparaît comme une modalité déguisée de l'assurance obligatoire, mais avec cette fragmentation qui rend le coefficient de risque de moins en moins déterminable, la charge de plus en plus lourde, l'institution de plus en plus instable. La liberté de ne pas s'assurer devient un privilège accessible uniquement en Belgique à 100 entreprises au plus sur 71,000 (2), et la loi attache à toutes les autres entreprises une présomption humiliante d'insolvabilité éventuelle. C'est la rançon de la soi-disant liberté et c'est aussi la revanche du principe rationnel de la mutualité obligatoire méconnue. On nous dit que la menace de la taxe d'insolvabilité sera un stimulant à l'assurance. Soit, mais le système présentera encore cette étrangeté qu'en cas de déconfiture d'une société à prime fixe, la réparation de l'accident sera anéantie, tandis qu'en cas de non-assurance et de participation au fonds de garantie, il y aura toujours réparation certaine, puisque c'est l'État qui paie. La logique implacable

(1) C. HARTMANN, *Le développement des moyens fournis par la technique en Allemagne pour prévenir les accidents*; KLEIN, *La statistique allemande des accidents*.

(2) Voir *Recensement industriel*, XVIII^e volume.

appelle donc encore la création d'un second fonds de garantie, et nous nous présenterons devant l'histoire avec le bizarre système que voici :

Des assurés à primes fixes, de beaucoup les plus nombreux ;

Des assurés par voie de mutualité corporative ;

Des assurés par voie de mutualité territoriale (Caisse d'épargne) ;

Des non-assurés participant au fonds d'insolvabilité ou de garantie (Caisse des dépôts et consignations) ;

Des non-assurés n'y participant pas ;

La superposition finale et inévitable d'un nouveau fonds de garantie, institué lui aussi par l'État.

Vingt ans de l'expérience et de la science des grands peuples nous auront ramenés au système le moins cohérent, le plus contradictoire, le plus onéreux, le moins fécond au point de vue de la prévention et de l'entente des patrons et des ouvriers, le plus empirique ; et la prétendue liberté n'aura trouvé, comme la mutualité obligatoire elle-même, mais par les voies les plus tortueuses, de garantie suprême que dans la solvabilité de l'État.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

On eut souhaité que la proposition de M. Janson pût être l'objet d'un débat approfondi. Il est à redouter qu'elle soit sacrifiée dans le débat public : mais je me prononce résolument pour son principe.

L'ÉGALITÉ DES ÉTRANGERS.

C'est une conquête importante. Il faut qu'elle devienne un principe du Droit économique international, et notre devoir immédiat est de saisir de la question l'Association internationale pour la Protection du Travail.

H. DENIS.

(54)

ANNEXE.

N. B. La Commission se réfère aux amendements de la Section Centrale, sauf les propositions nouvelles ci-après :

Amendements présentés par la Commission.

ART. 2.

Ajouter au texte de la Section Centrale un dernier alinéa conçu en ces termes :

La déclaration peut être révoquée dans les formes réglées aux alinéas précédents; cette révocation produit ses effets suivant les règles consacrées par ces dispositions.

Après l'article 3, intercaler un article 3^{bis} ainsi conçu :

ART. 3^{bis}.

Le chef d'entreprise est, conformément aux dispositions ci-après, tenu des frais médicaux et pharmaceutiques causés par l'accident et faits pendant les six mois qui ont suivi ce dernier.

Si le chef d'entreprise a institué, à sa charge exclusive, un service médical et pharmaceutique et en a fait mention dans une clause spéciale du règlement d'atelier, la victime n'a pas le choix du médecin et du pharmacien; il en est de même lorsque, à défaut de règlement d'atelier, les parties sont, par une stipulation spéciale du contrat de travail, convenues que le service est institué par le chef d'entreprise.

Amendementen aangeboden door de Commissie.

ART. 2.

Aan den tekst der Middelenafdeeling een laatste lid toe te voegen, luidende als volgt :

De aangifte kan worden ingetrokken op de wijze bij de voorgaande alinea's geregeld; deze intrekking werkt volgens de regelen in die bepalingen verval.

Achter artikel 3 een artikel 3^{bis} in te voegen, luidende :

ART. 3^{bis}.

Het hoofd der onderneming is, overeenkomstig onderstaande bepalingen, verplicht tot betaling van de genees- en artseneijkundige kosten door het ongeval veroorzaakt en gedaan gedurende de zes maanden die er op volgen.

Heeft het hoofd der onderneming uitsluitend op eigen kosten een genees- en artseneijkundigen dienst ingesteld en daarvan melding gemaakt in eene bijzondere bepaling van het werkplaatsreglement, dan heeft het slachtoffer niet de keuze van geneesheer en apotheker; evenmin wanneer, bij gebreke van werkplaatsreglement, partijen, bij eene bijzondere bepaling der arbeidsovereenkomst, zijn overeengekomen dat de dienst wordt ingesteld door het hoofd der onderneming.

Dans les autres cas, la victime a le choix du médecin et du pharmacien; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme fixée à forfait par un tarif établi par arrêté Royal.

Les indemnités pour frais pharmaceutiques et médicaux, pourront être payées à ceux qui ont légalement l'obligation d'y pourvoir, ou à ceux qui, à leur défaut, en ont pris la charge. Les tiers à qui ces frais sont dus ont une action directe contre les chefs d'entreprise.

ART. 4.

Rédiger ainsi le 1^o qui suit le premier alinéa :

1^o Une somme de 75 francs pour frais funéraires.

Le dernier alinéa de l'article 3 est applicable à l'indemnité résultant de ces frais;

ART. 8.

Le rédiger ainsi :

Les allocations déterminées aux articles qui précèdent sont à la charge exclusive du chef d'entreprise.

Toutefois, le chef d'entreprise est, sans préjudice de l'exonération résultant de l'article 9, exonéré de cette charge s'il a contracté, pour le paiement des dites allocations, soit

In de overige gevallen heeft het slachtoffer de keuze van geneesheer en apotheker; doch het hoofd der onderneming is slechts gehouden tot het bedrag van de som, eens voor al bepaald in een bij Koninklijk Besluit vast te stellen tarief.

De vergoedingen voor arts-en-geneeskundige kosten kunnen worden betaald aan hen die wettelijk verplicht zijn daarin te voorzien of, bij ontstentenis van dezen, aan hen die den last daarvan op zich hebben genomen. Derde personen, aan wie deze kosten zijn verschuldigd, kunnen ze rechtstreeks vorderen van het hoofd der onderneming.

ART. 4.

Het 1^o, staande achter het eerste lid, te doen luiden als volgt :

1^o Eene som van 75 frank voor begrafeniskosten.

Het laatste lid van artikel 3 is van toepassing op de vergoeding voort-spruitende uit die kosten.

ART. 8.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

De in de voorgaande artikelen vastgestelde vergoedingen komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming.

Het hoofd der onderneming is echter, onverminderd de ontheffing voortspruitende uit artikel 9, van dien last ontheven, indien hij, tot betaling van de genoemde vergoedin-

avec une société d'assurance agréée conformément aux dispositions du chapitre II de la présente loi, soit avec la Caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 31. En pareil cas, l'assureur est de plein droit subrogé aux obligations du chef d'entreprise.

A défaut d'avoir contracté comme il est dit ci-dessus, et sans préjudice des autres obligations résultant de la présente loi, les chefs des entreprises privées sont tenus de contribuer au fonds spécial institué par l'article 16^{bis}; ils peuvent néanmoins en être dispensés par arrêté ministériel, sur l'avis de la Commission des Accidents du travail, s'ils ont garanti le paiement éventuel des allocations dans les conditions et de la manière qui seront prescrites par Arrêté Royal.

—
ART. 9.

Rédiger l'alinéa 1^{er} en ces termes :

Les chefs d'entreprise peuvent se décharger de l'obligation de payer à leurs ouvriers, affiliés à des sociétés mutualistes reconnues par le Gouvernement, les indemnités dues en cas d'accident, pour une incapacité temporaire de six mois au plus, s'ils justifient :

Rédiger comme il suit la partie finale de l'alinéa 2 :

..... Cette quote-part, déterminée

gen, eene overeenkomst heeft gesloten hetzij met eene, volgens de bepalingen van hoofdstuk II dezer wet, toegelaten verzekeringsmaatschappij, hetzij met de uit kracht van artikel 31 ingestelde Verzekeringskas. In zoodanig geval gaan de verplichtingen van het hoofd der onderneming van rechtswege over op den verzekeraar.

Onverminderd de andere verplichtingen voortvloeiende uit deze wet, zijn de hoofden van bijzondere ondernemingen, die geene overeenkomst hebben gesloten zooals hierboven is gezegd, verplicht bij te dragen tot het ingevolge artikel 16^{bis} ingestelde bijzonder fonds; zij kunnen echter daarvan worden ontheven bij ministerieel besluit, op advies van de Commissie voor de arbeidsongevallen, indien zij de mogelijke uitkeering der vergoedingen hebben gewaarborgd onder de voorwaarden en op de wijze bij Koninklijk Besluit vast te stellen.

—
ART. 9.

Het 1^{ste} lid van dit artikel te doen luiden als volgt :

De hoofden van ondernemingen kunnen zich ontlasten van de verplichting, aan hunne werklieden die zijn aangesloten bij door de Regeering erkende maatschappijen van onderlingen bijstand, te betalen de vergoedingen wegens ongeval verschuldigd voor eene tijdelijke ongeschiktheid van ten hoogste zes maanden, zoo ze bewijzen :

Het slot van het 2^{de} lid te doen luiden als volgt :

..... Dit in gemeen overleg vast-

de commun accord, ne pourra être inférieure au tiers ;

—
ART. 15.

Ajouter à l'alinéa 2 :

Leurs polices devront spécifier qu'aucune clause de déchéance ne sera opposée aux créanciers d'indemnités ou aux ayants droit.

—
ART. 16.

Rédiger la dernière partie du texte de la Section Centrale en ces termes :

... ; celui-ci publie, tous les trois mois, la liste des établissements jouissant de l'agrément.

Après l'article 16, intercaler un article 16^{bis} ainsi conçu :

ART. 16^{bis}.

Il est institué, sous le nom de Fonds de Garantie, une caisse d'assurance contre l'insolvabilité patronale ; cette caisse a pour but de pourvoir au paiement des allocations dues en cas d'accident, lorsque le chef d'entreprise est en défaut de s'acquitter des obligations qui lui incombent.

Le fonds est rattaché à la Caisse des dépôts et consignations.

L'intervention de ce fonds est subordonnée à la constatation préalable du défaut d'exécution des obligations du chef d'entreprise. Cette constatation est faite par le juge de paix, dans les formes à établir par arrêté Royal.

gesteld evenredig deel mag niet minder zijn dan een derde ;

—
ART. 15.

Aan het 2^{de} lid van dit artikel het navolgende toe te voegen :

Haar polissen moeten vermelden dat geene enkele bepaling van vervallenverklaring zal worden opgeworpen tegen de schuldeischers van vergoedingen of tegen de rechtverkrijgenden.

—
ART. 16.

Het laatste gedeelte van den tekst der Middenafdeeling te doen luiden als volgt :

... Dit laatste kondigt, om de drie maanden, de lijst af van de inrichtingen die de toelating genieten.

Achter artikel 16 een artikel 16^{bis} in te voegen, luidende :

ART. 16^{bis}.

Onder den naam van « Waarborgfonds » wordt eene kas van verzekering tegen het onvermogen der patroons ingesteld ; deze kas heeft ten doel, in de betaling der vergoedingen, die bij een ongeval zijn verschuldigd, te voorzien, wanneer het hoofd der onderneming in gebreke blijft aan de op hem rustende verplichtingen te voldoen.

Het fonds is verbonden aan de Deposito- en Consignatiekas.

De tusschenkomst van dit fonds heeft eerst plaats na voorafgaande vaststelling van het niet-naleven der verplichtingen van het hoofd der onderneming. Deze vaststelling geschiedt door den vrederechter naar

La Caisse pourra exercer un recours contre les débiteurs défaillants; elle est subrogé aux droits, actions et privilèges des victimes ou des ayants droit, tant à l'égard des chefs d'entreprise et des assureurs qu'à l'égard des tiers.

Sauf en ce qui concerne les tiers, le recours est exercé, par voie de contrainte, comme en matière de contributions directes, de la manière déterminée par arrêté Royal.

Le fonds de garantie est alimenté par des cotisations mises à la charge des chefs des entreprises privées qui, sur réquisition de l'administration des contributions directes, n'auront pas justifié, soit de la dispense, soit du contrat d'assurance, prévus aux 2^o et 3^o alinéas de l'article 8. Un arrêté Royal règle la déclaration et les autres formalités à exiger en vue d'établir cette justification.

Le montant de la cotisation est déterminé par arrêté Royal, sur avis de la Commission des accidents du travail.

Les rôles d'assujettissement sont dressés, le recours des imposés s'exerce, et les recouvrements sont opérés par voie de contrainte, comme en matière de contributions directes, le tout conformément aux règles à prescrire par arrêté Royal.

de bij Koninklijk Besluit te bepalen voorschriften.

De Kas heeft haar verhaal op de in gebreke blijvende schuldenaars; zij treedt in de rechten, vorderingen en voorrechten van de slachtoffers of van de rechtverkrijgenden, zoowel ten aanzien van de hoofden van onderneming en van de verzekeraars als ten aanzien van derden.

Behalve wat derde personen betreft, geschiedt het verhaal bij dwangbevel, gelijk in zake van rechtstreeksche belastingen, op de wijze bij Koninklijk Besluit bepaald.

Het waarborgfonds wordt in stand gehoruden door bijdragen welke ten laste komen van de hoofden der bijzondere ondernemingen die niet, op verzoek van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, hebben doen blijken hetzij van de ontheffing, hetzij van de overeenkomst van verzekering, in de alinea's 2 en 3 van artikel 8 bedoeld. Een Koninklijk Besluit regelt de aangifte en de andere formaliteiten vereischt om van de overeenkomst of de ontheffing te doen blijken.

Het b-loop van de bijdrage wordt vastgesteld bij Koninklijk Besluit, op advies van de Commissie voor de arbeidsongevallen.

De lijsten van aanslag worden opgemaakt, het recht van verhaal der aangestlagenen wordt uitgeoefend, en de invorderingen geschieden bij dwangbevel, gelijk in zake van rechtstreeksche belastingen, alles overeenkomstig de bij Koninklijk Besluit voor te schrijven regels.

ART. 22.

Rédiger l'alinéa 1^{er} en ces termes :

Le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, ou celui du canton dans lequel est situé le principal établissement de l'entreprise industrielle, connaît... (le reste comme au projet).

Ajouter un 2^e alinéa ainsi conçu :

(Amendement déjà proposé par la Section Centrale, mais à l'article 3.)

Dès la déclaration de l'accident, et aussi longtemps que reste ouverte la demande en revision des indemnités, le chef d'entreprise a le droit de faire examiner, à ses frais, la victime, par un médecin qu'il désigne. En cas d'opposition de la victime, il sera statué par le juge de paix, conformément au présent article et sauf appel. Si la victime ne se soumet pas à la décision, il ne sera pas statué sur sa demande d'indemnité, et le chef d'entreprise pourra suspendre le paiement de l'indemnité provisoirement servie.

Ajouter un 3^e alinéa conçu en ces termes :

Ni le médecin traitant, qu'il soit choisi par la victime ou par le patron, ni le médecin désigné par lui pour exercer le contrôle déterminé par l'alinéa précédent, ne peuvent être commis par justice pour procéder à l'expertise, à peine de nullité de celle-ci.

ART. 22.

Het 1^{ste} lid van dit artikel te doen luiden als volgt :

De vrederechter van het kanton waar het ongeval heeft plaats gehad, of die van het kanton binnen hetwelk de hoofdrichting der nijverheids-onderneming is gelegen, neemt kennis... (het overige zooals in het ontwerp).

Aan het artikel een 2^e lid toe te voegen, luidende :

(Dit amendement werd reeds door de Middenafdeeling aangeboden, doch bij artikel 3.)

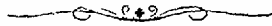
Van de aangifte van het ongeval af en zoolang de eisch tot herziening der vergoedingen ontvankelijk is, heeft het hoofd der onderneming het recht, op zijne kosten, het slachtoffer te doen onderzoeken door eenen geneesheer dien hij aanwijst. Ingeval van verzet van het slachtoffer, wordt door den vrederechter beslist, overeenkomstig dit artikel en behoudens hooger beroep. Onderwerpt het slachtoffer zich niet aan de beslissing, dan wordt over zijne aanvraag om vergoeding geene uitspraak gedaan en kan het hoofd der onderneming de betaling der voorloopig uitgekeerde vergoeding schorsen.

Aan dit artikel een 3^{de} lid toe te voegen, luidende :

Noch de behandelende geneesheer, gekozen hetzij door het slachtoffer of door den patroon, noch de geneesheer door dezen aangewezen tot uitvoering van het toezicht, in het vorige lid omschreven, kunnen door het gerecht worden aangesteld om tot het onderzoek over te gaan, op straffe van nietigheid van dit onderzoek.

Mais ces médecins peuvent être entendus par le juge, en leur déposition et en leur avis, serment dûment prêté.

Doch deze geneesheeren kunnen door den rechter in hunne verklaring en in hun advies worden gehoord, na eerst den eed te hebben afgelegd.



(62)

(1)

(N^o 152.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1902-1903.

Ontwerp van wet op de vergoeding van schade ten gevolge van arbeidsongevallen ⁽¹⁾.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN GLEEMPUTTE.

MIJNE HEEREN,

Uwe collega's, leden der bijzondere Commissie, welke werd benoemd toen de algemeene beraadslaging over het wetsontwerp tot het vergoeden der arbeidsongevallen was afgelopen, hadden uitspraak te doen over honderd vier en twintig voorstellen tot amendement, ongeminderd die der Middenafdeeling.

't Is een aanzienlijk getal, voor een wetsontwerp dat 34 artikelen bevat.

De Commissie verzocht de voorstellers hunne denkbeelden te komen ontwikkelen en te bewijzen dat zij practisch kunnen toegepast worden; zij verzocht ze herhaaldelijk allen op de algemeene vergadering en noodigde de Regeering uit om zich bij iedere vergadering te doen vertegenwoordigen, er uitleggingen te geven, en de door haar raadzaam geachte uitleggingen te verstrekken.

Aan dien oproep werd gehoor gegeven.

De heer Minister van Nijverheid en Arbeid woonde de zittingen bij; zeer

(1) Wetsontwerp, n^o 123

Verslag, n^o 502

{ Zittingsjaar 1900-1901.

Amendementen, n^{os} 67 (Zit. 1901-1902), 54, 55, 57, 59, 60, 64, 65, 64, 66, 67, 69, 70, 71, 78, 79, 85, 84, 93, 96, 101, 102, 104, 105, 109.

Synoptische tabel van het wetsontwerp, overgelegd door de Regeering, en van de daarbij behorende amendementen.

(2) De Commissie *voorgezeten* door den heer HEYDEN, bestond uit de heeren DENIS, COOREMAN, CARTON DE WIART, VAN GLEEMPUTTE, TRASENSIER, DERBAIX.

talrijke medeleden kwamen zich met ons onderhouden; anderen stuurden ons nota's of lieten weten dat zij niets hadden toe te voegen aan de redevoeringen, door hen uitgesproken tijdens de algemeene beraadslaging, waaraan talrijke zittingen werden besteed.

Deze gesprekken en mededeelingen waren zoo nuttig als aangenaam.

In den loop onzer talrijke en lange bijeenkomsten, overhaalden zij de Commissie tot enkele van de nieuwe voorstellen; zij leidden tot de overtuiging dat vele dezer voorstellen overbodig waren en dat het, om de voorstellers te bevredigen, zou volstaan in dit verslag of ter Kamer uitleggende verklaringen te doen, tot bevestiging of toelichting van die welke zijn uitgedrukt in het verslag, namens de Middenafdeeling overgelegd; anderzijds gaf deze gedachtenwisseling ons eenige ontwerpen tot wijziging in, en noopten zij de Regeering tot het uiten van strekkingen, die zij denkt algemeen te zijn, en uwe Commissie in breede trekken vele voorstellen of schikkingen mede te deelen die, haars inziens, van aard zijn om de meerderheid te overhalen; zij deed het, getrouw aan ons aller vaderlandslievend gevoel en eerlijken wil om aan de slachtoffers van arbeidsongevallen en hunne familiën nog beter de stellige en werkelijke billijke vergoeding te verzekeren, evenredig aan de middelen der Belgische nijverheid, in overeenstemming met den huishoudkundigen en zedelijken toestand des lands.

Dit zal blijken uit het verslag dat de Commissie u voorlegt, en uit de voorstellen, waaraan zij u verzoekt uwe aandacht te wijden. Om over de 124 amendementen een volledig, met redenen omkleed oordeel te vellen; om zelfs in een beknopt overzicht te antwoorden op de aanmerkingen, onder een aantal onzer medeleden gewisseld; ook om bewijs te leveren van al den eerbied welken wij ten hunnen opzichte koesteren, zou dit verslag veel uitgestrekter moeten zijn; doch het kan niet; ook betreuren wij dat wij het haastig moeten insluiten binnen de palen der uiteenzetting van onze beslissingen. 't Ware overbodig en moeilijk daarover in bijzonderheden te treden; 't is voldoende en nauwelijks noodig te zeggen dat wij, de beslissingen vaststellende, geenszins willen verklaren dat zij eenparig werden genomen.

* * *

De aan ons onderzoek onderworpen amendementen strekken niet tot verandering van het stelsel van eens voorgoed bepaalde vergoeding, uitgelegd in de Memorie van toelichting en in het Verslag der Middenafdeeling.

Het meerendeel kan gerangschikt worden rond onderstaande vragen :

1° Wat moet thans de werkring der wet zijn ?

Artikelen 1 en 2. (Zie ook artikel 5²^{bis}.)

2° Welke vergoedingen moet de wet toekennen in geval van gedeeltelijke of volkomen onbekwaamheid tot arbeid ?

Artikelen 5, 6 en 7.

3° Welke vergoedingen moet men, bij overlijden van het slachtoffer, aan zijne familie toekennen ?

Artikel 4.

4^o Door welke middelen moet men de werkelijke uitbetaling van de vergoeding waarborgen; moet men, bij voorbeeld, de verzekeringen verplicht maken of een waarborgfonds tot stand brengen?

Artikelen 8, 8^{bis}, 16^{bis} en 31. — Zie ook artikelen 12, 13, 14, 23.

5^o Moet men, in geval van grove schuld, afwijken van de eens voorgoed bepaalde vergoeding, die elke schuld dekt?

Artikelen 17, 18, 19.

6^o Welke rechtsmacht moet oordeelen over de betwistingen in zake van vergoeding? Moeten er bijzondere regelen worden gesteld voor het geneeskundig onderzoek, en moet men den patroon het recht van nazicht waarborgen?

Artikel 22.

7^o Zijn er bijzondere bepalingen noodig ten voordeele der maatschappijen tot onderlinge verzekering; moet men de mutualiteits-ondernemingen aanmoedigen?

Artikelen 8, 9, 12, 15, 34.

8^o Zijn er geene overgangsbepalingen noodig, om te vermijden dat het toepassen van het nieuw stelsel al te schielijk werkt op weinig voorbereide huishoudkundige groepen? Zijn er aanvullende bepalingen noodig, ten einde de slachtoffers van vroegere ongevallen te doen vergoeden?

Artikelen 32, 33 en volgende.

Voor het onderzoeken van deze vraagpunten mogen wij bij onze beraadslagingen de orde der artikelen van het wetsontwerp blijven volgen. Niettemin zou men de artikelen betreffende de aansprakelijkheid, artikelen 17 en volgende, kunnen onderzoeken onmiddellijk na de teksten die het voorwerp en den werkkring der wet bepalen, dus na artikelen 1 en 2. In dat geval, dienen de volgnummers veranderd en zouden sommige wijzigingen aan den tekst noodig zijn, om overeenstemming te behouden.

Sommige amendementen staan niet op hunne plaats in de groepen waarvan wij daareven de samenstelling opgaven; men zal ze vinden, zoo men de orde der bepalingen van het ontwerp volgt.

I.

ARTIKEL 1 EN 2.

De amendementen in artikelen 1 en 2 strekken, de eene tot *uitbreiding* van den werkkring der wet, andere tot *bepierking*, en nog andere tot *uitlegging* van de bepalingen, door de Regeering of door de Middenafdeeling voorgesteld.

De eerste betreffen vooreerst de uitbreiding van het ontwerp: 1^o tot alle handelsondernemingen zonder onderscheid; 2^o tot de overeenkomst voor het verlueren van huishoudelijke diensten; 3^o tot den krijgsveld; 4^o tot de landbouwoondernemingen van welken aard ook, zooniet die waarbij gewoonlijk ten minste twee werklieden in dienst zijn of die ten minste tien hectaren bevatten.

1^o Het wetsontwerp betreft de ongevallen, overkomen in *handelsonderne-*

mingen, door het gebruik van werktuigen, bewogen door eene andere kracht dan die van mensch of dier. De Middenafdeeling breidde den werkring uit, door, met de woorden « *of dierenkracht* », een gedeelte van de grens weg te nemen. Aldus bepaald, heeft hij de uitgestrektheid, daaraan toegekend in de wetten van schier, zooniet van alle landen; het schijnt overeen te komen met den aard der gevaren, waaraan uitsluitend handelsbedienden zich zouden blootstellen, met den aard van hunne betrekking, van hunne werkzaamheid, met hunne persoonlijke aansprakelijkheid, grooter naar gelang van hunne vrijheid en het recht tot initiatief dat zij meermaals moeten uitoefenen.

2^o Om bedenkingen van denzelfden aard, werd door al de wetten in vreemde landen de overeenkomst tot het verlueren van huisdiensten weggelaten uit den omvang van een stelsel, bereid, onderzocht, gerijpt als een hoofdstuk eener *wet op de eigenlijke arbeidsovereenkomst*.

*
* *

In het verslag der Middenafdeeling werd opgegeven om welke redenen zij deze voorwerpen had voorbehouden voor daartoe eigene wetsontwerpen, en niet langer, ondanks het algemeen ongeduld, de oplossing van een reeds veelzijdig en netelig doch gerijpt vraagstuk wilde vertragen, door het nog meer ingewikkeld te maken met ongenoegzaam voorbereide proeven tot wetgeving, vooral ten aanzien der belanghebbenden.

Zou men geen gevaar loopen belangen te schaden, waarover wij ons allen billijk en edelmoedig bekommeren, indien wij beproefden ze te regelen zonder stellige aanwijzingen, hetzij vanwege de belanghebbenden zelve, hetzij vanwege de openbare denkwijze, en enkel door middel van eenvoudige amendementen tot uitbreiding van een bijzonder stelsel? Zouden er geene afzonderlijke stelsels moeten bestaan ten opzichte der voorwaarden van toepassing, de gevaren, het bewijs, de wederzijdsche aansprakelijkheid van partijen, de uitgestrektheid en de wijze van vergoeding?

Des te meer achtte de bijzondere Commissie zich verplicht te blijven bij het door haar als Middenafdeeling uitgedrukt gevoelen, daar zij scheen voor taak te hebben gemakkelijker en spoediger te doen aannemen een ontwerp van wet, waarover de algemeene beraadslaging in de Kamer is afgelopen, en van welks artikelen wij het onderzoek moesten voorbereiden, door verslag uit te brengen over de amendementen.

3^o Deze opmerkingen gelden het voorstel om het stelsel van het ontwerp uit te strekken tot arbeidsongevallen, overkomen tijdens den krijgsveld.

Zooals is gezegd in het verslag der Middenafdeeling, geldt het hier geenen *arbeid*, uitvoering van eene arbeidsovereenkomst, geene *patroons* of *hoofden van onderneming*, geen verloren *werkloon*, dat vergoed moet worden. De wetgevers, die handelden over den toestand der krijgsveld, regelden hem door eene afzonderlijke wet, bij voorbeeld in Zwitserland en Frankrijk, zooniet door bepalingen die een afzonderlijk stelsel uitmaken.

Om het vraagstuk wijslijk en ordelijk op te lossen, volstond het, onze

wetten op de militaire pensioenen gedeeltelijk te herzien en samen te ordenen, te weten de wetten van 24 Mei 1838, artikel 6 en volgende, 18 en volgende, — van 14 Maart 1880 en 23 Mei 1888, — het Koninklijk Besluit van 20 December 1889, titel II, artikel 7 en volgende, titel III, artikel 18 en volgende.

Deze bepalingen waarborgen pensioenen aan de militairen, weduwen en weezen van krijgslieden, wegens wonden of gebrekkelijkheid aan dezen veroorzaakt ten gevolge van ongevallen overkomen bij eenen bevolen dienst.

Buiten de door de teksten voorziene gevallen, verleent het Departement van Oorlog, zelfs in den vorm van pensioen, onderstand aan militairen die het slachtoffer zijn van ongevallen en aan de verwanten wien zij tot steun dienen.

Het minimum, door de wet zelve verzekerd, is, voor eenen *soldaat* die niet meer in zijn onderhoud kan voorzien, 342 frank pensioen; het maximum bedraagt 480 frank.

Er zou namelijk te onderzoeken vallen of het bedrag steeds toereikend is, of de voorwaarden, bepaald in artikel 6 der organieke wet van 1838 niet te beperkend zijn, of de klasse van de rechthebbenden niet te eng is bepaald.

Dit is eene billijke bezorgdheid; Kamer, Regeering noch land zal er zich vreemd aan houden.

II.

4^o Er zijn onderscheidene amendementen voorgesteld, om het bijzonder stelsel uit te breiden tot den landbouw; nu eens wordt de *eenvoudige* uitbreiding in *volstrekte bewoordingen* voorgesteld; dan, met *verlaging* van het *bedrag* der vergoedingen, 't is te zeggen dat de vergoeding slechts zou bestaan in een *minder bedrag* dan het loon, behoudens feitelijk het verschil te doen opwegen door de verhooging van de toelagen der onderstands- en voorzieningskas, ten voordeele der slachtoffers van arbeidsongevallen ingesteld; verder wordt de uitbreiding maar gevraagd voor landbouwondernemingen die *gewoonlijk* ten minste *twee* werklieden in dienst hebben of minstens *tien* hectaren bewerken; anderzijds wordt in tegenovergestelden zin voorgesteld de ongevallen bij het landbouwbedrijf, inzonderheid den eigenlijken landbouwarbeid, buiten deze wet te laten, doch terzelfder tijd wordt aangedrongen om de zaak eerlang door eene afzonderlijke wet te regelen.

De Middenafdeeling had voorgesteld om den werkkring, zooals hij door het ontwerp der Regeering was afgebakend, eenigszins uit te breiden; zij verlangt dat de wet van toepassing zou zijn op ongevallen, in landbouwondernemingen overkomen door het gebruik van *werktuigen*, door *eene andere kracht dan menschenkracht* bewogen; in den bijtekst worden door deze benaming niet verstaan de *gereedschap*, de *landbouwhalm*, de *ploeg*, de *wagen*; daardoor begrijpt men een *mecanisme*, bestemd om in werking gesteld te worden door eene onbezielde kracht, door stoom, licht, barnkracht, doch kunnende insgelijks worden bewogen door dieren, bij voor-

beeld eene dorschmachine. (Zie Verslag der Middenafdeeling, blz. 15 en vlgg.)

De aan den landbouw toegevoegde *nijverheidstakken*, als daar zijn brouwerijen, stokerijen, suikerfabrieken, staan, als nijverheid, onder het stelsel van het ontwerp. (Verslag der Middenafdeeling, blz. 16.)

Er mag niet uit het oog worden verloren dat de toepassing van artikelen 1384 en 1385 van 't Burgerlijk Wetboek de verantwoordelijkheid medebrengt van de hoofden van landbouwondernemingen, zelfs voor algeheele vergoeding van de schade. Welnu, deze toepassing werd door de rechtbanken aanzienlijk uitgestrekt.

Het Hof van Cassatie besliste bij arrest van 16 October 1892, op eensluitende conclusiën van den eersten advocaat generaal, dat « het vermoeden » van schuld, volgens artikel 1385 van 't Burgerlijk Wetboek kan ingeroepen » worden tegen den meester, eigenaar van het dier, door den dienstknecht » die zich had verbonden het te verzorgen en te voeren (1). »

» Aangezien, zegt het Hof, artikel 1385, betreffende de schade door een » dier veroorzaakt, den eigenaar van het dier aansprakelijk maakt, of hem » die er zich van bediende terwijl het in zijn gebruik is, hetzij het dier » onder zijne hoede stond, hetzij het ontsnapte of verdoolde;

» Aangezien, volgens hunnen natuurlijken en rechtskundigen zin, de » woorden « *zich bedienen van...* » en « *in zijn gebruik hebben* » slechts » kunnen verstaan worden voor het genot, het gebruik door hem die een » voordeel of een genoegen vindt bij het gebruiken of bezitten van het » dier;

» Dat zij niet kunnen toegepast worden op den toestand van eenen » dienstknecht of werkmán die eenvoudig een paard verzorgt, aanspant, » voert of leidt en gebruikt voor rekening en ten voordeele van zijnen » meester;

»

» Aangezien dus de dienstknecht of werkmán tegenover zijnen meester, » eigenaar of gebruiker van het dier, niet beschouwd kan worden als zich » bedienende van het dier of het persoonlijk ten zijnen gebrúike en onder » zijne bewaring hebbende; dat er geene reden bestaat om hem het voor- » deel van het wettelijk vermoeden te weigeren, wanneer hij schade lijdt » door toedoen van het aan zijne zorg toevertrouwde dier. »

Voorzeker is het, ten kwaadste genomen, mogelijk dat de rechtspraak wordt gewijzigd. Doch dat is des te minder waarschijnlijk, daar de beslissing van ons Hof van cassatie overeenkomt met de leer van talrijke en aanzienlijke schrijvers, met het rechtsbegrip in Frankrijk, met dit van twee der Belgische Hoven van beroep (2) en met die van de gerechtshoven in Duitschland en dit van het Hof van het Groothertogdom Luxemburg.

(1) *Pasicrisie belge*, 1892, 1^o gedeelte, blz. 550.

(2) Hof van Luik, 30 December 1896 (*Pas.*, 1897, II, 124); Idem, 26 Januari 1898 (*Pas.*, 1898, II, 207; Hof van Gent, 25 Juli 1898 (*Pas.*, 1899, II, 110), Cass. in Frankrijk, 9 Maart 1886 (*DALLOZ, Pas.*, 1886, I, 207); Id., 11 Maart 1902 (*DALLOZ, Pas.*, 1902, I, 216

Om zich te onttrekken aan de verantwoordelijkheid die er voor hem uit voortvloeit, zou de meester, door tegenbewijs, het tegen hem ingeroepen vermoeden van schuld moeten te niet doen. Doch, dit tegenbewijs is moeilijk te leveren. Welnu, grootendeels worden de ongevallen in landbouwendernemingen veroorzaakt door dieren. Ook wordt het billijke van dit stelsel betwist en wordt eventueele herziening van artikel 1383 van 't Burgerlijk Wetboek gevraagd. In afwachting verzekert de rechtspraak aan den landelijken arbeider het voordeel van dezen toestand, zelfs voor het verkrijgen van algeheele vergoeding; te dien opzichte wordt in tegenovergestelden zin geredeneerd over de onderstelling dat het ontwerp zou uitgestrekt worden tot den landbouw. Is, zeggen de eenen, deze uitbreiding voordeelig voor de landbouwers die een eenigszins aanzienlijk bedrijf hebben, en inzonderheid blootgesteld zijn aan de toepassing van het hierboven herinnerd rechtsbegrip, zoo valt het hun zeer gemakkelijk de ontworpen wet toepasselijk te maken op hunne onderneming, door eene eenvoudige verklaring, afgelegd bij het gemeentebestuur; waarom dus door de wet zelve een stelsel uitbreiden dat zooveel andere landbouwers afschrikt?...

Doch, zegt men anderzijds, zoo bij de landbouwarbeid de ongevallen in sterke verhouding worden veroorzaakt door dieren of door 't gebruik van werktuigen, zij komen ook voort uit het gebruiken van gereedschap, het vervoeren van zware voorwerpen, het vallen van op hoge ladders, uit vensters of van op schelven, het gevaarlijk werk van boschontginning; welnu, in dat geval blijft de werkmán, slachtoffer van een ongeval, verstoken van elk recht op vergoeding, zoo hij niet bewijst dat het ongeval is te wijten aan eene schuld van den meester, den werkgever.

Er is geantwoord: boschontginning is in België eene uitzondering; geschiedt zij niet veeltijds bij nijverheidsonderneming of onderneming uit de tweede hand, welke aan de wet zijn onderworpen? In gewone omstandigheden heeft de landelijke arbeider meer ondernemingsgeest, onafhankelijkheid, aansprakelijkheid, dan in fabrieken, werkplaatsen of op werven; hij is zoo bedreven als het hoofd der onderneming; hij is tevens werkmán en kleine landbouwer; vaak arbeiden kleine landbouwers voor elkander; de landbouwer en de werkmán die hem helpt verrichten dezelfde werken, leiden hetzelfde leven; zoo het ongeval, enkel den streng wettelijken toestand in aanmerking genomen, den werkmán berooft van arbeid en middelen, dan brengt de verplichting tot vergoeding, zelfs van eens voorgoed bepaalde, den ondergang van den landbouwer mede.

en de nota); Id., 29 Mei 1902 (Dalloz, *Pas.*, 1892, I, 310); Arrest van Keulen, 21 Maart 1899 (*Journal du Palais*, 1901, 4, 19); Hooger gerechtshof in Luxemburg (*Pas.*, 1901, IV, 55); LAROMBÈVE, *Des obligations*, Belg. uitgave, t. III, p. 465, art. 1383, n^o 8; SOURDAT, *Traité général de la responsabilité*, 5^e uitgave, t. II, n^o 1434; PLANÉOL, *Droit civil*, t. II, n^o 957 en 958; MATEAU, *Responsabilité civile*, blz. 258 en vlgg.; AUNRY et RAU, *Cours de droit civil*, t. IV (4^e uitgave), blz. 771 en vlgg.; HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, t. VIII, n^o 454; COLMET DE SANTERRE, *Cours analytique de droit civil*, t. V, n^o 566bis; DEMOLOMBE, Belg. uitgave, t. XV, 659bis; nota van den verzamelaar der arresten; *Pas. belge*, 1902, I, 350.

Men voegt er bij : Kan de uitbreiding van het bijzonder stelsel tot gansch den landbouw, vooral van het eenvoudig stelsel, de landelijke arbeiders niet schaden? — dezer winst, ten minste in vele aanzienlijke provinciën, bevat verstrekingen, diensten, welker verplichtende aard betwist kan worden; zullen zij, zoo de landbouwer te duchten heeft dat zij een bestanddeel van de voorafbepaalde vergoeding moeten uitmaken, niet verminderd worden? — daar de werkman weinig leiding noodig heeft, zal de landbouwer in vele gevallen met hem geene overeenkomst van *onderneming* sluiten, wat de wet op het vergoeden der ongevallen ontoepasselijk zou maken?

Zal de vooraf bepaalde aansprakelijkheid, die op den patroon drukt, welke ook de schuld van den werkman weze, niet de kleine landbouwers tegen de borst stooten, zij die nederige arbeiders zijn, evenals hunne helpers? Zal zij hunne betrekkingen niet verstoren?

Anderzijds wordt aangedrongen uit naam van de gelijkheid en de rechtvaardigheid; men beroept zich op de noodzakelijkheid om de slachtoffers van den landbouwarbeid niet zonder rechten te laten, op het gevaar van een onuitgelegd verschil tusschen hunnen wettelijken toestand en dien der nijverheidsarbeiders; men vreest dat nog talrijkere boeren naar de nijverheidscentrums zullen verhuizen. Dus blijft het vraagstuk uitmuntende gemoederen in alle groepen verdeelen.

Toch schijnt het dat de ontworpen eenvoudige uitbreiding van de wet tot den landbouw ergere en meer algemeene vrees inboezemt in de streken van mindere en gemiddelde cultuur. Daar schijnt het vraagstuk ingewikkeld te worden met verzuchtingen naar een stelsel dat den werkman, den landbouwer en de zijnen beschermt tegen de gevaren van ongevallen en tegen het risico van aansprakelijkheid tegenover derde personen; onder de mannen, toegewijd aan de practijk der landbouwwerken, vragen zich velen af of eene nieuwe toepassing van de mutualiteit, die in een groot gedeelte der landbouwwereld eene snelle ontwikkeling erlangde, geen kostbaar bestanddeel voor de oplossing zou zijn. In bedoelde streken, schijnen de gevoelens weinig of niet vast te staan; en men stelt zich de vraag of de groote massa der belanghebbenden een gevoel, eenen wensch heeft geuit over de toepassing van het stelsel op den Landbouw: welnu, hier geldt het hunne rechten.

De *Hoogere Raad van landbouw* wenschte dat er eene afzonderlijke wet voor den landbouw werd gemaakt; de Regeering en de Middenafdeeling deelden dit gevoel: 't is ook voor eene afzonderlijke wet dat de oplossing van dit netelig vraagstuk is voorbehouden door de wetgevers in *Frankrijk, Nederland, Zwitserland, Italië, Noorwegen, Spanje, Griekenland, Denemarken, Oostenrijk, Nieuw-Zeeland, het Groothertogdom Luxemburg*, ofschoon het meerendeel dier Staten slechts onlangs hunne wetten op het vergoeden der gevolgen van arbeidsongevallen hebben gemaakt.

Men schijnt te vreezen dat het eene onbepaalde verdaging zou veroorzaken, de oplossing voor te behouden voor eene afzonderlijke wet.

Is die vrees billijk, gezien de uitdrukkelijke verbintenissen, door de

Regeering aangegaan tijdens de jongste beraadslaging, gezien het recht van interpellatie dat de Volksvertegenwoordigers bezitten, gezien de gemakkelijke uitoefening van hun voordrachtsrecht om wetsvoorstellen in te dienen?

Zou men, door eene duidelijke uiting van de gevoelens en denkbeelden der belanghebbenden te verzekeren, niet beter het toekomstig wetgevend werk voorbereiden?

De Commissie wikte deze bedenkingen; zij overwoog, met al den eerbied dien zij verdienen, de opmerkingen in verschillenden zin, door onze achtbare medeleden gemaakt, en onderzocht de hierboven uiteengezette voorstellen.

De meerderheid kon zich enkel vereenigen met de reeds door de Middenafdeeling en de Regeering uitgedrukte denkbeelden over het gepaste van eene afzonderlijke wet, waarop de Hoogere Raad van landbouw had gewezen.

In afwachting, zou de wet van toepassing zijn op een aanmerkelijk deel der arbeidsongevallen bij den landbouw; al de landbouwers zouden ze door eene eenvoudige verklaring toepasselijk kunnen maken op hunne ondernemingen; patroons en werklieden kunnen zich daaraan onderwerpen bij het sluiten van de overeenkomst.

III.

De achtbare heer Renkin stelt voor om in de eerste alinea van het eerste artikel *uitdrukkelijk* aan te duiden *de ondernemingen van vervoer, lossen en laden*.

Dit voorstel strekt eenvoudig om allen twijfel te voorkomen. Welnu, er is geen twijfel mogelijk.

Het verslag der Middenafdeeling zegt dat deze ondernemingen, hetzij private of *openbare*, onderworpen zijn aan het outworpen stelsel (blz. 12, 21, 28). De Regeering heeft verklaard en zal zonder aarzelen nog verklaren dat deze uitlegging de hare is. Ook is de tekst *algemeen*, voor de *openbare* ondernemingen, wat niet het geval is met de bepalingen der wetten van andere landen, die min of meer beperkende *bijzondere* aanduidingen bevatten. Artikel één, dat de *openbare* ondernemingen vermeldt, waarvan de voornaamste die van het vervoer is, scheen zoo duidelijk dat velen onzer medeleden duchten dat zijne toepassing aan de arbeiders van de ondernemingen van vervoer een deel der voordeelen zou ontnemen, die zouden volgen uit bijzondere instellingen of werken.

Het levert geen belang hoegenaamd op, bedoelde ondernemingen afzonderlijk te vermelden; doch het kan een bezwaar, een gevaar opleveren: zekeren dag zou men per argument *a contrario* kunnen pleiten dat deze *bijzondere* toevoeging bewijst dat de tekst niet werkelijk eene algemeene strekking heeft en niet deze of gene nijverheidsonderneming begrijpt.

Dus beoogt de tekst de ondernemingen van vervoer, van laden, lossen, stouwen, enz.; dit alles is het « *in 't werk stellen* der nuttige dingen »; 't is « *de kunst die in 't werk stelt, geschikt maakt, vervoert* ».

Doch, 't is op voorwaarde dat dit het *eigenlijk doel der onderneming* weze. De koopman, die de voorwerpen van zijnen handel naar zijne klanten doet voeren, heeft geene onderneming van vervoer; de wet raakt hem maar voor zooveel hij gebruik maakt of doet maken van werktuigen die door eene andere dan *menschen- of dierenkracht* (tekst der Regeering), dan *menschenkracht* (gewijzigde tekst der Middenafdeeling) worden bewogen.

Derhalve verzoekt de Commissie u, bedoeld uitleggend amendement niet aan te nemen.

IV.

Bovenstaande bedenkingen bewijzen dat de Commissie niet kan aannemen de zoogezegd *uitbreidende* amendementen betreffende *hen die het voordeel des stelsels genieten*, 't is te zeggen personen die gebruikt worden *buiten de arbeidsovereenkomst* : knechten, dienaars, *beambten*.

* * *

De Regeering neemt het amendement der Middenafdeeling in alinea 3 van het artikel (zoogezegd technische bedienden) aan, doch door een nieuw amendement stelt zij voor den tekst te veranderen en te zeggen : « Beambten , » die ter oorzaak van hunne rechtstreeksche of onrechtstreeksche deelneming aan den *eigenlijk gezegden nijverheidsarbeid*, blootstaan aan dezelfde » gevaren als de werklieden. »

De Commissie verstaat dezen tekst in zulken zin, dat niet zal volstaan eene deelneming aan *een of ander* werk der onderneming, onderscheiden van ditgene dat het gevaar voor de werklieden verwekt, bij voorbeeld de technische studie van zekere werkstelsels, in een aan de fabriek toegevoegd laboratorium ; doch ondersteld dat er eene deelneming aan den *nijverheidsarbeid* bestaat, zoo volstaat het dat zij **ONRECHTSTREEKS** geschiede : dit ware, bij voorbeeld, degene van den beampte die de grondstoffen of de voortbrengselen bewaakt, naziet, telt, meet, onderzoekt.

Mits deze uitlegging, neemt de Commissie het onder-amendement der Regeering aan.

V.

De Middenafdeeling heeft amendementen voorgesteld aan de alinea 2 en volgende van artikel 2, ten einde voor de hoofden van ondernemingen, niet onderworpen aan de wet op de werkplaatsreglementen, de uitoefening van het recht om hunne ondernemingen onder het stelsel dezer wet te plaatsen, gemakkelijker te maken en ook om de eerlijke toepassing van het stelsel beter te verzekeren. Dit wordt uitgelegd in het Verslag (blz. 18 en vlg.).

Deze amendementen werden niet bestreden. De bijzondere Commissie handhaaft ze. Toch heeft zij, na rijp onderzoek en om de redenen afgeleid in het Verslag der Middenafdeeling, zich vereenigende met het oorspronkelijk voorstel, dit der Regeering, aangenomen dat het intrekken van de verklaring kan geschieden, doch in de vormen, onder de voorwaarden en met de

uitwerkselen bepaald en beperkt in het Verslag en in den tekst der Middenafdeeling. Dus dient aan den tekst der Middenafdeeling toegevoegd eene slot-alinea, luidende aldus : « De verklaring kan worden ingetrokken op de » wijze geregeld bij de voorgaande alinea's; deze intrekking is van kracht » naar gelang van hare regeling door deze bepalingen. »

* * *

Er was voorgesteld om den werkman het recht toe te kennen, waarvan artikel 2 de uitoefening regelt ten aanzien van den patroon.

De Commissie verzoekt u te willen opmerken dat, ten gevolge van de openbaar gemaakte verklaring van het hoofd der onderneming, de onderwerping aan het stelsel dezer wet het gevolg is van de toestemming van beide partijen; de werkman stemt er trouwens in toe, door zich te verbinden in eene onderneming welke hij weet uitdrukkelijk aan deze wet onderworpen te zijn.

Dit alles is dus enkel de toepassing van het beginsel, dat de partijen elkander verstaan over de voorwaarden der overeenkomst en dat zelfs de stilzwijgende overeenkomst tusschen haar als wet geldt. Niets belet den werkman te bepalen, en den patroon aan te nemen dat de schade, voortvloeiende uit mogelijke ongevallen, vergoed wordt volgens de regelen der wet; deze overeenkomst heeft, evenals de andere, hare uitwerkselen; zooals voor de andere, kan iedere partij den toestand wijzigen, terugkomen tot het gewoon stelsel der aansprakelijkheid, wanneer, de overeenkomst ten einde zijnde, zij hare vrijheid hebben hernomen.

Doch denkt men er aan door de wet te doen bepalen dat de werkman eene verklaring kan doen in een werkplaats-reglement, om aldus den patroon die hem in dienst neemt of toelaat aan het stelsel der wet te onderwerpen? Bedoelt men dat de werkman die bij 't gemeentebestuur van zijne woonplaats, of van zijne verblijfplaats, de verklaring aflegt dat hij onder het stelsel der wet zal arbeiden, al de patroons die met dezen werkman overeenkomen ondersteld worden deze verklaring en het stelsel dezer wet aanvaard te hebben?

De Commissie kon het voorstel niet aannemen.

VI.

Zij kan zich niet vereenigen met de voorgestelde amendementen om *het begrip van het ongeval* uit te breiden, hetzij tot de **BEROEPSZIEKTEN**, hetzij tot de **ziekten veroorzaakt door het werk of door vereischen van het werk**.

Is het waar dat in sommige Staten de wet zich onledig houdt met de schadelijke gevolgen der beroepsziekten, zij doet het mits een onderscheid te maken tusschen de bepalingen en instellingen betreffende dien toestand en die welke de gevolgen van het ongeval betreffen. Het stelsel van de eens voorgoed bepaalde vergoeding, zooals het is aangenomen voor deze

laatste, is moeilijk toe te passen op het geval van ziekten; de werkman, draagt voor het grootste deel bij — in Duitschland voor $\frac{2}{3}$; — de gevaren van ziekte hebben met den arbeid niet het nauw verband, erkend tussehen hem en de ongevallen; de oorsprong, de oorzaken der ziekten, ten minste de oorzaken van hare uitbreiding of verergering, haar aard zelf, zijn vaak niet stellig te bepalen; er dient rekening gehouden met het gestel, met vroeger ziekten, bijkomende ziekten, de gewoonten, drankzucht, menigvuldige invloeden die, evenals verkoudheid, bij voorbeeld, niet passen voor een bepaald werk.

Zijn de gevaren verschillend van die van het ongeval, de aansprakelijkheid van den patroon is, wat de ziekten betreft, verschillend van die welke hij kan hebben in geval van ongeluk; zij kan onbeduidend wezen. Voor sommige ziekten bestaat noodlottigheid, nooit schuld, nooit « gezamenlijke » aansprakelijkheden of akkoord; de werkman weet dat hij eenen arbeid aanneemt van gekende en *bestendige* schadelijkheid; daarnaar wordt zijn loon geregeld.

Hoe het ook zij met deze bedenkingen, de schadelijke gevolgen der ziekte zouden nooit op dezelfde wijze kunnen vergoed worden als de schade die voortspruit uit het ongeval.

Het ware dus meer dan moeilijk, bij wijze van amendement, op deze wet eene wet te enten over de schadelijke gevolgen der beroepsziekten.

* * *

De achtbare heer Lemonnier stelt voor om gelijk te stellen met de ongevallen voorgekomen *gedurende en door de uitvoering der arbeidsovereenkomst*, vooreerst de ziekten *veroorzaakt door het werk of door de vereischen van het werk*.

Deze onderstelling gaat verder dan die der *beroepsziekten*. Ook schijnen de bezwaren om den oorsprong van de kwaal te bepalen en het nauw verband dat de ziekten zouden hebben met de werkelijke en eerlijke uitvoering van de overeenkomst, onoverkomelijk.

De reeds ontwikkelde bedenkingen veroorloven niet dit voorstel aan te nemen.

In de bedoelde gevallen bestaat overigens geen *ongeval*; het ongeval is eene schielijke, ongewone gebeurtenis en onderstelt de schielijke werking van eene uitwendige kracht; de ziekte, opgelopen naar aanleiding eener verhitting of eener vermoeidheid, is geen arbeidsongeval. Het ongeval volgt uit het feit der uitvoering van de overeenkomst, wanneer het de uitwerking is van *eene oorzaak EIGEN aan deze uitvoering*; met andere woorden, wanneer het verbonden is aan eenige omstandigheid voortkomende, hetzij van de eigene werkdadigheid van den werkman of die der andere leden van het personeel der onderneming, hetzij van het nijverheids- of beroepsmidden, waarin de werkman geplaatst is uit hoofde van de overeenkomst.

Derhalve kon de Commissie het amendement niet aannemen.

Toch bevat het voorstel eene opmerking, die het nuttig is in volle daglicht te plaatsen.

Het kwaad, voortgebracht in de voorwaarden, met de kenteekenen die het ongeval uitmaken, kan eene lichaams- of eene geestesziekte zijn; voor de toepassing der wet moet het geene *ernstige ziekte ten gevolge van verwonding* zijn; eene ontsnapping van giftig gas, eene andere ongewone gebeurtenis, kan eene ziekte, geene wonde verwekken; eene werkster kan krankzinnig worden ten gevolge van het ontploffen van eenen ketel, ofschoon die persoon door den schok noch door de brokken werd getroffen; niettenin ligt de oorzaak in de werking der ramp, waarvan de werkster getuige was in den loop der uitvoering van hare arbeidsovereenkomst.

Zoo dus de ziekten het gevolg van een ongeval zijn, dan is de wet van toepassing. Doch deze verklaring, overeenkomende met het Verslag der Middenafdeeling, en afgeleid uit de Memorie van toelichting en uit het Leerstelsel, schijnt voldoende.

* * *

Ons achtbaar medelid zou willen gelijkstellen met arbeidsongevallen *de ongevallen voortspruitende uit daden van moed, zelfopoffering en redding in den loop der arbeidsovereenkomst.*

De Commissie meent dat dit amendement niet kan aangenomen worden. Tusschen het ongeval en den arbeid, 't is te zeggen de uitvoering van de verplichtingen, die voor den werkman voortspruiten uit zijne overeenkomst, de uitoefening van zijne verrichtingen, bestaat niet dien band van nauwe verwantschap, welke de hoofdvereischte is voor het ontstaan van het recht op vergoeding.

Anders ware 't gesteld, zoo de daad van moed, zelfopoffering, redding, de vervulling is van eenen zedelijken plicht, eene verplichting van eer of van menschlievendheid, *verbonden aan de uitvoering van de arbeidsovereenkomst*; bij voorbeeld zoo iemand zich opoffert om eenen brand in de fabriek te blussen, eenen arbeidsmakker te redden, eenen onvoorzichtigen bezoeker te verhinderen tusschen tandwielen in te draaien of de veiligheidsklep van eenen stoomketel vast te leggen, met gevaar hem te doen ontploffen.

Deze oplossing werd reeds gegeven in het Verslag der Middenafdeeling (blz. 42), evenals door de leer. (*Zie LOUBAT, over de Fransche, en FOKKER, over de Nederlandsche wet.*) Zij volgt hieruit dat « de verrichtingen van » den werkman niet beperkt zijn tot zijne als 't ware technische, gewone » verplichtingen, maar ook bevatten de plichten welke vervulling door » billijkheid en goede trouw gevegd kan worden ».

Dat is de toepassing van het beginsel, gehuldigd door het Burgerlijk Wetboek en door de wet op de arbeidsovereenkomst.

De rechters zullen oordeelen volgens de gevallen.

Doch dit alles kan niet overgenomen worden in den tekst zelve der wet, zooniet moet men daarin ook opnemen de talrijke uitleggende verklaringen, voorbehouden voor de wetgevende oorkonden.

VII.

Een voorstel van den heer Destrée strekt om door de wet andere gevolgen van haar stelsel, in overeenstemming gebracht met het recht, te doen bepalen, namelijk dat « het ongeval, voorgekomen tijdens de uitvoering » van den arbeid, tot bewijs van het tegendeel wordt ondersteld voorgekomen te zijn door het feit van den arbeid ».

De Memorie van toelichting en het Verslag der Middenafdeeling luiden dienaangaande uitdrukkelijk; zij vermelden wat in de opvatting van den wetgever zelven een bestanddeel is van het stelsel en een gevolg van de teksten die het huldigen. (Verslag der Middenafdeeling, blz. 33 en vlgg.) Er wordt, schijnt het, gevreesd dat deze gezaghebbende verklaringen ontzenuwd zouden zijn ten gevolge eener beslissing van het Hof van cassatie in *Frankrijk*, onder de *Fransche* wet van 1898, zoogezegd in strijd met de meening van eenen Franschen schrijver die een aanzienlijk gezag geniet, den heer voorzitter Sachet.

Doch het ingeroepen arrest heeft, zelfs met het oog op de Fransche wet, de beteekenis niet welke men er aan toeschrijft.

Wat zou dat er overigens op aan komen? Wij hebben ons enkel te plaatsen op het standpunt der toekomstige Belgische wet. Welnu, dezer zin, welke niet wordt betwist, is bepaald door de Memorie van toelichting en het Verslag der Middenafdeeling. De Fransche oorkonden geven niet deze grondregelen voor de uitlegging van de Fransche wet. Doch kon men eenige vrees koesteren over dezer uitlegging, geene vrees hoegenaamd kan bestaan over de uitlegging van de Belgische wet. Het geldt waarlijk niet te weten of in de orde der bewijzen, welke een eischer moet leveren, hij een vermoeden mag inroepen dat door geenen tekst is bekrachtigd; hier is het vermoeden een eigen bestanddeel, een karaktertrek van het wettig stelsel; het wordt als zoodanig erkend: voor bedoelde vereischte is er geen bewijs meer te leveren door hem die, slachtoffer van een ongeval zijnde, de feiten bewijst, waaruit, volgens het nieuw stelsel, het vermoeden ontstaat. Doch de patroon mag tegen hem het tegenbewijs leveren.

Derhalve kunnen wij het enkel herhalen: bekrachtigt men door eenen uitdrukkelijken tekst een of ander gevolg van het wettig stelsel, dan loopt men gevaar er andere te zien betwisten per argument *a contrario*.

Voor de Commissie is het plicht zulks aan te toonen.

Deze opmerkingen gelden andere amendementen van den achtbaren heer Destrée.

Zij zijn ook van toepassing op de voorstellen waarbij de achtbaren heer Beauduin den werkgever, den beambte, het werkloon en andere bestanddeelen der wet wil beduiden.

Voorzeker hebben deze de verdienste dat zij eene merkwaardige synthesis zijn, een werk van machtige samenvatting der anders geschikte teksten van het ontwerp. Doch de formules van ons achtbaar medelid als streng nauwkeurig aannemende, zou het meer dan één ernstig bezwaar opleveren ze te bekrachtigen; het zal volstaan er twee aan te duiden. In de eerste

plaatsbekrachten deze formules niet enkel sommige erg bestreden uitbreidingen, doch uitbreidingen door latere wetten. zelfs door verklaringen ingevolge Koninklijke Besluiten, welke geen tekst veroorlooft. In de tweede plaats zouden deze nieuwe formules de openbare meening doen verdwalen, zoomede het verstand van de belanghebbenden en van al diegenen welke sedert drie jaar de teksten van het wetsontwerp uitleggen, er den zin van verspreidden, zijne practische gevolgen deden bevatten. De formules van het wetsontwerp, de begrippen die zij huldigen, overeengebracht met ons recht, zijn in de gemoederen doorgedrongen; 't is met volle kennis van zaken dat het land medewerkt aan de vervaardiging van de toekomstige wet en dat de belanghebbenden, hoofden van ondernemingen, werklieden, mutualiteiten, verzekerden en verzekeraars van morgen, hunne schikkingen nemen. Het is niet goed dezen toestand te veranderen, wellicht kort vóór de stemming.

Hetzelfde mag gezegd worden van de voorstellen tot wijziging in artikelen 3 en 6.

De Commissie verzoekt dus derhalve de Kamer ze niet aan te nemen.

VIII.

Vergoedingen in geval van gedeeltelijke of geheele ongeschiktheid

Om de redenen, uiteengezet in de Memorie van toelichting, in het verslag der Middenafdeeling en om die welke bij de algemeene beraadslaging werden ontwikkeld door den heer Minister, den achtbaren heer Trassenster en den Verslaggever, acht de Commissie zich verplicht u de verwerping voor te stellen van 1^o al de amendementen strekkende tot verhooging van het bedrag der vergoeding, zegge 50 t. h. van 't verlies van het loon; 2^o al de amendementen strekkende om de vergoeding te doen aanvangen den dag van, of daags na het ongeval, zonder waarborg van een termijn gedurende welken het slachtoffer geen recht heeft op vergoeding, noch van eenen minimum-duur der ongeschiktheid tot arbeid.

Insgelijks acht zij zich verplicht u de verwerping voor te stellen van de amendementen, strekkende om eene vergoeding toe te kennen voor zedelijke schade.

Wat zij u voorstelt, komt overeen met de wetten van andere landen in 't algemeen. Ook dekt de eens voorgoed bepaalde vergoeding van het beroepsgevaar, zooals zij deel uitmaakt van het recht der nijverheidsvolken, alle schade, uit het arbeidsongeval voortspruitende voor den werkman en de zijnen.

Laat ons aanmerken dat, zoo eene vergoeding voor de zedelijke schade is te billijken, wanneer er eene schuld bestaat, dit niet meer het geval is volgens het stelsel van het ontwerp van wet: het stelsel van vergoeding eens voorgoed bepaald, berust noch op de schuld noch op een vermoeden van schuld; het laat dit ter zijde; men weet overigens dat de schuld van den patroon ten hoogste 16 t. h. van de oorzaken van ongeval vertegenwoordigt, terwijl de schuld van den werkman ten minste neerkomt op 30 t. h.

Zonder daar in 't minst den last van te dragen, geniet de werkman het voordeel van eene verzekering, die hem, welke ook zijne schuld zij, 50 t. h. van het huidige loon waarborgt; in geval van bestendige ongeschiktheid, verkrijgt hij, wat ook zijn leeftijd zij, eene lijfrente tegen 't bedrag van zijn huidig loon, ondanks de vermindering van loon, die het noodlottig gevolg zal zijn van den ouderdom, en verwekt kan worden door ziekten en door menigvuldige oorzaken.

Deze toestand veroorlooft hem, mits eene lichte afhouding, zich te verzekeren voor meer dan 50 t. h.

Dank aan deze nieuwe wet, zal hij geene pijnlijke processen hebben, niet meer zoo angstvol lang moeten wachten naar wezenlijke vergoeding; hij huivert niet meer bij de gedachte dat een ongeval hem en de zijnen tot gebrek kan doemen.

Met dit stelsel blijkt de gerechtelijke noodzakelijkheid van de zedelijke schade niet meer. De *gerechtelijke* noodzakelijkheid! Er blijven nog zedelijke plichten, en, tot eer van onze zeden, blijft het algemeen gevoel dat men het lijden van den werkman, slachtoffer van een ongeval, moet vergoeden, zelden zonder uitwerksel.

Wij mogen niet vergeten hierop te wijzen : er wordt gevreesd dat eene nieuwe verhooging van de vergoedingen (waarbij de genees- en artsenijkosten zullen komen), en van de verzekeringspremie, al te zwaar drukt op onze nijverheid; men is er over bekommerd dat het vertier te lande haar betwist zal worden door de machtig aangemoedigde uitlandsehe voortbrenging, en de wereldmarkt, door een overdreven stelsel van bescherming; in dezentoeestand duchten velen dat de overdreven beschouwde wettelijke lasten zullen schaden aan de gevoelens van edelmoedige solidariteit, steeds noodzakelijk in de betrekkingen tusschen arbeiders en werkgevers.

IX.

De Regeering kondigt een amendement aan, dat eene minnelijke schikking is tusschen haar eerste stelsel (termijn van veertien dagen, gedurende welke het slachtoffer geen recht heeft op eenige vergoeding), en het stelsel der Middenafdeeling (minimum-duur — veertien dagen — der ongeschiktheid; doch, *eenmaal deze voorwaarde vermeld, vergoeding te rekenen van den dag volgende op het ongeval*). Volgens dit amendement als minnelijke schikking, zou de vergoeding verschuldigd zijn te rekenen van den *achtsten dag*.

De Commissie is van oordeel dat deze minnelijke schikking kan aangenomen worden. Eenerzijds leggen nagenoeg alle wetten een uitstel op; het vooruitzicht van eenen wezenlijken, stelligen termijn gedurende welken er geen recht op vergoeding bestaat, voorkomt beter het bedrog dat, helaas! wordt gezegd overal meermaals te ontstaan. Anderzijds wordt eene ongeschiktheid tot arbeid gedurende acht dagen over 't algemeen voorzien en de gevolgen daarvan zijn, zooniet vermeden, ten minste verzacht, dank zij namelijk den geest van voorzorg en vereeniging, dank zij de mutualiteit.

X.

De Regeering kondigt een tweede amendement aan, van de volgende strekking :

Het hoofd der onderneming is, naar onderstaande regelen, verplicht tot de genees- en artsenijskosten, door het ongeval noodzakelijk gemaakt.

Heeft hij ten zijnen laste eenen genees- en artsenijskundigen dienst ingericht ten voordeele van zijn personeel, en deze inrichting bekend gemaakt door eene afzonderlijke vermelding in het werkplaats-reglement, zoo moet hij de kosten dragen gedurende zes maanden na het ongeval, en mag het slachtoffer geenen geneesheer of apotheker verkiezen.

Heeft het hoofd der onderneming dergelijke instelling niet tot stand gebracht en niet bekend gemaakt, zoo is hij gedurende hetzelfde tijdsverloop verplicht tot de kosten, zoo de werkman de verpleging door de hem aangeduide geneesheer en apotheker aanvaardt.

Werd niemand aangewezen of kiest de werkman zelf zijnen geneesheer en apotheker, zoo is het hoofd der onderneming gehouden tot de verwekte kosten, doch slechts tot bedrag van de som, op voorhand bepaald door een tarief, vast te stellen bij Koninklijk Besluit.

Mag er niet worden gezegd dat dit eene nieuwe bekrachtiging onzer liefdadige zeden is? De openbare liefdadigheid laat, evenmin als de private, den gewonden werkman zonder onderstand en verpleging; zijn zij zelf niet arm, dan verzekeren het meerendeel der patroons, ten minsten voor zekeren tijd, de artsenijs- en geneeskosten, veroorzaakt door een ongeval in hunne onderneming.

*
* *

Bedoelde kosten zijn dus ten laste van het hoofd der onderneming, gedurende *zes maanden na het ongeval*; reeds nu moet, krachtens de wet op de arbeidsovereenkomst, de patroon zorgen dat bij een ongeval de eerste verpleging geschiedt.

Die tijd van zes maanden scheen toereikend : zeldzaam zijn de gevallen waarin de eigenlijke gevolgen van het ongeval eene langere verpleging dan zes maanden vergen; verder uitgestrekt, zou de last overdreven worden voor vele patroons; na zes maanden, is doorgaans de toestand van den lijder, volgens de aangenomen uitdrukking, « vastgesteld »; 't is bestendige ongeschiktheid die zich voordoet, dus heeft het slachtoffer recht op de lijfrente.

De artsenijs- en geneeskosten bevatten die van banden, van toestellen welke het slachtoffer noodig heeft om het gebruik zijner ledematen te herkrijgen; doch deze verplichting strekt zich niet verder uit dan over zes maanden.

Zij bevatten de kosten van verblijf in het gasthuis, doch in zooverre deze kosten overeenkomen met den last der geneeskundige verpleging en der artsenijsmiddelen; de kosten van huisvesting, voeding, bewaking, kortom het onderhoud, blijven ten laste van het slachtoffer, en dit laatste krijgt voor zijn onderhoud de eens voorgoed bepaalde vergoeding. Dit is het grondbeginsel.

Niettemin moet er in zijne toepassing rekening worden gehouden met verschillende grondregelen.

Acht de verplegende geneesheer, hetzij die welken de patroon heeft aangeduid, of de door den werkman verkozene, noodig het slachtoffer in het gasthuis te verplegen, dan wordt het opgelegd *bijzonder* onderhoud een bestanddeel der verplegingskosten; het valt ten laste van den patroon. De rechters zullen daarover, volgens de omstandigheden, scheidsrechterlijk uitspraak doen.

Dit brengt niet mede dat, zelfs wanneer de werkman de vrije keuze van den geneesheer afstond, de patroon een soort van recht heeft om de hand te leggen op den gewonde; hij mag niet *à priori* volstrekt opdringen dat hij in een gasthuis wordt verpleegd. Doch wanneer in bijzondere gevallen de regelmatig door het hoofd der onderneming aangeduide, en bijgevolg door den werkman aangenomen geneesheer, acht dat de noodwendigheden der verpleging eischen dat de zorgen of sommige zorgen (bij voorbeeld operatiën) worden verstrekt buiten de woning van den gewonde, dienen de onderrichtingen van den geneesheer gevolgd.

Weigert de werkman, dan heeft het gerecht te beslissen of de patroon de genees- en artseneijkosten al dan niet moet betalen binnen de palen van het tarief.

't Is nauwelijks noodig te herinneren dat hier de regelen der aansprakelijkheid voor de schuld worden gevolgd, daar waar het gebied van het beginsel der cens voorgoed bepaalde vergoeding ophoudt.

* * *

Er wordt getwist over de vraag of het raadzaam is aan 't slachtoffer de vrije keuze van den geneesheer over te laten; niet zonder gezag en bewijzen werd bevestigd dat de uitoefening van dit recht misbruiken zou verwekken, strijdig met de belangen der slachtoffers en met de waardigheid van de mannen der kunst.

Niettemin is in het u voorgelegd stelsel de vrije keuze door den werkman de regel.

Toch is dit recht niet van openbaar belang, zooals uit den tekst blijkt; deze vrijheid wordt trouwens slechts behouden zoo er geene tegenovergestelde overeenkomst gesloten werd, bij het in dienst nemen van den werkman, met een aangeplakt werkplaats-reglement. Doch de openbaarmaking van deze overeenkomst door middel van werkplaats-reglement kan maar worden geëischt daar waar dit reglement verplichtend zou zijn. Daaruit volgt dat waar dit reglement niet verplichtend is, werkman en patroon bij de dienstneming afzonderlijk kunnen overeenkomen dat de patroon het verstreken van de genees- en artseneijkundige verpleging op zich neemt. Het schijnt raadzaam dat verschillende patroons elkander verstaan met goede vakmannen of mutualiteiten, om aan de werklieden betere zorgen te verzekeren.

* * *

De billijkheid, de noodzakelijkheid om aan de nijverheid overdreven lasten, schreeuwende misbruiken te besparen, deden de wetgevers in vele Staten eene grens bepalen voor de kosten van verpleging en geleverde voorwerpen, wanneer geneesheer en apotheker door den werkman verkozen zijn. Dus zou eene som op voorhand worden bepaald in een tarief bij Koninklijk Besluit vastgesteld.

Het verschillende en uiteenloopende van de betrokken belangen noopten de Commissie om voor te stellen dat het advies van de Commissie voor de arbeidsongevallen gehoord zou worden.

In zulke omstandigheden worden, of zijn de talrijke amendementen rakende den last der genees- en artsenijkosten noodeloos.

Er valt op te merken dat het bijkomend voorstel van de achtbare heeren Pieraert en Victor Delporte insgelijks nutteloos wordt : de kosten voor het vaststellen zoo van het ongeval als van de genezing, vallen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming, en het bedrag daarvan wordt bepaald door het tarief, zoo zij gemaakt worden door den geneesheer welken het slachtoffer heeft verkozen. Dat is een gevolg van artikel 11 der wet op de arbeidsovereenkomst, van het aangekondigd amendement, en van artikel 20 van het wetsontwerp, dat den patroon verplicht het ongeval aan te geven en de aangifte een geneeskundig getuigschrift toe te voegen.

XI.

De Middenafdeeling had aan artikel 3 toegevoegd een amendement dat den patroon een recht van toezicht waarborgt, wat den toestand van het slachtoffer en de verpleging betreft.

De Regeering neemt het aan, doch stelt voor om het in artikel 22 op te nemen.

Daartegen brengt de Commissie niets in.

* * *

De achtbare heer Destrée stelde onder de littera's *A*, *B*, *C* drie amendementen voor.

Het eerste, *A*, is overbodig, gezien de uitleggingen waarmede het verslag der Middenafdeeling de algeheele ongeschiktheid tot arbeid kenschetst.

Toch verklaart de Commissie eens te meer dat volkomen ongeschiktheid diegene is welke het slachtoffer verhindert zich *regelmatig* hulpmiddelen te verschaffen door zijnen arbeid.

Dus bestaat er geschil noch twijfel.

Zooals wordt uitgelegd in het verslag der Middenafdeeling, is de bestendige ongeschiktheid algemeen, volstrekt, « zoo de werkman tot zelfs de » mogelijkheid verloor om *REGELMATIG* een loon te verdienen, *zelfs in eene » andere betrekking* ».

Het tweede, *B*, weglating van het onderscheid tusschen *gedeelte* tijdelijke ongeschiktheid en algeheele tijdelijke ongeschiktheid, werd verworpen. Het onderscheid, volgens hetwelk de vermindering van loon *evenredig* is aan de *wesentliche* ongeschiktheid, is een middel om bedrog te voorkomen. 't Mag niet, dat de werkman steeds kan rekenen op de eens voorgoed

bepaalde vergoeding uit hoofde van zijn *geheel* loon, in geval van eene zeer korte ongeschiktheid tot arbeiden.

Doeh men mag niet vergeten dat, naar luid van het Verslag der Middenafdeeling, door tijdelijke, zelfs volkomen ongeschiktheid « slechts wordt » verstaan de *volstreckte* ongeschiktheid tot het werk waartoe het slachtoffer in staat is *op het oogenblik van het ongeval, in zijne bediening*. Er valt niet te eischen dat, zoo het kwaad slechts voorbijgaande gevolgen heeft of van aard schijnt er slechts voorbijgaande te hebben, die kortstondig kunnen zijn, het slachtoffer zich onmiddellijk in staat stelle een ander werk te verrichten dan het gewoon beroep waarvan het tot dan toe leefde ».

Opdat er tijdelijk volkomen en niet enkel gedeeltelijke ongeschiktheid besta, is 't geen vereischte dat de werkman niet meer tijdelijk in staat zou zijn tot een of ander werk; de volkomen ongeschiktheid voor zijn beroep, zijne *tegenwoordige* bezigheid, volstaat.

De in dit geval verkeerende werkman zal de vergoeding krijgen naar gelang van zijn volle dagloon. Geene billijkheidsredenen veroorloven een redematig en nuttig onderscheid weg te laten.

Het 3^e amendement (littera C) is overbodig, gezien de uitdrukkelijke verklaringen van het Verslag der Middenafdeeling, die ten andere overeenkomen met eene gezaghebbende meening en met de rechtspraak van het Hof van cassatie in Frankrijk (Z. Verslag, blzz. 74, 75 en 76; Arresten van 23 Juli 1902, Burgerrechtelijke Kamer, en 10 December 1902, B. K., D. P. 1903-4-14.)

« De staat van gebrekkelijkheid, waarin het slachtoffer vóór het ongeval verkeerde (het had *een oog verloren*) doet weinig ter zake voor het bepalen van zijnen huidigen toestand (een nieuw ongeval maakt het *blind*), en bijgevolg voor de vergoeding, waarop het recht heeft; ongetwijfeld was die gebrekkelijkheid van invloed op de beroepswaarde van den werkman, doch zijn jaarloon geeft daar de wettige mate van. »

« En om te berekenen welke vermindering eene bestendige en gedeeltelijke ongeschiktheid het dagloon doet ondergaan, is de rechter niet verplicht uitsluitend te letten op het dagloon, werkelijk door den werkman getrokken, nadat hij zijnen arbeid hervatte; *hij heeft op te sporen in welke verhouding de beroepsongeschiktheid van den werkman verminderd werd ten gevolge van het ongeval en welke daarmee overeenkomende verlaging van loon daaruit REGELMATIG moet vo'gen.* » (Hof van cass. in Frankrijk, B. K., 7 Januari 1902; id., Req. 13 Januari 1902.)

Dit is de bekrachtiging van de uitlegging, in het Verslag der Middenafdeeling gegeven. (Zie Verslag van den heer Paulet, en beslissingen van scheidsrechtbanken in Oostenrijk, overgenomen door Bellom, *Ass. ouvr.*, en Sachet, n° 468.)

* * *

De Commissie stemde niet in met de twee amendementen van den achtbaren heer Léon Cambier, noch met dit van den achtbaren heer Giroul.

Het eerste (toekenning van de vergoeding te rekenen van den dag volgende op het ongeval) neemt al de voorwaarden weg, door de ervaring aan de hand gedaan tot voorkoming van bedrog, en door alle wetten bepaald.

Om dergelijke redenen verwierp de Commissie het amendement van den achtbaren heer Giroul : deze schaft allen termijn af, gedurende welken er geen recht op vergoeding bestaat en bepaalt als enkele voorwaarde slechts eene ongeschiktheid tijdens vijf dagen.

Het tweede amendement van den heer Cambièr is overbodig. Het raakt het grondslagloon en zegt dat dit dagloon ditgene is dat *regelmatig* aan den werkman wordt toegekend bij zijne dienstneming.

Het Verslag der Middenafdeeling over artikel 6 heeft het *dagloon* nader omschreven, naar luid der wet van 10 Maart 1900, waarnaar het wetsontwerp verwijst, en overeenkomstig de leer.

* * *

De Commissie kon zich niet vereenigen met de amendementen der achtbare heeren Denis, Vandervelde en medeleden, strekkende om de vergoedingen te brengen op 66 t. h., zelfs op 75 t. h. van het dagloon.

De redenen van hare beslissing werden reeds aangeduid.

Overigens werd ter Kamer bewezen, met name door den achtbaren heer Trasenster, dat eenerzijds de schuld des werkman, onder de oorzaken van ongevallen, minstens 50 t. h. vertegenwoordigt, en die des patroons 16 t. h., en dat, anderzijds, de eens voorgoed bepaalde wettelijke vergoeding van 50 t. h. van het huidige dagloon werkelijk overeenkomt met meer dan 50 t. h.

XII.

Vergoedingen in geval van overlijden van het slachtoffer.

Laat ons vooreerst herinneren dat, naar luid van het aangekondigd amendement, de genees- en artsenijskosten, gedurende zes maanden gemaakt voor het slachtoffer, ten laste van het hoofd der onderneming vallen.

Naar de mededeelingen der Regeering, is deze vanzins de slot-alinea uit het oorspronkelijk artikel 4 weg te laten, betreffende in sommige gevallen de uitsluiting van de erfgenamen van eenen vreemden werkman.

De Commissie vereenigt zich met dit voorstel. Niettemin denkt zij aan het openbaar gevoelen te beantwoorden en te bewijzen dat zij practisch bekommerd is over onze werklieden, wanneer zij de Regeering wijst op het nuttige van sommige stappen, ten einde door wederkeerigheid aan onze medeburgers die in den vreemde arbeiden, de uitwerkselen te verzekeren van het edelmoedige streven van België op dit gebied van privaat internationaal recht.

Voor 't overige handhaaft de Regeering het beginsel van erfelijke overdracht.

Om de redenen, in het Verslag der Middenafdeeling ontwikkeld, kan de Commissie zich niet vereenigen met dit beginsel, dat verworpen werd door alle wetgevers, zelfs door den Italiaanschen wetgever, die het eerst had aangenomen.

Toch voert de Regeering iets nieuws in, wanneer zij voorstelt om op het

kapitaal dat de waarde van eene lijfrente op den leeftijd van het slachtoffer vertegenwoordigt, tegen het bedrag van een deel zijns werkloons, in de mate bepaald bij artikel 208 van het Burgerlijk Wetboek, te heffen de voedingsmiddelen, verschuldigd aan personen tegenover wie het slachtoffer wettelijk verplicht was tot kostgeld, en die hunne aanvraag deden binnen de maand na het overlijden.

De Commissie is van oordeel dat deze schikking in beginsel niet zou beantwoorden aan het belang der naaste familie van het slachtoffer, levende van dezes loon, noch aan de gevoelens van de arbeidende klasse.

Zij verkiest het stelsel van rechtstreeksche en geregelde toekenning; dit werd gedaan in artikel 3 van het ontwerp des heeren Nyssens en de amendementen, door de Middenafdeeling voorgesteld in artikel 4 van het aanhangig ontwerp; dat doen ook de statuten van talrijke voorzieningskassen.

De 1^{ste} alinea van paragraaf 2 betreft het voorloopig toekennen van het vooraf bepaald kapitaal eener lijfrente op den ouderdom van het slachtoffer en tegen 25 t. h. van de loonen : het vond in de Commissie geene meerderheid. Deze verwijst te dien opzichte naar wat is uiteengezet in het Verslag der Middenafdeeling. Toch vestigt zij de aandacht op de jongste studiën, door den heer Lepreux afgekondigd.

* *

Om de reeds ontwikkelde bedenkingen, stelt zij u voor, de verschillende amendementen betreffende verhooging van 't bedrag der vergoedingen in geval van overlijden, niet aan te nemen.

Zij stemde enkel in met de verhooging van de som, bepaald voor begrafeniskosten; deze som werd vooraf gesteld op 75 frank; de Franse wet kent 100 frank toe; andere wetten verlaten zich op het gebruik of de scheidsrechterlijke uitspraak. De Commissie achtte het raadzamer geene onzekerheid en geen vooruitzicht van processen over geringe begrafeniskosten te laten bestaan, op 't oogenblik dat de laatste plichten aan het slachtoffer van een arbeidsongeval dienen bewezen.

* *

Zij stemt in met een amendement van den heer Destrée, doch wijzigt dezes tekst en stelt den onderstaanden voor : « De vergoedingen voor begrafenis-, artseni- en geneeskosten kunnen betaald worden aan hen die wettelijk verplicht zijn daarin te voorzien, of aan hen die, bij dezer ontstentenis, den last daarvan op zich namen. Derde personen, wien deze kosten verschuldigd zijn, hebben rechtstreeks verhaal op de hoofden van ondernemingen. »

't Behoort aan het gerecht te oordeelen of zij die den last hebben opgenomen, hem *behoorlijk* opnamen en in welke mate zij verpleegden, de taak vervulden; zooniet zouden misbruiken ontstaan.

XIII.

Een amendement, voorgesteld door den achtbaren heer Lemonnier, luidt aldus : « De vergoedingen of renten toegekend aan de Staatsbedienden of aan hunne rechtverkrijgenden die onder toepassing van deze wet vallen, mogen niet blijven beneden de vergoedingen of renten hun toegekend door de thans van kracht zijnde wetten en bestuursverordeningen ». Een ander onzer achtbare medeleden biedt een amendement van denzelfden aard aan.

Laat ons eerst en vooral herinneren dat er geen spraak kan zijn van *ambtenaren en beambten*, maar enkel van *WERKLIEDEN*, in dienst krachtens eene arbeidsovereenkomst, en van sommige beambten, gelijkgesteld met werklieden, naar luid van artikel 1, 3^o alinea : enkel met dezen laat de onderhavige wet zich in.

Welnu, zij waarborgt aan allen eene op eens voorgoed bepaalde vergoeding, 't is te zeggen een wettelijk minimum ; doch zij verhindert niet, maar bevordert onrechtstreeks, en het vroeger ontwerp van den heer Nyssens bevorderde insgelijks door eene uitdrukkelijke bepaling de schikkingen strekkende om eene bijkomende vergoeding te verschaffen zooals eene kas, in de onderneming tot stand gebracht, tot welker stijving eene verzekeringsovereenkomst, tot de bijdrage of premie van welke de patroon en de werkman zouden samenwerken, de patroon door eene storting, de werkman door eene afhouding op zijn loon.

Openbare besturen zijn, ten aanzien van de *werklieden* die zij in dienst nemen, patroons ; bezorgen zij vergoedingen of onderstand, bij voorbeeld door middel van eene bijzondere kas, zoo verbiedt de wet niet dat deze hare bestemming blijft vervullen onder het haar eigen stelsel ; om dezen toestand te wijzigen, zouden òf eene overeenkomst, òf statuten, òf het reglement, òf een Koninklijk Besluit, òf eene wet, veranderd moeten worden, naar gelang de inrichting en het stelsel afhangen van eene overeenkomst, van statuten, van een reglement, een Koninklijk Besluit, eene wetsbepaling.

Deze wet strekt geenszins om daarop inbreuk te maken, evenmin als om ze te bekrachtigen ; zij zou niet verhinderen dat werklieden het voordeel genieten van de eens voorgoed bepaalde vergoeding, door deze wet gewaarborgd, alsook de bijzondere voordeelen, hun verschaft door de onderstelde overeenkomsten, statuten, reglementen, besluiten, wetsbepalingen.

Zij laat zich geenszins in met die verschillende toestanden, strekt niet noch kan strekken om ze zelve oppermachtig te regelen, wellicht in strijd met hunnen aard en met den geest der instellingen, der overeenkomsten, en onmiddellijk, haastig, naar aanleiding der bekrachtiging van een algemeen stelsel van eens voorgoed bepaalde vergoeding.

Het amendement van ons achtbaar medelid valt dus niet binnen het bereik van het wetsontwerp, en is op zijn minst genomen overbodig.

De Commissie kon het niet aanuemen.

* * *

Door de hiervoren herinnerde beslissingen verwerpt de Commissie insge-

lijks de amendementen der achtbare heeren *Giroul* (toepassing van het beginsel der overdracht), *Destrée*, *Janson* en *Denis* (verhooging van 't bedrag der vergoedingen), *Heynen* en *Léon Cambier* (mogelijke toepassingen van het beginsel der overdracht), *Lemonnier* (sterkere verhooging der kosten van begrafenis, enz.), *Destrée* (vergoeding van de zedelijke schade), *Hoyois* (overeen te komen afwijkingen van de wettelijke regelen betreffende de vergoedingen).

De redenen daartoe werden uiteengezet of herinnerd.

Deze beslissingen brengen mede dat de amendementen van den achtbaren heer *Beauduin* niet werden angenommen. (Art. 4 van deze amendementen, 5° alinea.)

XIV.

ART. 5.

ART. 5. — Het is voldoende te herinneren dat de Middenafdeeling voorgesteld heeft het bedrag van de waarde der rente, die het slachtoffer of de rechtverkrijgenden zich *in kapitaal kunnen doen uitbetalen*, van het vierde tot het derde te verhoogen.

De redenen van dit amendement, dat schijnt overeen te komen met de verlangens der arbeidersbevolking, werden opgesomd in het Verslag der Middenafdeeling.

De Commissie verzoekt u, het aan te nemen.

Er is voorgesteld het slot van alinea 2 te wijzigen, en te zeggen dat het advies van het hoofd der onderneming *gevraagd* maar niet *gevergd* zal worden. Geeft hij het niet, dit mag den rechter niet verhinderen uitspraak te doen.

Wellicht is deze wijziging overtollig. Niettemin stelt de Commissie voor te zeggen : *nadat het hoofd der onderneming gehoord of behoorlijk opgeroepen is*.

XV.

ART. 6 EN 7.

Grondslagloon.

ART. 6. — De Commissie vereenigde zich met de amendementen der Middenafdeeling; zij neemt aan dat er in de 2° alinea van artikel 6 des ontwerps gezegd wordt : « *het werkelijk loon dat hun werd TOEGEKEND* » ; — en in de 3° alinea : « *zoowel op het loon TOEGEKEND voor den werktijd* ».

De redenen daartoe zijn aangegeven in het Verslag der Middenafdeeling.

*
* *

Twee amendementen, het eene van den heer *Lemonnier*, het andere van den heer *Léon Cambier*, strekken om te bepalen dat door het loon wordt verstaan het *werkelijk loon begrijpende zoowel het arbeidsloon als de premiën de deelhebbing of de andere VERLEENDE voordeelen*...,... *het loon, den werkmán bij zijne verbintenis IN DEN REGEL TOEGEKEND*.

De Commissie acht dat de voorgestelde teksten, al waren zij nauwkeurig, overbodig zijn. Het geldt eenvoudig eene uitlegging; welnu, de wet op de arbeidsovereenkomst, waaraan het ontwerp zich gedraagt, de oorkonden der Kamer die er de strekking van bepalen, de aanhangige wet, de rechtsleer en het rechtsbegrip, alsmede het Verslag der Middenafdeeling hebben de beteekenis van het woord dagloon bepaald, niet enkel met het oog op de te maken wet, maar op de *in werking zijnde* wet van 10 Maart 1900, welke de wetgever op dit oogenblik niet herziet en niet wetgevend kan uitleggen.

De Commissie kon deze amendementen niet aannemen.

* * *

Om de redenen opgegeven in het reeds aangehaald Verslag, vereenigde zij zich niet met het amendement van den achtbaren heer Vandervelde, die voorstelt in meest alle gevallen het *jaarloon* te berekenen door het *dagloon* te vermenigvuldigen met 300; zij stemde niet in met het door den heer Léon Cambier gevraagd weglaten van de 2^e en de 3^e alinea, evenmin als met het schrappen van alinea 4.

De heer Léon Cambier wilde dat voor leerlingen en werklieden van min dan 16 jaar het grondslagloon bepaald worde op een frank per dag.

Deze vaste, op voorhand gedane raming, voor alle jonge arbeiders in elke nijverheid en in onverschillig welke onderneming, is feitelijk niet gerechtvaardigd en beantwoordt aan geen beginsel van recht of billijkheid. Met het oog op weldadigheid, is zij te begrijpen; doch in deze orde van denkbeelden en gevoelens, kan de raming ontoereikend zijn. Dit is vreemd aan den omvang, het doel van het wetsontwerp.

* * *

De achtbare heer Janson stelt voor te zeggen: « Voor de leerjongens- » werklieden die den leeftijd van 25 jaren niet hebben bereikt, wordt reke- » ning gehouden met de loonsverhooging die zij zouden bekomen hebben » indien zij niet door volkomene, gedeeltelijke of *bestendige* onbekwaamheid » tot den arbeid waren getroffen. »

De Commissie kan enkel dit beginsel herinneren: de door de wet gewaarborgde vergoeding is *vooraf bepaald*, en dekt de *gezamenlijke* beroepsgevaaren; zij is verschuldigd, welke ook de schuld van den werkman moge wezen; zij is verschuldigd zoo er van de zijde des patroons geene schuld hoegenaamd bestaat.

In deze zaak volgt men niet de regelen betreffende de schade en interest. Overigens wordt opgemerkt dat, zoo de jonge werkman mocht hopen zekeren dag een hooger loon te verdienen, hij er ook een geringer zou kunnen winnen, ten gevolge van ziekte, ongevallen, vreemd aan de uitvoering der arbeidsovereenkomst, wangedrag, verdwijning of verval van eene of andere nijverheid, kortom, door de zoo verschillende wisselvalligheden van het menschelijk bestaan, en inzonderheid van het leven des arbeiders. Er mag niet vergeten worden dat, zoo er geen rekening wordt gehouden met de *mogelijke* verhooging van loon, er evenmin rekening wordt gehouden met de *stellige* verlaging van het loon, namelijk ten gevolge van ouderdom en ziekten. Een onzer achtbare en van de meest gezaghebbende medeleden

herinnerde in den loop der algemeene beraadslaging dat, zoo men deze verlagings als zeker beschouwt, zoo men de verhouding overweegt van de ongevallen, overkomen aan werklieden van min dan vijf en twintig jaar, en de verhouding waarin de dagloonen nog kunnen rijzen voor werklieden van meer dan vijf en twintig jaar, de eens voorgoed bepaalde vergoeding van 50 t. h. eigenlijk merkelyk hooger is dan dit bedrag.

De Commissie kon het voorstel van ons achtbaar medelid niet aannemen.

* * *

Evenmin kon zij zich vereenigen met dit van den achtbaren heer Melot.

Het streng en onveranderlijk bepalen van het gemiddeld landbouwloon voor iedere gemeente, iedere klasse, in de gemeente waar het ongeval voorviel, en het jaarlijks bepalen van dit middelengetal door de bestendige deputatiën, nadat de gemeentebesturen zijn geraadpleegd, verwekt groote tegenwerpingen. Dit bepalen kan onrechtvaardige gevolgen hebben, des te meer dat daarbij niet wordt gelet op de verdiensten en de diensten, de bijzondere overeenkomsten, om een tarief, een soort van pegel te bepalen.

Behalve de aanzienlijke bezwaren van de taak die jaarlijks zou voorbehouden zijn aan de bestendige deputatiën, vooral in provinciën welke ieder, zooals beide Vlaanderen, Brabant en Henegouw, honderden gemeenten tellen, werpt het stelsel een vraagstuk van grondwettelijkheid op.

In die omstandigheden acht de Commissie, al wijst zij op het gewichtige van dit voorstel, in Frankrijk behandeld, dat naar de regeling van ons recht en van onze instellingen, het schatten van de vergoedingen en de dagloonen die ze tot grondslag dienen, toekomt aan de rechtbanken, geroepen om rekening te houden met de gebruiken en zich in te lichten door alle wettelijke middelen. De rechten van elken gegadigde zullen in ieder bijzonder geval aldus beter gevrijwaard zijn.

* * *

ART. 7. — De Regeering stemt in met het amendement der Middenafdeeling, volgens hetwelk het tot grondslag genomen loon zal worden vastgesteld niet door het gemiddelde van de *betaalde* dagloonen, maar naar het middelengetal der *toegekende* dagloonen.

De redenen worden opgegeven in het Verslag der Middenafdeeling en bij de aangehaalde schrijvers.

Er wordt verstaan dat, om dit middelengetal te bepalen, het door de Regeering in aanmerking te nemen tijdperk, na de zienswijze te hebben ingewonnen van de bevoegde afdeelingen der Raden van Nijverheid en Arbeid, *tien* jaar is en niet vijf.

* * *

Het amendement van den achtbaren heer Denis, strekkende om het *jaarloon* te bepalen door het *dagloon* te vermenigvuldigen met 300, of met het getal arbeidsdagen, in de onderneming waartoe het slachtoffer behoort,

werd niet aangenomen. (Zie het amendement van den achtbaren heer Vander-velde.)

Het stelsel van het ontwerp bepaalt het *jaarloon*, en om de *tijdelijke toekening* van vergoeding te berekenen, deelt het 't jaarloon met 365; de reden daaryan is dat die gelden moeten dienen tot het levensonderhoud van het slachtoffer, iederen dag, en niet enkel de dagen dat er in de onderstelde onderneming gewerkt wordt. Berekent men het jaarloon, zoo berekent men de som der *winsten* gedurende het jaar.

De Commissie kan enkel verzenden naar het Verslag der Middenafdeeling: daarin zijn de rechtvaardigheidsbeginselen herinnerd, waarom men zich moet houden aan de winst in gansch het jaar.

* * *

Een amendement van den achtbaren heer Denis, onder n^o 7^{bis}, luidt :

« Binnen zes maanden na de afkondiging der wet, worden de afdeelingen der nijverheids- en arbeidsraden, ten opzichte harer onderscheiden nijverheidsvakken, en, na haar, de Hoogere Arbeidsraad, ten opzichte van al de geraadpleegde nijverheidsvakken, verzocht advies uit te brengen over het bepalen der loonen die tot grondslag dienen, volgens de gemiddelde jaarlijkse cijfers der werkloonen vóór het ongeval betaald gedurende eene reeks van jaren, ten hoogste gedurende tien jaren. »

Dit voorstel herinnert eene toegevoegde bepaling, artikel 43 der wet van 10 Maart 1900, op de arbeidsovereenkomst.

Doch deze zegt dat binnen een tijdsverloop van een jaar, de *Raden van Nijverheid en Arbeid* zullen verzocht worden om een kort begrip te bewerken van de gebruiken rakende sommige grondregelen van de arbeidsovereenkomst.

De Commissie is van oordeel dat dit amendement, zoo het geen wensch, geene aanbeveling is tot opsporingen en studiën, nuttiger kan onderzocht worden met de toegevoegde artikelen, in den loop der aanstaande beraadslaging.

XVI.

ART. 8, 8^{bis}, 16, 16^{bis}, 51.

Deze bepalingen in haar geheel raken den WAARBORG der werkelijke BETALING van de vergoedingen.

Over den plicht om ze te waarborgen, bekommerden wij ons allen gestadig.

Reeds had de Middenafdeeling voorgesteld, in geval van onvermogen van den patroon of van den verzekeraar, de werkelijke betaling van de vergoedingen te verzekeren, door dezen dienst toe te vertrouwen aan de Voorzienings- en Onderstandskas, ten voordeele der *slachtoffers van arbeidsongevallen*. De Middenafdeeling deed opmerken dat, volgens die wet en volgens het inrichtend Besluit, een nieuw Besluit zou volstaan om de werking van den bijzonderen dienst te verzekeren.

Zij achtte dat er zeer zelden gevallen van onvermogen zullen voorkomen bij de aan het stelsel der wet onderworpen patroons die zich niet verzekeren. Zij onderstelde dat eene geringe toelage, gevoegd bij de toelagen, tegemoetkomingen, giften, die de Kas ontvangt, bij de interesten van hare begiftiging, zou volstaan om de lasten dezer bijdrage te dekken. De Middenafdeeling acht dat de aard dier vergoedingen, de nood van hen wien zij verschuldigd zijn, een steeds beter begrepen maatschappelijk belang, de eischen van het openbaar gevoelen, bedoelde bijzondere toelage billijken; er wordt zelfs niet zooveel geveegd om meer dan ééne toekenning op de begrooting voor te stellen, aan te nemen en te behouden.

Het geldt hier geene aalmoezen. De Kas zou den werkman het hem verschuldigde betalen, op vertoon van zijnen rechtsgeldigen titel van schuldvordering, voortspruitende uit eene wet; evenmin zou zij tegenover den patroon liefdadigheid plegen door te betalen om hem te ontslaan, want zij zou in de plaats treden van al rechten, eischen en voorrechten des slachtoffers of der rechtverkrijgenden, en dit verhaal zou zij kunnen uitoefenen zelfs door dwangbevel, evenals in zake van belastingen.

Daartoe strekte artikel 16^{bis}, door de Middenafdeeling voorgesteld. Ter Kamer werd verklaard dat de werkelijke betaling der vergoedingen steeds verzekerd moest zijn.

Andere middelen werden aangeduid: vele dezer berusten enkel op de verplichting voor het hoofd der onderneming om zich te verzekeren, onder bedreiging met boetstraffen; andere onderstellen het oprichten, door de wet, van verplichte mutualiteiten bij nijverheidstakken of nijverheidsgroepen, welke mutualiteiten met het betalen van de vergoedingen belast zouden zijn, behoudens de lasten daarvan, alsmede de bestuurs-, de gerechtskosten en andere te verdeelen over de leden der gedwongen vereenigingen; andere eindelijk, onderstellen het inrichten van eene Waarborgkas.

De Regeering heeft, tijdens de algemeene beraadstaging, verklaard dat zij wilde dat de werkelijke betaling stellig werd verzekerd. Vertegenwoordigd door den heer Minister van Nijverheid en Arbeid, woonde zij talrijke gedachtenwisselingen bij in de bijeenkomsten der Commissie. Zij maakte aan deze laatste eene regeling bekend, die, volgens haar, bestemd is om te beantwoorden aan het algemeen gevoelen.

Zij kan aldus worden uitgedrukt:

De vergoedingen komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming.

Het hoofd der onderneming is echter van dien last ontheven, indien hij, tot betaling van de genoemde vergoedingen, eene overeenkomst heeft gesloten hetzij met eene, volgens de bepalingen van hoofdstuk II dezer wet, toegelaten verzekeringsmaatschappij, hetzij met de uit kracht van artikel 31 ingestelde verzekeringskas. In zoodanig geval, gaan de verplichtingen van het hoofd der onderneming van rechtswege over op den verzekeraar.

De hoofden van *bijzondere* ondernemingen, die geene overeenkomst

hebben gesloten zooals hierboven is gezegd, zijn verplicht bij te dragen tot het ingevolge artikel 16^{bis} ingestelde waarborgfonds, tenzij de mogelijke uitkeering der vergoedingen door hen is gewaarborgd; de met dat doel te geven waarborgen worden, voor elk geval, vastgesteld door het ministerieel besluit dat uitspraak doet over het verzoek om ontheffing.

Ontheffing kan alleen worden verleend aan de hoofden van ondernemingen die ten minste duizend werklieden in hunnen dienst hebben.

Onder den naam van « *waarborgfonds* » wordt eene kas van verzekering tegen het onvermogen der patroons ingesteld; deze kas heeft ten doël te voorzien in de betaling der vergoedingen die bij een ongeval zijn verschuldigd, wanneer het hoofd der onderneming in gebreke blijft aan de op hem rustende verplichtingen te voldoen.

Het fonds is verbonden aan de Deposito- en Consignatiekas.

* * *

De Commissie blijft bij haar gevoelen dat de regeling, door de Middenafdeeling voorgesteld, door hechte redenen wordt gestaafd.

Moest zij het verzwijgen: het werk van 21 Juli 1890 was door Koning en Kamers ingesteld met de bedoeling dat het was *de eerste steen, aangebracht voor het gebouw der verbeterende maatregelen*, overigens door den toenmaligen wetgever beschouwd als onafscheidelijk van *opofferingen door de openbare schatkist*; het was het wetgevend blijk van vaderlandsche solidariteit en van werkelijk medegevoel in het ongeluk, uitgedrukt naar aanleiding van een nationaal jubelfeest, en scheen natuurlijk bestemd om op te treden tussehen het bij gemis van de verschuldigde vergoeding in den nood gebrachte slachtoffers en den patroon, buiten staat ze te betalen.

Toch vereenigde de Commissie, uit verzoeningsgeest, zich met het nieuw voorstel der Regeering, ten minste wat het beginsel betreft, en mits wijzigingen in het aangeduide plan.

Volgens haar, levert het stelsel, door den heer Minister van Nijverheid en Arbeid uiteengezet, tegenover de andere regelingen voordeelen op, welke het land gunstig zal opnemen.

Beter dan alle ander middel, waarborgt het de werkelijke betaling van de vergoedingen.

't Is trouwens de Staat zelf die er mede belast is in geval van onvermogen der schuldenaars; om ze te betalen, beschikt hij niet over geld dat aan zijne willekeur is toevertrouwd; hij heeft eenen strengen rechtskundigen plicht; hij deelt de geinde opbrengst van die belasting niet uit; hij moet het voorschot doen van de verschuldigde en onbetaald gebleven vergoedingen; het slachtoffer van het ongeval heeft, wat deze taxe betreft, geene verplichting te vervullen, geene ontoereikendheid te duchten.

Dus in de waarborg zoo hecht als eenvoudig; hij volgt uit het onomstootbaar vermogen van den Staat zelve.

Het kost geld noch moeite zich tot het *Waarborgfonds* te wenden.

Natuurlijk wordt ondersteld dat het slachtoffer of de rechtverkrijgenden hun recht op vergoeding ten opzichte van den patroon hebben vastgesteld.

Dus wendt de schuldeischer zich tot de Kas en verkrijgt dat de vrede-rechter vaststelt dat de schuldenaar zijne verplichtingen niet vervult; er is niet noodzakelijk faillissement of voorafgaande uitwinning van laatstbedoelden noodig; de vormen der vaststelling worden bij Koninklijk Besluit geregeld.

Zoo wordt volstrekt verwezenlijk wat men bij de algemeene beraadslaging, zoo namens de Regeering als namens de Middenafdeeling, andermaal verklaarde tot doel te hebben: de werkelijke betaling goed te waarborgen.

Dit was het voorwerp der eerlijke bedoeling van allen, van in den aanvang der bearbeiding van de wet.

Om dit doel te bereiken, is er dus verplichte verzekering noch gedwongen mutualiteit noodig, met verplichte deeling van de lasten, *inbegrepen den last van onvermogen*. Het *Waarborgfonds*, de verzekering, niet tegen de gevolgen van ongevallen, *maar tegen onvermogen*, volstaat.

En zij die, kunnende gehouden zijn tot vergoeding, kunnende onvermogen worden, de taxe moeten betalen, ontslaan zij zich daarvan door zich te verzekeren tegen de gevolgen van de ongevallen of door waarborgen aan te bieden?

Men mag aannemen dat de waarschuwing, volgende uit onderwerping aan de taxe, overbodig zal wezen.

De reeds algemeene verzekering zal nog meer bewerkstelligd worden, zonder dat er wettelijke dwang noodig is. Zij is doorgedrongen in de geesten en in de zeden. Zij is verbonden aan ernstige plichten en belangen van allereerste orde.

Blootgesteld aan zware verplichtingen in geval van ongeluk, blootgesteld aan verplichte storting van het kapitaal der renten, blootgesteld aan ondergang, is het voor den minderen patroon plicht tegenover zijne familie en zijne mogelijke schuldeischers, zich te verzekeren, en al zijne belangen zelden hem daartoe aan; zelfs zijn krediet is blootgesteld aan vermindering, zoo zijne leveranciers van goederen of geld weten dat hij niet verzekerd is.

Ook vermenigvuldigen de drukpers, de beroepsverenigingen, de openbare machten, vooral jegens de patroons onder de kleine burgerij, de dringendste vermaningen.

De onderwerping der niet verzekerde patroons aan de taxe zal ze niet in den waan brengen dat het niet meer noodig is eene verzekering aan te gaan; wanneer, na het lang uitstel, door artikel 53 voorzien, de wet in werking treedt, zullen zij wel weten dat, zoo het Waarborgfonds voor hen betaalt, het ook in de plaats treedt van de rechten, eischen en voorrechten van het slachtoffer en van de rechtverkrijgenden, en jarenlang zijn verhaal kan nemen, zelfs door het streng en snelwerkend middel van dwangbevel, evenals in zake van belastingen.

* * *

Ook is het verkieslijk dat het wetsvraagstuk van de vergoeding der arbeidsongevallen, een zoo netelig, zoo veelzijdig, om meer dan eene reden zoo geducht vraagstuk, eene oplossing erlangt die niet krenkend, niet

onrustbarend is voor onze zeer talrijke medeburgers, trouw gehecht aan de denkbeelden, aan de overleveringen van vrijheid, aan de karaktertrekken van ons ras. Op die voorwaarde verzekeren wij de goede uitwerkselen van eene wet die een werk van solidariteit en van maatschappelijke bedaring moet wezen. Op die voorwaarde versterken wij de taaiheid van karakter en den gewonen ondernemingsgeest, die de waarborg zijn van de vrijheden en het geheim van vruchtbare werkdadigheid.

* * *

Alvorens zich met de voorgestelde schikking te vereenigen, had de meerderheid der Commissie al de amendementen betreffende verplichte verzekering en het inrichten van gedwongen groepen verworpen. Zij kon de voorstellen van den achtbaren heer Léon Gambier niet aannemen.

Bij de eindstemming, gaf een der andersdenkenden de redenen van zijne onthouding op. Hij uitte de vrees dat, zoo men het stijven van het waarborgfonds doet drukken op de nijverheidsmannen die niet kunnen verzekeren noch waarborg leveren, dit fonds niet doelmatig verzekerd zou zijn; hij stelde eene algemeene, des te lichtere belasting voor, voor al de aan de wet onderworpen nijverheidsmannen, zooals in Frankrijk.

De Commissie kan geene andere voorstellen aannemen betreffende stelsels van waarborgkassen, inzonderheid die waarvoor eene belasting dient geheven in den vorm van opeentiemen op het patentrecht, op de grondbelasting. Dergelijke schikking zou niet alleen de gewaarborgden en vooruitzienden doen betalen voor niet gewaarborgden en niet vooruitzienden, maar ook den last der ongevallen opleggen aan hen die er geene kunnen veroorzaken.

De Commissie besliste insgelijks dat aan het voorstel der Regeering verschillende wijzigingen dienen toegebracht, onder andere de volgende :

1. De verplichting tot het *vestigen van het kapitaal* der renten, door artikel 12 van het wetsontwerp geregeld, mag niet erger gemaakt worden. Het recht voor den rechter, om deze vestiging te bevelen voordat het onvermogen bestendig werd, is niet te billijken en geenszins noodig voor het gebruik van het waarborgfonds.

2. De tekst moet herinneren dat de belasting wordt betaald *ongeminderd de verplichtingen, uit deze wet voortspruitende*.

5. Hij moet het verhaal van de kas op den *verzekeraar* bekrachtigen, evenals op het hoofd der onderneming en op den *derden persoon*, veroorzaker van of aansprakelijk voor het ongeval. Doch het kan niet door dwangbevel tegen derden worden uitgeoefend.

4. Om eenen patroon te ontslaan van de taxe mits borgstelling, dient er niet geëischt dat hij een bepaald getal werklieden gebruikt.

5. De te vervullen vereischen en na te komen formaliteiten om de ontslaging te bekomen, moeten het voorwerp uitmaken van een reglement, bij Koninklijk Besluit uitgevaardigd; een ministerieel besluit doet uitspraak over elke vraag tot toelating.

6. Het reglement moet uitdrukkelijk als waarborgen aannemen de stelsels,

door de Middenafdeeling bepaald in haar amendement in artikel 14, en door den achtbaren heer Mullendorff, in zijn amendement, artikel 8^{bis}.

Er is verstaan dat de « *Commissie voor de arbeidsongevallen* » wordt geraadpleegd.

XVII.

Akkoord tusschen patroon en onderlinge maatschappijen.

ART. 9.

Van de drie amendementen, voorgesteld door de heeren Cousot, de Ponthière en Hubert, nam de Commissie ditgene aan, waarbij wordt verlengd tot 6 maanden het tijdperk gedurende hetwelk de patroon, onder zekere bedingen, en namelijk eene bijdrage in eene erkende maatschappij tot onderlingen bijstand, zich op deze kan ontlasten van de verplichting om zijnen werklieden, aangesloten bij die mutualiteit, de tijdelijke vergoeding in geval van ongeluk gedurende drie maanden te betalen.

Dit amendement beantwoordt aan gekende en algemeene verlangens. Werkgevers en arbeiders dienen nader tot elkander gebracht, eerstgemelden in betrekking gesteld met de arbeidersgroepen. Overigens vergt het goed begrepen belang van werklieden en patroons dat bedrog, speculatie op het ongeval en op de ongeschiktheid tot arbeid, den onderlingen bijstand der werklieden en de edelmoedige vergoeding der gevolgen van de ongevallen door de patroons moeilijk zouden maken. Welnu, de mutualiteiten oefenen een gemakkelijk, doelmatig, aangenomen toezicht uit; overigens is de Commissie van oordeel dat vereenigingen tot onderlinge werking kunnen en moeten aangemoedigd worden. Zij doet uitschijnen dat niets in het ontwerp van wet verhindert dat zij als bemiddelaars optreden tusschen de Algemeene Spaarkas en de patroons en, om bedrog te vermijden, mogen rekenen op een toezicht vanwege de mutualiteiten.

Doch daar de vergoeding der gevolgen van het ongeval ook de genes- en artsenkosten begripen, besliste de Commissie dat het door den patroon volgens akkoord te betalen aandeel in de bijdrage van mutualiteit, niet minder mag zijn dan $\frac{1}{3}$, in stede van $\frac{1}{4}$.

XVIII.

ART. 10, 11, en 11^{bis}.

De Commissie kon niet anders dan het amendement der Middenafdeeling, betreffende het onafstaanbare en onaantastbare der vergoedingen, handhaven.

De beperking, welke de Regeering voorstelt aan dezen regel toe te brengen, hangt af van haar stelsel rakende de vergoeding in geval van overlijden; dat stelsel werd echter door de Commissie niet aangenomen.

Evenmin stemde zij in met het amendement van den achtbaren heer Hoyois, tot intrekking der toepassing van den regel en bijgevolg tot aanneming van den tegeneisch, wanneer het hoofd der onderneming en de werkman beiden het slachtoffer zijn van het ongeval en dit aan den werkman is te wijten. In dat geval heeft de patroon recht op schadevergoeding; dit recht wordt niet gedekt door de eens voorgoed bepaalde vergoeding. Doch het kan enkel uitgeoefend worden op een ander actief van den werkman dan de vergoeding, krachtens deze wet toegekend. (Zie Verslag der Middenafdeeling, dat de redenen uiteenzet.)

XIX.

ART. 12 EN 13.

De Regeering aanvaardt de amendementen der Middenafdeeling, behoudens weglating van het woord *toegelaten*, dat zij had voorgesteld in de 4^e alinea van artikel 12 op te nemen.

* * *

De achtbare heer Devigne stelt voor, artikel 12 te wijzigen in dezen zin dat, wanneer de vergoeding (in geval van overlijden of bestendige ongeschiktheid) is verschuldigd door een *openbaar bestuur*, dit laatste niet gehouden is tot het *vestigen van het kapitaal der rente*, zelfs al is dat bestuur niet verzekerd of levert het geen waarborg.

Deze uitzondering nam de Commissie niet aan. Zij vreest dat het werkelijk verstrekken van de vergoedingen achterwege kan blijven, zelfs vanwege openbare besturen, als daar zijn godshuizen, weldadigheidsbesturen, kerkfabrieken, gemeenten, enz. Ze veroordeelen volstaat niet, men zou het vonnis tegen hen moeten *uitvoeren*.

Overigens vergt het belang van den schuldenaar, vooral van hem die geen handelaar of nijverheidsman van beroep is, dat het kapitaal der renten gevestigd wordt. Volgens de stelling der actuarissen worden, zonder kapitalisatie, de lasten verzwaaard en bezwaart men ten uiterste de toekomst. (Zie Verslag der Middenafdeeling en Studiën van den heer Lepreux.)

* * *

Een amendement van den achtbaren heer Janson luidt dat zoo de werkgever niet is verzekerd, het risico van zijn onvermogen *ten laste van den Staat* komt.

Dat is een bijkomend amendement, in geval het amendement van de heeren Verhaegen en medeleden, in artikel 8, van de hand gewezen werd.

Ongeminderd de beschouwingen van beginsel, die volgens de Commissie verhinderen dit volstrekt voorstel aan te nemen, valt er op te merken dat de tusschenkomst van het waarborgfonds, ingesteld naar de nieuwe opgaven der Regeering, de werkelijke betaling door den Staat steeds zal waarborgen.

Daarom is het amendement van ons achtbaar medelid overbodig.

Het werd niet aangenomen.

XX.

ART. 14.

De amendementen der Middenafdeeling werden niet bestreden, en de Regeering schijnt er zich mede te vereenigen.

* * *

De achtbare heer Denis stelt een amendement voor, volgens hetwelk de *overdracht* der verplichtingen van den patroon op den verzekeraar slechts ontslaat van het voorrecht, bij artikel 13 ingesteld op het roerend actief van den patroon, wanneer eene gemeenschappelijke voorzorgskas of de Nationale kas van verzekering de verzekeraar is.

Daarmede kan de Commissie zich niet vereenigen.

De overdracht als gevolg der verzekering met eene maatschappij tot verzekering tegen vaste premiën ontslaat slechts dan wanneer de maatschappij, *zooals de Maatschappij tot onderling verzekering, is toegelaten door de Regeering*, onder de, door deze bepaalde vereischten, ten beste der private en openbare belangen, inzonderheid met het oog op het vermogen tot betalen.

Derhalve heeft het onderscheid niet langer reden van bestaan.

Overigens mag niet uit het oog worden verloren 1° dat het voor de patroons schadelijk kan zijn de overeenkomsten met maatschappijen tegen vaste premiën te dwarsboomen, zij die goed ingericht, voorbereid en ervaren zijn, en dit vooral in het tijdstip dat volgt op het in werking treden van de wet; 2° dat aangezien de groote meerderheid der patroons reeds gehandeld hebbende met maatschappijen tegen vaste prijzen, en de polissen kunnende, krachtens artikel 32, worden opgezegd wegens de grondige wijziging, aan de gevaren toegebracht, het gevolg des amendements zou zijn dat het aantal verzeerden merkelyk minder zou wezen. Dergelyke toestand kan de belangen der werklieden schaden en noodlottig worden voor de meesters.

* * *

De achtbare heer Devigne stelt voor dat de patroon insgelijks zou ontslagen worden van de verplichting het kapitaal der rente te storten, zoo de vestiging, in voorkomend geval, van dit kapitaal of de uitkeering der rente is verzekerd, *met onderling goedvinden van partijen*, door eene hypotheek, enz.

Het onderling goedvinden van partijen stelt hij gelijk met het oordeel van den rechter.

Daartegen verzet de Commissie zich niet, doch zij vraagt dat dit onderling goedvinden worde *vastgesteld* door den vrederechter, zooals wordt gezegd in artikel 22, wat betreft het onderling goedvinden rakende de vergoeding zelve. Dat zal gemakkelijk, goedkoop wezen, en voor allen zal er meer waarborg bestaan. Om eene *hypotheek te vestigen*, is er ook een *rechtsgeldige* titel noodig.

* * *

De achtbare heer Léon Cambier stelt voor om den patroon te ontslaan van het vestigen van het kapitaal der rente, wanneer het slachtoffer in

't bezit is van een boekje van verzekering tegen ongevallen, afgeleverd door de uit kracht van artikel 51 ingestelde Verzekeringskas, of dat hij zijne werklieden heeft verzekerd bij deze Kas.

Alleen dit laatste geval dient in aanmerking te komen; bestaat er in dat geval werkelijk eene verzekering, ten gevolge waaraan eene toegelaten inrichting, de Algemeene Spaarkas, in de rechten van den patroon treedt, dan verwekt deze overdracht den waarborg en is de patroon ontheven.

XXI.

Toelating van de verzekeraars; bedingen en lasten voor de toelating.

ART. 15.

De achtbare heer Cooreman stelt voor dat de wet *zelve* beslissen zou dat de polissen der toegelaten maatschappijen moeten vermelden dat *geen enkel beding van vervallenverklaring zal worden opgeworpen tegen de schuldeischers eener vergoeding of tegen hunne rechtverkrijgenden.*

Zooals is uitgelegd in het Verslag der Middenafdeeling, had deze op dit groot belang de aandacht der Regeering gevestigd, opdat de Besluiten tot toelating dit beding in de verzekeringspolissen tot een vereischte voor de toelating *zelve* zouden maken; zoo is de zaak geregeld in Frankrijk, bij decreet, genomen krachtens de wet.

Doch de Commissie ziet er geen bezwaar in dat de wet deze verplichting bekrachtigt en *aldus, voor allen, de verlangde waarborgen versterkt.*

Dus neemt zij het voorstel aan.

* * *

De achtbare heer Janson stelt voor :

« *Aan het slot van het artikel het volgende toe te voegen :*

» Zij die onder deze wet vallen, hebben het recht zich, door bemiddeling der patroons, te doen verzekeren tegen het niet bij deze wet gedekt risico en wel tot het bedrag eener geheele verzekering van 80 t. h. van het risico.

» *In dit geval betalen zij de helft van de bijkomende verzekeringspremie; de andere helft komt ten laste van den Staat.*

» Deed de patroon zich niet verzekeren, dan kunnen degenen die onder deze wet vallen zich bij de Spaar- en Lijfrentekas doen verzekeren tegen het niet in de hiervoren bepaalde mate gedekt risico.

» N. B. — *Deze bepaling wordt aangeboden voor 't geval verplichte verzekering door de Kamer wordt verworpen.*

» In dit geval storten zij rechtstreeks in de Spaar- en Lijfrentekas het gedeelte der premie dat te hunnen laste komt; *het andere gedeelte wordt gestort door den Staat.*

» In geval van onvrijwillige werkloosheid, wordt gansch het bedrag van de bijkomende verzekeringspremie betaald door het *Bureau van weldadigheid* van het domicilie van *onderstand* of, bij ontstentenis daarvan, door de *gemeente van het domicilie van onderstand.*

» In geval van bijkomende verzekering, kan de werkgever, om de veertien dagen, afhouden van het loon van den werkman een 24^{te} van de premie verschuldigd door den werkman of den beambte. Een koninklijk besluit regelt de tenuitvoerlegging van de bepalingen betreffende de bijkomende verzekering. »

Partijen kunnen elkander steeds verstaan om eene verzekering tot stand te brengen, die het risico dekt boven de reeds gewaarborgde wettelijke vergoeding, en in zulk geval mag de patroon de overeengekomen afhouding op het loon doen bewerkstelligen.

Buiten dergelijke regelingen, strekt het amendement in zijn geheel om een gedeelte der kosten van de verzekering, soms al de kosten, ten laste van het algemeen te leggen : Staat, gemeente, bureel van weldadigheid.

De Commissie kan u niet voorstellen dergelijke tusschenkomst der collectiviteit te bekrachtigen.

XXII.

ART. 16.

Dit artikel, zooals het was opgesteld door de Middenafdeeling, werd niet betwist.

Den tekst van bedoelde amendementen wijzigende, stelt de Commissie voor te zeggen : « ... Dit laatste (het *Staatsblad*) kondigt om de drie maanden de lijst af van de instellingen die de *toelating genieten*. »

In dergelijke bewoordingen opgelegd, zal de afkondiging de toegelaten instellingen nauwkeurig verwittigen dat zij onlangs of vroeger werden toegelaten ; dat was overigens de opvatting der Middenafdeeling. 't Is een gemak en een waarborg voor al wie er belang bij heeft het werkelijk bestaan en de waarde der toegelaten inrichtingen, de betrouwbaarheid eener verzekering te onderzoeken.

XXIII.

ART. 17, 18, 19.

Deze bepalingen betreffen de aansprakelijkheid, zooals zij is vastgesteld onder het stelsel van eens voorgoed bepaalde vergoeding, elk denkbeeld van schuld daargelaten.

Het vraagstuk van het *dekken der grove schuld* werd te veel besproken dan dat er nog mag op aangedrongen worden.

De Commissie kan enkel de artikelen van het wetsontwerp handhaven.

Voor het amendement, door den achtbaren heer Devigne voorgesteld in het eerste artikel, kan zij enkel verwijzen naar de Memorie van toelichting en naar het Verslag der Middenafdeeling. Deze stukken verduidelijken de regelen naar welke beslist wordt of het ongeval geschiedde *in den loop* en DOOR DE UITVOERING VAN DE ARBEIDSOVEREENKOMST. Het gerecht heeft ze wijslijk toe te passen. Dus is het voor de Commissie, die het « *dekken der grove schuld* » handhaaft, en niet enkel van de gewone schuld, onmogelijk

een voorstel aan te nemen, waarin wordt gezegd dat « de ongevallen niet » worden beschouwd als overkomen zijnde in den loop en door de uitvoering der arbeidsovereenkomst, wanneer de slachtoffers handelden in » strijd met uitdrukkelijk bevel of verbod ». Daarin bestaat meerendeels de schuld, hetzij bevelen of verbod gegeven of gedaan worden van den patroon, door wetten of verordeningen.

XXIV.

ART. 20.

Het raakt de aangifte der ongevallen.

De Commissie handhaaft de amendementen der Middenafdeeling.

De daardoor opgelegde formaliteiten zijn eenvoudiger dan in den oorspronkelijken teksts der Regeering. Dit is uitgelegd in het Verslag der Middenafdeeling. Het zal volstaan de aangifte te doen bij het gemeentebestuur; dit laatste geeft er schriftelijk bewijs van en brengt ze over. 't Kan zijn dat de arbeidsopziener niet gemakkelijk is te vinden, en hoeveel zijn er? 't Kan ook dat men den griffier niet aantreft, want in elk kanton is er slechts één. Zou er somtijds in het gemeentebestuur *niemand* te vinden zijn?

XXV.

ART. 21.

Het gaf geene aanleiding tot opmerkingen

XXVI.

ART. 22.

I. — *Scheidsrechterlijk gebied.*

De Commissie acht zich verplicht artikel 22 van het ontwerp der Regeering te handhaven : het werd overigens door de Middenafdeeling aangenomen. Dit besluit wordt gestaafd in het Verslag en in de Memorie van toelichting.

Dit artikel kent bevoegdheid toe aan den vrederechter, *in eersten aanleg*.

Toch herinnert de Commissie, op hare beurt, dat partijen onderling kunnen bespreken dat betwistingen over de vergoedingen worden onderworpen aan scheidsrechters, en zelfs dezer aanduiding regelen. Dat kunnen zij bespreken bij het sluiten van de arbeidsovereenkomst en ook nadien.

Het nieuw artikel 34, door de Middenafdeeling voorgesteld, is slechts eene toepassing van dat beginsel : de toepassing is niet beperkt tot het geval waarin de scheidsrechterlijke macht voorgeschreven is in het werkplaatsreglement.

*
* *

Onderling goedvinden van partijen volstaat.

De scheidsrechterlijke uitspraak kan dus voorgeschreven en ingericht worden door de verzekerings-polissen, door de statuten der onderlinge genootschappen. Daar dit deze gemakkelijk valt, zullen zij, die met genoegen zien dat men zich tot scheidsrechters wendt, eene reden te meer vinden om maatschappijen tot onderlinge verzekering tot stand te brengen of om overeenkomsten te sluiten met onderlinge maatschappijen tot het dekken van het risico, ingevolge het gewijzigd artikel 9. Deze maatschappijen dragen gedurende zes maanden den last der vergoedingen, in de plaats van den patroon. Welnu, zij kunnen, wat zij meermaals ook doen, in hare statuten een beding opnemen, volgens hetwelk de betwistingen die tusschen haar en hare leden ontstaan, scheidsrechterlijk worden beslecht. Daaruit zou volgen dat betwistingen over 't betalen der vergoedingen gedurende zes maanden, beoordeeld worden door de scheidsrechtbank, ingevolge de statuten ingericht.

Dus is het verboden noch moeilijk gemaakt zich te wenden tot scheidsrechters, naar goedvinden van partijen samengesteld uit mannen met bijzondere bevoegdheid in zake van de onderneming waar het ongeval voorkwam. Doch het wordt niet *opgedrongen* en 't schijnt des te minder raadzaam het door eene wetsbepaling op te dringen, daar het grondwettelijke van dergelijken maatregel wordt betwist.

Om deze redenen, vereenigde de Commissie zich niet met de amendementen der heeren Denis en Destrée, noch met dergelijke voorstellen.

II. — *Rechtsmacht tot verzoening.*

De achtbare heer Neujean, oordeelende dat het vraagstuk van grondwettelijkheid der opgedrongen scheidsrechtbanken zeer ernstig is, stelt voor :

1^o Dat het verhaal bij een scheidsrechterlijk college, voorgezeten door eenen magistraat en bestaande uit een gelijk getal patroons en werklieden, verplicht zal zijn, op straf van niet ontvankelijkheid van den eisch voor de rechtsmacht die vonnis heeft te strijken.

2^o Dat dit college, na de verzoening bepaald te hebben, een met **REDEKEN** **OMKLEED ADVIES** *moet* uitbrengen over het voorwerp der beslissing.

Dit voorstel werd zeer aandachtig onderzocht. Het werpt erge bezwaren op. Ziehier enkele daarvan :

1^o Het amendement geeft geene oplossing aan de moeilijkheden der keuze van de leden van 't college, buiten het geval dat de partijen ze vrijelijk aanstellen; er blijft steeds te regelen hoe zullen benoemd worden de mannen die bijzondere bevoegdheid hebben, volgens het uiteenlopende der ondernemingen; er blijft te beslissen of zij, evenals juryleden, *verplicht* zijn te zitten, en onder welke straffen, in geval van weigering; er blijft te regelen het vraagstuk der kosten, ten minste voor de werklieden; voor hen ware het schadelijk, ja pijnlijk, hun dagloon te verliezen, en dagenlang reis- en verblijfskosten te betalen; dit kan ook het geval zijn voor anderen, en de meest bevoegden zijn het meest aan den arbeid verbonden, en het oordeelen over betwistingen zal juist hen het meest hinderen.

2^o Geldt het enkel eene poging tot verzoening, waarom wendt men zich dan niet tot den « uit zijnen aard » *verzoenenden* vrederechter?

Is het te doen om verzoening, in een proces, waar klassenonderscheid kan gevoegd worden bij geschil over belangen, is dan de vrederechter, vreemd aan patroons en werklieden, niet de best geplaatste verzoener om ontzag in te boezemen?

Waarom overigens, zoo het enkel te doen is om verzoening, deze *vakmannen*, en *vakmannen* van twee groepen, ondersteld in geschil te zijn, die men enkel scheen te roepen om *moelijkheden van vakkundigen aard op te lossen*?

3^o Geeft dit college, bestaande uit eenen magistraat en bijzitters, de eenen werklieden, de andere patroons, een ADVIES, en wel een MET REDENEN OMKLEED advies over het voorwerp der betwisting, zoo is het geen verzoener meer; brengt het geene beslissing uit, het doet ten minste meer dan eene schatting. Doch dan volstaat het niet meer hem het geschil voor te leggen, met het oog op eene verzoening; men zou zijne middelen moeten voorbrengen en pleiten, om niet tegen zich het vooroordeel te hebben van een ongunstig advies vanwege dit bijzonder college.

De Commissie, die overigens den achtbaren voorsteller van het amendement niet hoorde, verkiest dat de zaak wordt opgedragen aan den vrederechter, dat deze de verzoening beproeft en, slaagt zij hem niet, dat hij oordeelt in den eersten graad, zich overigens omringend met al de inlichtingen die eene rechtbank verkrijgen kan. Derhalve uitte zij zich tegen dat voorstel.

III. — *Geneeskundig onderzoek en nazicht van den toestand des slachtoffers.*

De Middenafdeeling stelt voor, aan artikel 3 eene vierde alinea toe te voegen, luidende aldus :

« Van de aangifte van het ongeval af en zoolang de eisch tot herziening » der vergoedingen ontvankelijk is, heeft het hoofd der onderneming het » recht, op zijne kosten, het slachtoffer te doen onderzoeken door eenen » geneesheer dien hij aanwijst. In geval van verzet van het slachtoffer, » wordt door den vrederechter beslist, overeenkomstig artikel 22 en behou- » dens hooger beroep. Onderwerpt het slachtoffer zich niet aan de beslissing, » dan wordt over zijne aanvraag om vergoeding geene uitspraak gedaan en » kan het hoofd der onderneming de betaling der voorloopige uitbetaalde » renten schorsen. »

De Regeering heeft het nader gewijzigd (alinea 1, 2, 3 van haar nieuw artikel 22^{bis}).

Eerst en vooral trekt zij het recht van beroep in.

Dit kan de Commissie niet goedkeuren. In verhaal komen is een waarborg, door het gewoon recht aan de rechtshoorigen gegeven; de uitoefening van dat recht kan in elk geval zeer kostbaar schijnen, in deze zaak waarbij het

wellicht veelvuldig geneeskundig bezoek, ongeminderd de vraagstukken van belang rakende de vergoeding, kiesche vraagpunten van waardigheid voor het slachtoffer of zijne familie kan opwerpen.

Vervolgens stelt de Regeering tekstveranderingen voor. Deze schijnen zonder beteekenis te zijn.

De tekst moet niet zeggen dat het gerecht uitspraak doet in geval van verzet, *nadat partijen voorafgaandelijk gehoord of opgeroepen zijn*; dit is een recht, en bij gemis van tegenovergestelde bepaling, mag de zaak slechts regelmatig aan den rechter worden opgedragen, door eene dagvaarding, zoo beide partijen niet vrijwillig verschijnen.

Anderzijds blijkt uit den tekst der Middenafdeeling dat de bekrachtiging, bestaande in het verschuiven van de vraag om vergoeding en het schorsen van de betaling der voorloopig verstrekte vergoeding, uitsluitend van toepassing is « zoo het slachtoffer *zich niet aan de beslissing onderwerpt.* »

Het voorstel der Middenafdeeling is gerechtvaardigd door vroegere wetten en bedenkingen die zijn aangegeven in het Verslag; op vergaderingen van bevoegde gegadigden en door de drukpers werd het goedgekeurd.

*
* *

Er ontstond debat over de 3^o en 4^o alinea van het nieuw amendement der Regeering, alsmede over de amendementen, in hetzelfde artikel 22 voorgesteld door den achtbaren heer Lemonnier en medeleden. Zij raken het geneeskundig onderzoek.

Het debat en de beslissing kunnen in deze bewoordingen worden samengevat :

De Commissie neemt aan dat noch de handelende geneesheer, of hij door den patroon dan wel door het slachtoffer verkozen zij, noch de geneesheer door den patroon aangeduid om den toestand en de behandeling van het slachtoffer na te gaan, *door het gerecht wordt aangewezen* om het onderzoek te doen. Anderzijds neemt zij niet aan dat hunne vaststelling en hunne kostbare inlichtingen, om reden dat zij geleverd worden door een langdurend waarnemen van de verschijnselen bij den lijder, niet kunnen bijdragen om de waarheid aan 't licht te brengen; zij acht het onontbeerlijk dat de geneesheeren kunnen gehoord worden door den rechter en, als getuigen gedagvaard, gehoord in hunne verklaring en advies, nadat zij behoorlijk den eed aflegden.

Over het amendement van den heer Cousot werd aangemerkt dat, valt er te oordeelen over *stoffelijke* feiten, de rechtbanken in beginsel niet verbonden zijn door het advies van deskundigen; blijven vrij het advies van een of van drie deskundigen niet te volgen, er andere te benoemen, kortom, hunne overtuiging te vormen naar al de omstandigheden van het proces.

Er bestaat geene reden om uitzonderlijk op te dringen dat de rechter steeds drie deskundigen aanduidt, of hem *op te dringen zich te steunen op het advies van drie deskundigen*, wederzijds gekozen door den rechter, den patroon en het slachtoffer.

Dit wordt opgelegd door het groot belang der vrije uiting van de waarheid.

IV. — *Gebiedsbevoegdheid.*

Het ontwerp der Regeering, aangenomen door de Middenafdeeling, luidt dat de eenige bevoegde rechter diegene is welke verblijft ter plaatse waar het ongeval voorviel.

Deze bepaling steunde op het vermoeden dat, daar waar het ongeval voorviel, al de omstandigheden beter gekend en onderzocht zouden worden, de getuigen gemakkelijker gevonden en gehoord, de zaak spoediger en goedkooper afgehandeld.

De achtbare heer Lemonnier stelt voor dat de vraag mag gebracht worden voor den rechter in het kanton waar de hoofdzetel der nijverheidsonderneming is gelegen.

Men onderstelt dat zij in België is gevestigd.

De meerderheid der Commissie trad dit toe. Zij nam in overweging dat het ongeval kan voorkomen in eene plaats waar het slachtoffer slechts in 't voorbijgaan arbeide, waar hij noch de patroon metterwoon gevestigd zijn of verblijven, en van waar het slachtoffer na het ongeval naar huis of naar een gasthuis werd vervoerd.

Overigens oordeelde zij dat de wettige woon van den patroon doorgaans daar zijn zal waar de hoofdzetel van zijne nijverheid is gevestigd. Kan hij zich beklagen dat hij voor zijnen natuurlijken rechter wordt geroepen? In zake van roerende goederen wordt de zaak, volgens de wet van 1876 op de bevoegdheid, naar keuze van den eischer aanhangig gemaakt bij den rechter der wettige woon van den verweerder, bij dien der plaats waar de verplichting ontstond, bij dien der plaats waar zij werd of moet worden uitgevoerd. Toch dient hierop gewezen dat de hoofdzetel der nijverheidsonderneming soms niet eene der door onze wetten op de bevoegdheid beoogde plaats is, en dat mogelijk het slachtoffer, evenmin als de patroon, er is gevestigd.

V. — *Kosteloze rechtspleging.*

De achtbare heer Janson stelt voor dat elke partij *van rechtswege* het voordeel van het « *Pro Deo* » genieten zal, evenwel ter uitsluiting der verzekeringsmaatschappijen tegen vaste premiën.

Dit voordeel zullen het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden genieten.

Dient het *van rechtswege* verleend aan *alle* nijverheidshoofden zonder onderscheid, en welke ook de aard van de betwisting is, al ware deze blijkbaar ongegrond?

Dergelijke afwijking van de beginselen nam de Commissie niet aan.

* * *

De beslissingen en de uiteengezette redenen leggen uit waarom het amendement van den heer Destrée werd verworpen, alsmede al die welke enkel

bevoegdheid toekennen aan de Kamers, Raden of Rechtbanken voor scheids-gerecht.

XXV

ART. 23.

De Regeering aanvaardt het amendement der Middenafdeeling, waarbij de rechtstreeksche eisch van het slachtoffer of van de rechtverkrijgenden, in elk geval wordt toegestaan, tegen den *zelfs niet toegelaten* verzekeraar, en waarbij hun voorrecht op alles wat door hem wegens verzekering verschuldigd zou zijn aan het hoofd der onderneming, wordt bekrachtigd.

XXVI.

ART. 24.

De achtbare heer Destrée stelt een amendement voor, ingevolge waarvan zoo het akkoord over de vergoeding eenen minderjarigen werkman aanbelangt, het maar als eindvonnis zal gelden, voor zooveel het werd onderzocht en goedgekeurd door den raad (van scheidsrecht) of, bijkomenderwijs, voor zooveel het akkoord werd onderzocht en goedgekeurd door den vrederech-
op eensluitend advies van den procureur des Konings.

De Commissie nam het niet aan.

Minderjarigen worden vertegenwoordigd of bijgestaan ingevolge het Burgerlijk Wetboek of de wet op de arbeidsovereenkomst.

De voogden worden bewaakt door den bijstaanden voogd, den familie-raad en de Parketten.

Deze wet kan zich niet inlaten met de bevoegdheid of de bescherming van personen en niet afwijken van de wetten die ze regelen. Iederen dag behandelen de vrederechters processen die minderjarigen aanbelangen, zonder dat het openbaar ministerie is vertegenwoordigd bij deze rechtsmacht.

Er valt overigens op te merken dat het akkoord niet op zichzelf een *vergelijk* is. Vergelijk onderstelt eene ontstane betwisting of eene die kan ontstaan, *alsmede wederzijdsche toegevingen.*

Doorgaans zal er, in geval van overlijden (en dan vooral zijn minderjarigen er bij betrokken) geene reden tot betwisting zijn.

XXVII.

ART. 25.

Geene aanmerking.

ART. 26.

Een amendement van den heer Destrée strekt om de verjaring van den eisch betreffende de vergoedingen *tot een jaar* te verminderen.

Dien tijd acht de Commissie te kort.

De strafrechterlijke eisch verjaart eerst na minstens drie jaar.

De burgerrechtelijke eisch zou sedert nagenoeg twee jaar niet meer bestaan, wanneer de rechtbanken den patroon tot gevangenisstraf zouden veroordeelen, omdat hij door zijne schuld het ongeval veroorzaakte! Verjaring van den burgerrechtelijken eisch zou de zaak niet vergeten laten!

Na verloop van een jaar, zijn eenerzijds de middelen om het g^erecht in te lichten niet verloren, en bijgevolg is er geene reden voorhanden om alle geding te ontzeggen; en 't bewijs daarvan is, dat de openbare eisch kan ingesteld worden; anderzijds kan na eenen zoo korten tijd niet worden vermoed dat het recht niet heeft bestaan of vervallen is: dat is eene der redenen tot verjaring.

De Commissie verwerpt het amendement.

ART. 27.

De heer Destrée vraagt dezès weglating en stelt voor dat de burgerlijke eisch ontvankelijk zal zijn voor de strafrechtbanken, terzelfder tijd als de boetstraffelijke vervolging.

Om de redenen, opgegeven in de Memorie van toelichting, kon dit amendement niet aangenomen worden.

ART. 28 EN 29.

Gaven geene aanleiding tot opmerkingen.

ART. 30.

Een amendement van den heer Denis, rakende de samenstelling van de Commissie voor de arbeidsongevallen, werd vroeger door de Middenafdeling goedgekeurd en door haar overgenomen.

Een nieuw amendement van den heer Consot zegt dat deze Commissie bestaan zal uit elf leden, waaronder drie geneesheeren.

De Commissie verwerpt het, doch wij hebben de eer voor te stellen dat de Commissie voor de arbeidsongevallen eenen *door de Academie van geneeskunde aangeduiden geneesheer zal bevatten.*

ART. 31 EN 31^{bis}.

De amendementen van de achtbare heeren Cooreman en Léon Cambier werden onderzocht en verworpen bij het onderzoek van artikelen 8^{bis}, 16 en 16^{bis}.

ART. 32.

Aan dit artikel verbond de achtbare heer Denis een amendement dat artikel 31 raakt. Het strekt om te bepalen dat de Nationale kas van verzekering tegen arbeidsongevallen zelfstandige rechtspersoonlijkheid heeft; dat zij werkt onder waarborg van den Staat, — dat zij tarieven maakt die

toepasselijk zijn op alle klassen van werklieden, op ondernemers-ambachtslieden, die dezelfde gevaren loopen, en op daglooners en dienstboden; — dat zij, bij het vaststellen harer tarieven, er zich op toelegt de verzekering tegen den kostenden prijs te verwezenlijken.

Artikel 31 luidt: « De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wordt gemachtigd verzekeringen aan te gaan tegen het gevaar van ongevallen, bij deze wet voorzien.

» De algemeene voorwaarden en de tarieven van deze verzekeringen worden bij Koninklijk Besluit goedgekeurd. »

Wat de volgende aanmerkingen uitlokt :

1^o Uit hoofde zelf van den aard der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, onder waarborg van den Staat, behoort het der Regeering uitleggingen te geven ;

2^o Het spreekt vanzelf dat de verrichtingen zouden geschieden onder waarborg van den Staat en volgens de regelen die hij zou voorschrijven, en dat de boekhouding en de verrichtingen der verzekering zijn afgescheiden van de andere verrichtingen en diensten ;

3^o Deze wet raakt niet alle klassen van werklieden, veel minder ondernemers en dienstboden. Dus kan zij onmogelijk *bevelen* de hen betreffende tarieven te maken.

De Commissie nam het amendement niet aan.

*
* * *

De achtbare heer Hoyois stelt voor om *te beperken tot een jaar*, de uitoefening van het aan verzekeraars en verzekerden toegekend recht om de overeenkomsten van verzekering, gesloten vóór de afkondiging van deze wet, op te zeggen.

De achtbare heer Destrée stelt voor te bepalen dat de polissen betreffende het risico, door deze wet voorzien, van rechtswege opgezegd zouden zijn den dag dat deze wet in werking treedt.

Vernietiging door de wet zelve kan voor gevolg hebben dat vele personen, niet wetende dat *hunne overeenkomst* is opgezegd, *hoegenaamd niet meer verzekerd* zouden wezen, ofschoon zij het meenen te zijn, ten minste voor zeker risico.

In Frankrijk is de zaak geregeld door de afzonderlijke wet van 29 Juni 1899. De Kamer der afgevaardigden had de opzegging van rechtswege aangenomen; de Senaat verwierp ze om reden dat zij in strijd is met de vrijheid der overeenkomsten; de Kamer legde zich neer bij het gevoelen van den Senaat. Er valt op te merken dat hier geen spraak is van nietige overeenkomsten, als zijnde in strijd met de wet. (*Zie verslag der Middenafdeeling.*)

Derhalve aanvaardde de Commissie niet het amendement van den heer Destrée.

Wat ditgene van den heer Hoyois betreft, oordeelde zij vooreerst dat de verzekeraars geen jaar zullen toeven om de polissen op te zeggen, doch dadelijk eene nieuwe overeenkomst voorstellen. En waarom zou men aan de

verzekerden, die geene opzegging kregen, hun recht ontnemen, om reden dat zij het niet binnen het jaar uitoefenden?

Waarom aan beide partijen het recht onttrekken eene verzekerings-overeenkomst op te zeggen, waarvan de bepalingen niet meer overeenstemmen met de gevaren, met de gevolgen van ongevallen, zooals zij door de nieuwe wet omschreven en geregeld zijn.

De Commissie nam het niet aan.

* * *

Als overgangsmaatregel, stelde de Regeering een nieuw artikel 32^{bis} voor.

[ART. 32^{bis} (nieuw).]

« De hoofden van bijzondere ondernemingen, waarbij geen gebruik wordt »
 » gemaakt van werktuigen die door eene andere dan menschen- of dieren- »
 » kracht worden bewogen, kunnen, zoo zij niet regelmatig ten minste vijf »
 » werklieden bezigen, bij wijze van overgang kiezen dat het stelsel van het »
 » gemeen recht worde behouden, voor zoover betreft de aansprakelijkheid »
 » voor de ongevallen waarvan hunne werklieden het slachtoffer mochten »
 » worden vóór het eindigen van een termijn van drie jaren, te rekenen van »
 » het in werking treden dezer wet.

» Deze keuze zal dan alleen van kracht zijn wanneer zij is gedaan en »
 » bekend gemaakt op de wijze vereischt voor de verklaring bij artikel 2 »
 » voorzien; zij kan op dezelfde wijze worden ingetrokken. »

Voor dezen tekst werd geene meerderheid gevonden. Doch vele leden der Commissie houden zich onledig met de vraag of men niet, zooals de andere wetgevers deden, vermijden moet ineens aan de wet eenen breederen werkkring te geven dan dien van alle wetten. Hier goldt het niet onmiddellijk en ineens aan den werkkring dezer wet die volledige ruimte te geven: men onderstelde dat de Regeering gemachtigd zou kunnen worden trapsgewijze de toepassing uit te breiden op ondernemingen van weinig belang; men deed aanmerken dat het voor de hoofden van die ondernemingen moeilijk valt zich in groepen te vereenigen, onderlinge maatschappijen tot verzekering te vormen; welnu, deze wijze van verzekering vindt zeer levendigen en talrijken bijval.

Talrijke leden der Commissie stelden zich de vraag of er geen overgang diende voorbehouden op de volgende wijze: deze wet zou niet van toepassing zijn op sommige klassen van ondernemers, op de weinig belangrijke; doch haar tekst zou aan de Regeering de macht geven om aan het wettelijk stelsel te onderwerpen diegene van deze nijverheidstakken welke, uit hoofde van de gevaren voor het gebezigd personeel, niet in bedrijvigheid kunnen komen zonder voorafgaande machtiging. Zij behielden zich voor, deze zaak te onderzoeken.

ART. 33.

Daaraan werden geene amendementen voorgesteld.

ART. 34.

Het betreft het stelsel der *Gezamenlijke Kassen van Voorzorg en Onderstand ten voordeele der mijnwerkers*.

De Middenafdeeling stelde een nieuw artikel voor. Haar amendement beantwoordt aan de voornaamste wenschen der gegadigden, werklieden en patroons, en is daarenboven eene zeer ruimere toepassing van de mutualiteitsbeginselen.

Het werd in de algemeene beraadslaging niet bestreden, ofschoon vele redenaars er over spraken.

Zij schenen het vooral gemunt te hebben op de vraag of het voordeel van het door de Middenafdeeling voorgedragen stelsel bepaald verworven zou zijn.

In beginsel nam de Regeering het nieuw artikel 34 aan, zelfs als eindstelsel.

De Minister van Nijverheid en Arbeid sprak in de Kamer over zekere wijzigingen, van overigens weinig belang. Doch tot hiertoe diende hij geen amendement, geene wijziging in of kondigde het niet aan.

De Commissie kan enkel bevestigen wat gezegd is over het nieuw artikel 34. Op hare beurt verklaart zij dat het werd voorgesteld om een *bepaald*, geen overgankelijk stelsel in te voeren.

Ook verklaart zij dat, zooals in het Verslag der Middenafdeeling is uitgelegd, het voor de mijnen aangeboden stelsel enkel eene toepassing is van de beginselen van het wetsontwerp, door den wetgever zelven gedaan, uit hoofde van zekere bijzondere afwijkingen van de ontworpen wet, bijvoorbeeld die welk is toegebracht aan artikel 4.

Het ontwerp van den heer Nyssens huldigde het beginsel in uitdrukkelijke bewoordingen (art. 16 en 17), het vermeldde met name de « *Gemeenschappelijke Kassen van Voorzorg* ». Doch de Memorie van toelichting van het nieuw ontwerp en het Verslag der Middenafdeeling doen uitschijnen dat het beginsel in deze wet is gehandhaafd.

ART. 35.

Een amendement van den heer Pepin loopt ineen met dit van den heer Lemonnier.

ART. 36 EN VOLGENDE.

Amendementen van de heeren Janson en Denis.

Deze voorstellen strekken om *vergoedingen* te doen toekennen, zelfs onder den vorm van renten, aan personen die vroeger het slachtoffer van ongevallen waren.

Deze vergoedingen zouden ten laste van den Staat vallen.

Te dien einde zou een bijzonder fonds worden ingericht van de door den Staat toegekende sommen, en het fonds zou worden gestijfd door eene jaarlijkse niet beperkende toelage van één millioen frank, uitgetrokken op

Staat's gewone begrooting, en voor de eerste maal op de begrooting voor 1903.

Eene bijzondere wet zou de noodige middelen verschaffen om bovenbedoelde dotatiën te vormen.

De Commissie was van oordeel dat deze gezamenlijke bepalingen van weldadigheid niet binnen het bereik van het wetsontwerp vallen; dit laatste strekt tot niets anders dan op rechtskundige wijze te regelen de vergoeding van schade, voortspruitende uit arbeidsongevallen.

De Verslaggever,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

De Voorzitter,

W. HEYNEN.



(48)

MINDERHEIDSNOTA.

Deze beknopte nota dient uitsluitend als protest ten voordeele van verplichte en onderlinge verzekering, die onafscheidbaar verbonden zijn. Voor het overige kan ik enkel verwijzen naar mijne eerste nota, aan het verslag der Middenafdeeling toegevoegd.

In verplichte verzekering zag men enkel eene bijzondere ondergeschikte wijze om het betalen van de vergoedingen te waarborgen, en daar men het stelsel opvatte en aannam van verzekering tegen het onvermogen van den werkgever, zoo dacht men gemachtigd te zijn de verplichte verzekering tegen ongevallen van de hand te wijzen. Passende en op practisch gebied stellige vertolking van het begrip zelf van het beroepsgevaar, onafscheidbaar van eene uitgebreide solidariteit der nijverheid, is verplichte verzekering dan ook de eenige vaste waarborg van het overwicht der mutualiteit met hare weergalooze voordeelen; de heer Nyssens, die ten onrechte voor de verplichting terugdeinsde, vergat echter nooit dat de gepaste vorm van verzekering de *mutualiteit* is; derhalve nam hij in zijn ontwerp de bepaling op, dat alleen de aansluiting bij eene voorzieningskas zou medebrengen dat de verzekeraar in de plaats treedt van de verplichtingen van den verzekerde. De verzekering, door toedoen van kapitalisten, de nijverheid van verzekering tegen vaste premiën, was dientengevolge maar eene tijdelijke instelling; dat zij zonder twijfel zou verdrongen worden, zelfs met het stelsel der vrijheid, lag besloten in die ongelijkheid zelve. 't Was onrechtstreeksche of verdaagde verplichte mutualiteit.

De bepaling van den heer Nyssens werd van de hand gewezen, evenals de rechtstreeks verplichte verzekering. De onderlinge verzekering mist voortaan een veilig steunpunt, de gelegenheid om zich bepaald en spoedig uit te breiden; de verzekering tegen vaste premiën zal weten de meest onwrikbare stellingen in te nemen, en de trage en lastige pogingen der vrije onderlinge verzekering en der officieele propaganda vooruit te loopen.

In Frankrijk bereiken de verrichtingen der onderlinge verzekering in 1902, volgens den heer Guyot, 600 millioen frank werkloon, die der verzekeringen tegen vaste premiën daarentegen, volgens den heer Vermot, 2 milliard. De onderlinge verzekering bereikt dus minder dan het vierde van het algeheele werkloon, of 25 t. h. Het vooruitzicht is nog minder geruststellend voor België, omdat vrije onderlinge verzekering de tallooze verspreide, niet ingerichte bestanddeelen der kleine ondernemingen zou moeten schokken. De onwrikbare statistiek teekent den onvermijdelijken werkring af van de verzekering tegen vaste premiën onder een stelsel van vrijheid.

Eigenlijke nijverheid (1).	Ondernemingen. T. h.	Werklieden. T. h.
Zeer kleine nijverheid (geene werklieden)	165,000	70.08 (Memorie).
Kleine nijverheid, 1, 2, 3, 4 werklieden	54,500	24.09 93,000 13.92
Gemiddeldenijverheid, 5 tot 49 werklieden	14,800	5.12 177,000 23.96
Groote nijverheid, 50 tot 499 werklieden.	1,500	0.63 250,000 36.66
Zeer groote nijverheid, 500 werkl. en meer	200	0.08 150,000 23.46

Het hoofdgebrek van het aangenomen stelsel ligt in de verandering die het voorbereidt.

't Is met het oog daarop dat het voor mij plicht schijnt nogmaals noodlottige dwalingen te keer te gaan, waaraan zelfs door hen, die het best gezind waren in deze heugelijke beraadslaging, werd toegegeven.

In geen enkel ander land is men verplicht geweest, voor het oplossen van 't vraagstuk der vergoeding voor arbeidsongevallen, met meer ijver de voor den arbeider voordeeligste uitslagen te betrachten met het *minimum* van lasten, omdat geen enkel ander land nauwer ingelijfd is met de internationale huishoudkunde. Daartoe geraakt men slechts door algemeen gemaakte onderlinge verzekering; en juist de voorbereidende werkzaamheden verschaffen ons de bestanddeelen eener machtige en heilzame synthesis, welke Duitschland zelf niet verwezenlijkte, maar welke de Deutsche wetenschap voorzien heeft, wat nog niet genoeg werd gezegd en herhaald :

« Verplichte verzekering, zegde Zacher op het Congres te Dusseldorf, streeft rechtstreeks naar het doel, door de aan verzekering onderworpen ondernemers te vereenigen, om er onderlinge maatschappijen van te maken en door aldus de voorzorg tegen ongevallen te waarborgen aan alle personen die ze behoeven. Deze ondernemers-vereenigingen kan men inrichten ofwel bij beroepen (Duitschland), ofwel bij omschrijvingen (Oostenrijk), naar gelang de bijzonderste nijverheidstakken voor een zelfde beroep dicht bij elkander gelegen of verspreid zijn, doch beide vormen van inrichting kunnen samenbestaan : de beroepsinrichting voor de *groote nijverheid*, de *gebieds*-inrichting voor de beroepen op *gemiddeld kleine schaal* uitgeoefend, en zij kunnen zich onderling aanvullen (2). »

Dat juist konden wij inrichten, door alle verzekering tegen vaste premiën uit te sluiten, door middel van voorzieningskassen en van de Spaarkas, mits de voorwaarden te regelen van de keuze tusschen beide wijzen van onderlinge verzekering.

Zelfs zijn wij van oordeel dat men van nu af aan, in zijne breedste opvatting en op onherroepelijke wijze, het beginsel der wet kan stellen, zooals werd gevraagd door de heeren Beauduin, Cambier, Destrée, behoudens onze toepassingen van de verplichte mutualiteit trapsgewijze te doen.

Door deze trapsgewijze toepassingen, door het bevestigen van de twee stelsels van toepassing : gebieds- en beroeps-mutualiteit, door de Regeering te machtigen om de verplichting uit te strekken tot de kleine onder-

(1) *Nijverheidsopneming*, XVIII, blz. 15.

(2) Dr ZACHER, *L'assurance en Europe*.

nemers, lost men de hoofdbezwaren van het vraagstuk op; men vertraagt geenszins de hervorming, daar waar onmiddellijke toepassing voor allen mogelijk wordt bevonden, en plaatst de beginselen boven alle nieuw debat; ongetwijfeld werden in de wetten van andere landen landbouw en nijverheid afgescheiden, doch in de Duitsche wetten worden zij steeds meer vereenigd, en koninklijke besluiten kunnen de verschilnakende karaktertrekken aanduiden. Men zou kunnen bepalen :

« De vergoeding van schade, veroorzaakt door ongevallen, overkomen aan werklieden in private en openbare ondernemingen, tijdens en door de uitvoering van de *arbeidsovereenkomst*, beheerd door de wet van 10 Maart 1900, wordt verplichtend geregeld naar luid van de bepalingen dezer wet.

» Bijgevolg zijn deze bepalingen van toepassing op :

- » 1° Nijverheidsondernemingen ;
- » 2° Ondernemingen van vervoer ;
- » 3° Handelsondernemingen ;
- » 4° Landbouwondernemingen.

» Insgelijks zijn zij, onder dezelfde omstandigheden, van toepassing op het vergoeden van de ongevallen voorgekomen tijdens en door de uitvoering van eene *dienstverhuring*.

» De Regeering is gemachtigd de toepassing uit te breiden tot ondernemers die, dezelfde werken uitvoerende als de arbeiders, aan dezelfde gevaren blootstaan. »

Ten opzichte der ondernemingen, geregeld door de arbeidsovereenkomst, zou men het tijdsbestek aannemen dat door het ontwerp is bepaald voor de toepassing van de verplichte onderlinge verzekering, behoudens de Regeering te veroorloven het tijdsbestek met een jaar te verlengen voor landbouwondernemingen die geen bijzonder gevaar opleveren, met twee jaar voor werken geregeld door de *dienstverhuring*, zoodat de inrichting van de verzekering in min dan vier jaar is verwezenlijkt.

Ongetwijfeld mag men met den heer verslaggever voorzien dat de afgescheiden oplossing, wat den landbouw betreft, zoo spoedig kan geschieden als de oplossing voor de nijverheid; doch hier zouden wij niet eene *mogelijkheid*, maar eene *zekerheid* hebben.

Om de onderneming te vergemakkelijken, zou men ook, zooals wij voorgesteld, kunnen bepalen dat de Staat tijdelijk, overgankelijk en afnemend zal bijdragen in de betaling der premiën, en, zodoende, het stelsel gemakkelijker doen aannemen. Men neme al of niet deze aanvankelijke uitbreiding aan, de oplossing blijft toch dezelfde.

De verplicht gemaakte keus tusschen de beroepsvereniging en de gebiedskas, naar de wetenschappelijke en rechtskundige bedingen door wet en verordeningen bepaald, ziedaar de waarlijk heilzame zending van den wetgever, en niet genoeg kan ik zeggen hoe diep ik betreur dat men van dit redematig middel afziet.

Daardoor ook zouden de aanvullende verzekerings-inrichtingen zich vooral uitbreiden : iedereen begrijpt de geregelde tusschenkomst der zie-

kenfondsen bij tijdelijke ongeschiktheid; het algemeenmaken van de verzekering tegen ziekte staat overal in verband met de inrichting van de verzekering tegen ongevallen, en dat algemeenmaken veroorlooft eene onderlinge wezenlijke verdeeling der werkingen.

Moeten de onderlinge arbeiders-vereeningen, aan de Spaarkas verbonden, eene nog meer uitgebreide zending vervullen, zooals de heeren Dejacé, Dallemagne, Hubert, het voorstellen (1), dan is 't ook noodig dat deze Middenkas zelve geroepen zij tot eene machtige uitbreiding, wat alleen mogelijk is in de door mij aangewezen voorwaarden.

Om de arbeiders-mutualiteiten te doen bijdragen, zelfs voor tijdelijke ongeschiktheid, is er ook eene rechtskundige hervorming noodig; aangezien de mutualiteiten nog niet volkomen algemeen zijn in België, en er nog verschil bestaat tusschen erkende en niet erkende, zou een nieuw type wettig dienen algemeen gemaakt: bijzondere mutualiteit voor ongevallen, zooals er mutualiteiten voor lijfrente bestaan; zij zou zich uitstrekken over ééne of meer gemeenten en ingericht zijn naar de grondslagen van koninklijke besluiten, daar waar ze noodig worden bevonden; de thans bestaande al of niet erkende mutualiteiten zouden er eene kunnen oprichten, die eene bepaalde rechtspersoonlijkheid heeft, zonder voor 't overige iets van hare huidige onafhankelijkheid te verliezen; door den Staat met toelagen bedeed, zou zij ook eerlang het vraagstuk laten oplossen, dat werd gesteld door den heer Heynen, voorzitter der Middenafdeeling: geneeskundige bijstand ten plattelande.

Wat men *vrijheid van verzekering* heet, zal ons tegenover een uiterst ingewikkeld stelsel plaatsen, welks uitslagen bewijzen hoe vormelijk, ondoelmatig en teleurstellend vrijheid van verzekering is.

Dit stelsel zal, *uit zijnen aard zelf*, meer kosten dan het stelsel der onderlinge verzekering dat de toestand medebracht, en wel om deze tweevoudige redenen:

1^o « Het stelsel van vrije verzekering kost veel meer, vermits de onderverdeeling in zooveel verzekeringsinrichtingen de volkomen vergoeding van de gevaren uitsluit, alsmede de verlaging van de kosten bij ongevallen, door verplichte verzekering verworven. » (Zacher.)

2^o De onderstelde verandering bestudeerende van het stelsel der verdeling in Duitschland in stelsel van kapitalisatie, berekent de heer Fuster den last der *algemeene* kosten, die zouden te betalen zijn boven de zuivere premie, in verband tot het risico; voor eene gemiddelde handelspremie van fr. 1.83 per 100 frank werkloon, stelt hij het volgende vast:

« De verhooving (algemeene kosten) bedraagt gemiddeld, gedurende de vier jaar 1894-1897:

- » 0.20 t. h. van het werkloon;
- » 12 t. h. van de zuivere premie;
- » 10 t. h. van de algeheele premie, handelspremie (zuivere premie verhoogd met de algemeene kosten).

(1) DEJACÉ, *Le rôle de la mutualité*.

» Men ziet dat wij verre zijn van de 25 tot 30 t. h. van de handelspremie, door de Fransche verzekeringsmaatschappijen geëischt voor hare algemeene kosten (1). »

Is het waar, — ik kan er mij niet van overtuigen, — dat de wetenschap voorgoed heeft aangenomen dat het stelsel van kapitaalvorming hooger staat dan dit der verdeeling, waarom verzwaart men nog de lasten van het stelsel, waaraan juist eene overdreven samentrekking van kapitalen wordt verweten?

En daar gaan wij lichthartig naartoe. Al ware dergelijk stelsel bepaald in Frankrijk aangenomen, hoe kan dat billijk in België gebeuren? In Frankrijk komt het bedrag der vergoedingen dit van Duitschland nabij, doch in België blijft het er nog verre van : 30 t. h. van het werkloon, in stede van 66 t. h., voor algeheele ongeschiktheid; van 25 tot 40 t. h. ten hoogste, in stede van 60 t. h., voor de overlevenden.

Om welke redenen doet men dan dat overgroot doode gewicht op de nijverheid drukken? Dat de nijverheidshoofden, onder voorwendsel van vrijheid, er in toestemmen de meest kostende wijze te verkiezen om hunne wettelijke verplichting na te leven, en dat zij als inbreuk op hunne vrijheid beschouwen wat enkel het zekerste en goedkoopste middel is om hunne wettelijke verplichtingen na te komen, dat kan men nog aannemen; maar terwijl de vergoeding blijkbaar onvolledig is, terwijl zij kan en moet grooter worden zonder inbreuk te maken op de algemeene voorwaarden van mededinging, terwijl alle overtollige en nuttelooze lasten mogelijk kunnen terugvallen op het gansche volk, krachtens welke beginselen besluit de wetgever daartoe? Hoe onttrekt hij die de verplichting oplegt, zich aan de redelijke wijze van verplichting? Hoe kan die vergoedt, er toe besluiten aldus eene onvolledige vergoeding onwederroepelijk te maken? Want vergeet niet dat het plechtige vergelijk dat de wet zal verwezenlijken tusschen kapitaal en arbeid, als onherroepelijk zal worden opgevat, en dat de wijze van verdeling, doordien zij de maatschappijen voor verzekering tegen vaste premiën veroorlooft zich te beroepen op verworven rechten, eenen onherstelbaren toestand zal verwekken.

De Deutsche opvatting, die zich de vergoeding zelve ten doel stelt, is veel beter. In elk geval is het voor ons van overwegend belang het bedrag der vergoedingen volgens de Deutsche wet te huldigen als *minimum*-grondslag van het internationaal huishoudkundig recht, als normale voorwaarden van mededinging onder de volken, en rechtstreekschen last voor de nijverheid.

't Is ook eene der algemeene redenen waarom wij volharden in onze afkeuring van het stelsel van overdracht, gegrond op het berekenen van de rente op den leeftijd van het slachtoffer. In dit stelsel zag men eene strengere rechtvaardigheid, eene eenvoudigere en zekerdere wijze van berekening. Evenals de last der verdeling rechtstreeks drukt op de *nijver-*

(1) FUSTEN, *Allemagne et Autriche. Nouveaux renseignements sur le risque-accident et le coût de l'assurance.* (Bulletin du Comité permanent des accidents du travail, 1899, n° 2, bl. 272.)

heid in haar geheel, evenzoo wordt de vergoeding opgevat met het oog op de gezamenlijke overlevenden, de eischen van hunnen toestand : al de weduwen ondersteund tot aan haar overlijden, al de weezen in dezelfde voorwaarden ondersteund tot den ouderdom waarop zij aan 't werk gaan, hoe beperkt ook het waarschijnlijk leven des vaders kon zijn en hoe gering ook de opbrengst der kapitaliseering van het waarschijnlijke dagloon. Zoo is de *maatschappelijke* opvatting van de vergoeding, afgescheiden van de *persoonlijke* opvatting dezer vergoeding, in verband gebracht met den leeftijd van het slachtoffer.

En dit is geene *overgevoeligheid*, zooals smadelijk werd gezegd, 't is eene *maatschappelijke* opvatting van het Recht. Wat de berekeningen aangaat, steeds blijft voor mij het wetenschappelijk gezag van den heer Lepreux (1) machtig, doch hij weerlegde de tegenwerpingen van den heer Trasenster niet en antwoordde niet op de mijne : trouwens, voor het berekenen van de renten op den leeftijd van het slachtoffer, neemt hij de *algemeene sterftetabellen*. Dat is niet redematig; volgens dit stelsel, dient men de bijzondere tabellen voor iedere nijverheid of nijverheidsgroep te nemen. En ziet men niet welke bezwaren, welke botsingen wij zouden ontmoeten?

De beginselen en dezer loziek. — Het zoo bewonderd scheidsgerecht is zoo goed een toevoegsel aan mutualiteit dat men het handhaaft voor de voorzieningskassen der mijnwerkers. Doch, wat men er ook van zegge, van lieverlede moest men al de formules in het aangenomen stelsel opofferen, en het onvermijdelijk gevolg is dat terwijl in het Duitsche stelsel de gezamenlijke tussehenkomst van meester en werkmán overal voorhanden is, zij hier nagenoeg nergens zal te vinden zijn.

De Regeering dient lof toegezwaaid, omdat zij toegaf op de hoofdzaak der genees- en artsenijkosten, doch de beperking voor zekeren tijd moet billijkerwijze verdwijnen, en de hospitaalkosten moeten er noodzakelijk bijkomen voor alle redelijk stelsel van mutualiteit. Volgens de tabellen van 1886 tot 1892, bereken ik dat in Duitschland de algeheele kosten, verwekt door de verpleging van gekwetsten, de volgende aandeelen bedragen in de gezamenlijke vergoedingen en onderstand, krachtens de ongevallenwet (2) :

Gemiddeld op 7 jaar.

Arbeidsongeschiktheid, geneeskundige hulp.	4.5 t. h.
Verblijf der gekwetsten in 't gasthuis, hospitaalkosten, onderstand aan vrouwen en kinderen.	6.8 —
	11.3 t. h.

van de gezamenlijke vergoedingen en onderstand, waarbij te voegen is het aandeel ten laste van de nijverheid in de kosten van ziekte voor de dertien eerste weken.

(1) *Observations sur l'article 4 du projet*, door den heer Lepreux.

(2) *Étude sur les derniers résultats des assurances sociales en Allemagne et en Autriche*, 1^o gedeelte : *Accidents* (Office du travail français), 1894, blz. 35, zie de tabel als bijlage.

In de ziekenkassen bedragen de genees- en artsenkosten nagenoeg 30 t. h. van de gezamenlijke lasten, waarvan de kosten voor gekwetsten gedurende de dertien eerste weken een gedeelte uitmaken : al de uitgaven voor ziekten bedragen gemiddeld 1.8 t. h. van het werkloon ; het derde valt ten laste van de nijverheid. Ziedaar de gezamenlijke oplossing der Duitsche mutualiteit.

De inrichting tot het voorkomen van ongevallen behoort tot de meest bewonderenswaardige gedaanten van de mutualiteit. Meesters en werklieden vereenen hunne pogingen, en zoo geschiedt de gezamenlijke opleiding op 't gebied van vooruitzicht.

Eenige regelen uit het verslag van den heer Hartman, te Dusseldorf, doen den verwezenlijkten vooruitgang uitschijnen : « Pas twintig jaar geleden, had men op 't gebied van technische voorkoming van ongevallen nog slechts enkele eerste proefnemingen aan te stippen... Heden zijn de technische stelsels en beschermingstuigen bij alle nijverheidstakken zoo aanzienlijk als zij verdienen. Met het oog echter op de talrijke slachtoffers van den arbeid en het toenemen der gevaren naarmate de nijverheid zich uitbreidt, is het volstrekt noodig niet onderwege stil te blijven, maar integendeel steeds vooruit te streven. » Het verslag van Klein doet uitschijnen *wat nog is te verwezenlijken*.

In de nijverheid veroorzaakt de schuld des patroons nog 16.81 t. h. van de nijverheidsongevallen, en die van de arbeiders 29.89 t. h.

Zooals het thans met de behoedstuigen gesteld is, zijn er nog 42.05 t. h. van de ongevallen aan de beroepsgevaren te wijten (1).

Ziedaar den werkring voor gezamenlijke voorziening, voor de uitmuntendste onafgebroken opleiding : het gebied der mutualiteit. Hier nogmaals is het te betreuren dat een amendement van den heer Janson, het inrichten van voorkoming, verworpen werd.

Het inrichten van het waarborgfonds door de Regeering, die uitging van een onbetwistbaar rechtvaardigheidsgevoel, is een nieuw stuk van een reeds ingewikkeld raderwerk, en getuigt van de dringende noodzakelijkheid om tot eene echte inrichtingsopvatting te komen. Dat fonds is niet hetzelfde als hetgeen de Fransche wet huldigt; deze wet voorziet immers een gedeeltelijk betaalonvermogen, zelfs bij de verzekeringsmaatschappijen, en niet zonder reden : hier eischte men enkel eene bijdrage van de niet verzekerden en van hen die geene voldoende waarborgen van vermogen opleveren, uit hoofde van hun gevaar van onvermogen. Hoe dat mogelijk gevaar berekend voor eene vlottende bevolking van niet verzekerden en hoe de premiën indeelen? Worden de opgelegde bijdragen nagenoeg per hoofd berekend, dan kan de indeeling volkomen onrechtvaardig zijn, en worden ze berekend naar de gevaren van ongevallen, dan schijnt het stelsel eene bedekte wijze van verplichte verzekering, doch met deze vermindering dat het berekenen van het gevaar minder en minder bepaald kan geschie-

(1) C. HARTMAN, *Le développement des moyens fournis par la technique en Allemagne pour prévenir les accidents*; KLEIN, *La statistique allemande des accidents*.

den, dat de last steeds zwaarder wordt en de instelling steeds onvaster. De vrijheid tot niet verzekeren wordt een voorrecht dat in België enkel kan bestaan voor ten hoogste 100 ondernemingen op meer dan 71.000 (1), en de wet werpt op al de andere ondernemingen een vernederend vermoeden van mogelijk onvermogen. 't Is het rantsoen der zoogezegde vrijheid, maar 't is ook de weerwraak van het redematig beginsel der miskende verplichte mutualiteit.

Men zegt ons dat de bedreiging met de belasting voor onvermogen een prikkel voor de verzekering zal wezen. 't Zij zoo, doch het stelsel zal ook dit zonderlinge opleveren, dat zoo eene maatschappij met vaste premiën tot verval geraakt, de vergoeding van het ongeval teniet gaat, terwijl er bij niet-verzekering steeds stellige vergoeding zal zijn, vermits het de Staat is die betaalt. Derhalve vergt de onverbidde logiek ook het inrichten van een waarborgfonds, en wij zullen tegenover de geschiedenis staan met het volgende zonderling stelsel :

Verzekeringen tegen vaste premiën, op verre na de talrijkste ;

Verzekeringen door beroepsverenigingen ;

Verzekerden door de gebieds-mutualiteit (Spaarkas) ;

Nietverzekerden die declachtig zijn aan het fonds voor onvermogen of van waarborg (Deposito- en Consignatiekas) ;

Nietverzekerden die daar niet toe bijdragen ;

De eindelijke en onvermijdelijke inrichting van een nieuw waarborgfonds, insgelijks door den Staat gesticht.

Twintig jaar ervaring en de wetenschap der groote volken zullen ons teruggebracht hebben tot het minst samenhangend, het meest tegenstrijdig, het meest schadelijk, het minst vruchtbaar stelsel, met het oog op voorkoming en verstandhouding tusschen werkgevers en arbeiders, het meest empirisch stelsel ; en de zoogezegde vrijheid zal, evenals de verplichte mutualiteit zelve, doch langs de ergste kronkelwegen, slechts den hoogsten waarborg hebben gevonden in het vermogen van den Staat.

OVERGANGSBEPALING.

't Ware wenschelijk geweest het voorstel van den heer Janson grondig te onderzoeken. 't Is te vreezen dat het in de openbare bespreking opgeofferd zal worden, doch vastberaden verklaar ik mij voor het beginsel

GELIJKHEID VOOR VREEMDELINGEN.

Dit is eene gewichtige aanwinst. Zij moet een beginsel worden van het internationaal huishoudkundig Recht, en voor ons is het onmiddellijk plicht de vraag voor te leggen aan de Internationale Vereeniging tot Bescherming van den Arbeid.

H. DENIS.

(1) Zie *Nijverheidsopneming*, XVIII^e deel.

(58)

ANNEXE.

N. B. La Commission se réfère aux amendements de la Section Centrale, sauf les propositions nouvelles ci-après :

Amendements présentés par la Commission.

ART. 2.

Ajouter au texte de la Section Centrale un dernier alinéa conçu en ces termes :

La déclaration peut être révoquée dans les formes réglées aux alinéas précédents; cette révocation produit ses effets suivant les règles consacrées par ces dispositions.

Après l'article 3, intercaler un article 3^{bis} ainsi conçu :

ART. 3^{bis}.

Le chef d'entreprise est, conformément aux dispositions ci-après, tenu des frais médicaux et pharmaceutiques causés par l'accident et faits pendant les six mois qui ont suivi ce dernier.

Si le chef d'entreprise a institué, à sa charge exclusive, un service médical et pharmaceutique et en a fait mention dans une clause spéciale du règlement d'atelier, la victime n'a pas le choix du médecin et du pharmacien; il en est de même lorsque, à défaut de règlement d'atelier, les parties sont, par une stipulation spéciale du contrat de travail, convenues que le service est institué par le chef d'entreprise.

BIJVOEGSEL.

N. B. De Commissie houdt zich aan de amendementen der Middenafdeeling, behalve de navolgende nieuwe voorstellen :

Amendementen aangeboden door de Commissie.

ART. 2.

Aan den tekst der Middenafdeeling een laatste lid toe te voegen, luidende als volgt :

De aangifte kan worden ingetrokken op de wijze bij de voorgaande alinea's geregeld; deze intrekking werkt volgens de regelen in die bepalingen vervat.

Achter artikel 3 een artikel 3^{bis} in te voegen, luidende :

ART. 3^{bis}.

Het hoofd der onderneming is, overeenkomstig onderstaande bepalingen, verplicht tot betaling van de genees- en artseneijkundige kosten door het ongeval veroorzaakt en gedaan gedurende de zes maanden die er op volgen.

Heeft het hoofd der onderneming uitsluitend op eigen kosten een genees- en artseneijkundigen dienst ingesteld en daarvan melding gemaakt in eene bijzondere bepaling van het werkplaatsreglement, dan heeft het slachtoffer niet de keuze van geneesheer en apotheker; evenmin wanneer, bij gebreke van werkplaatsreglement, partijen, bij eene bijzondere bepaling der arbeidsovereenkomst, zijn overeengekomen dat de dienst wordt ingesteld door het hoofd der onderneming.

Dans les autres cas, la victime a le choix du médecin et du pharmacien; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme fixée à forfait par un tarif établi par arrêté Royal.

Les indemnités pour frais pharmaceutiques et médicaux, pourront être payées à ceux qui ont légalement l'obligation d'y pourvoir, ou à ceux qui, à leur défaut, en ont pris la charge. Les tiers à qui ces frais sont dus ont une action directe contre les chefs d'entreprise.

—
ART. 4.

Rédiger ainsi le 1° qui suit le premier alinéa :

1° Une somme de 75 francs pour frais funéraires.

Le dernier alinéa de l'article 3 est applicable à l'indemnité résultant de ces frais ;

—
ART. 8.

Le rédiger ainsi :

Les allocations déterminées aux articles qui précèdent sont à la charge exclusive du chef d'entreprise.

Toutefois, le chef d'entreprise est, sans préjudice de l'exonération résultant de l'article 9, exonéré de cette charge s'il a contracté, pour le paiement des dites allocations, soit

In de overige gevallen heeft het slachtoffer de keuze van geneesheer en apotheker; doch het hoofd der onderneming is slechts gehouden tot het bedrag van de som, eens voor al bepaald in een bij Koninklijk Besluit vast te stellen tarief.

De vergoedingen voor artseneij- en geneeskundige kosten kunnen worden betaald aan hen die wettelijk verplicht zijn daarin te voorzien of, bij ontstentenis van dezen, aan hen die den last daarvan op zich hebben genomen. Derde personen, aan wie deze kosten zijn verschuldigd, kunnen ze rechtstreeks vorderen van het hoofd der onderneming.

—
ART. 4.

Het 1°, staande achter het eerste lid, te doen luiden als volgt :

1° Eene som van 75 frank voor begrafeniskosten.

Het laatste lid van artikel 3 is van toepassing op de vergoeding voortvloeiende uit die kosten.

—
ART. 8.

Dit artikel te doen luiden als volgt :

De in de voorgaande artikelen vastgestelde vergoedingen komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming.

Het hoofd der onderneming is echter, onverminderd de ontheffing voortvloeiende uit artikel 9, van dien last ontheven, indien hij, tot betaling van de genoemde vergoedin-

avec une société d'assurance agréée conformément aux dispositions du chapitre II de la présente loi, soit avec la Caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 31. En pareil cas, l'assureur est de plein droit subrogé aux obligations du chef d'entreprise.

A défaut d'avoir contracté comme il est dit ci-dessus, et sans préjudice des autres obligations résultant de la présente loi, les chefs des entreprises privées sont tenus de contribuer au fonds spécial institué par l'article 16^{bis}; ils peuvent néanmoins en être dispensés par arrêté ministériel, sur l'avis de la Commission des Accidents du travail, s'ils ont garanti le paiement éventuel des allocations dans les conditions et de la manière qui seront prescrites par Arrêté Royal.

—
ART. 9.

Rédiger l'alinéa 1^{er} en ces termes :

Les chefs d'entreprise peuvent se décharger de l'obligation de payer à leurs ouvriers, affiliés à des sociétés mutualistes reconnues par le Gouvernement, *les indemnités dues en cas d'accident, pour une incapacité temporaire de six mois au plus, s'ils justifient :*

Rédiger comme il suit la partie finale de l'alinéa 2 :

..... Cette quote-part, déterminée

gen, eene overeenkomst heeft gesloten hetzij met eene, volgens de bepalingen van hoofdstuk II dezer wet, toegelaten verzekeringsmaatschappij, hetzij met de uit kracht van artikel 31 ingestelde Verzekeringskas. In zoodanig geval gaan de verplichtingen van het hoofd der onderneming van rechtswege over op den verzekeraar.

Onverminderd de andere verplichtingen voortvloeiende uit deze wet, zijn de hoofden van bijzondere ondernemingen, die geene overeenkomst hebben gesloten zooals hierboven is gezegd, verplicht bij te dragen tot het ingevolge artikel 16^{bis} ingestelde bijzonder fonds; zij kunnen echter daarvan worden ontheven bij ministerieel besluit, op advies van de Commissie voor de arbeidsongevallen, indien zij de mogelijke uitkeering der vergoedingen hebben gewaarborgd onder de voorwaarden en op de wijze bij Koninklijk Besluit vast te stellen.

—
ART. 9.

Het 1^{ste} lid van dit artikel te doen luiden als volgt :

De hoofden van ondernemingen kunnen zich ontlasten van de verplichting, aan hunne werklieden die zijn aangesloten bij door de Regeering erkende maatschappijen van onderlingen bijstand, *te betalen de vergoedingen wegens ongeval verschuldigd voor eene tijdelijke ongeschiktheid van ten hoogste zes maanden, zoo ze bewijzen :*

Het slot van het 2^{de} lid te doen luiden als volgt :

..... Dit in gemeen overleg vast-

de commun accord, ne pourra être inférieure au tiers ;

—
ART. 15.

Ajouter à l'alinéa 2 :

Leurs polices devront spécifier qu'aucune clause de déchéance ne sera opposée aux créanciers d'indemnités ou aux ayants droit.

—
ART. 16.

Rédiger la dernière partie du texte de la Section Centrale en ces termes :

... ; celui-ci publie, tous les trois mois, la liste des établissements jouissant de l'agrément.

—
Après l'article 16, intercaler un article 16^{bis} ainsi conçu :

ART. 16^{bis}.

Il est institué, sous le nom de Fonds de Garantie, une caisse d'assurance contre l'insolvabilité patronale ; cette caisse a pour but de pourvoir au paiement des allocations dues en cas d'accident, lorsque le chef d'entreprise est en défaut de s'acquitter des obligations qui lui incombent.

Le fonds est rattaché à la Caisse des dépôts et consignations.

L'intervention de ce fonds est subordonnée à la constatation préalable du défaut d'exécution des obligations du chef d'entreprise. Cette constatation est faite par le juge de paix, dans les formes à établir par arrêté Royal.

gesteld evenredig deel mag niet minder zijn dan een derde ;

—
ART. 15.

Aan het 2^{de} lid van dit artikel het navolgende toe te voegen :

Hare polissen moeten vermelden dat geene enkele bepaling van vervallenverklaring zal worden opgeworpen tegen de schuldeischers van vergoedingen of tegen de rechtverkrijgenden.

—
ART. 16.

Het laatste gedeelte van den tekst der Middenafdeeling te doen luiden als volgt :

... Dit laatste kondigt, om de drie maanden, de lijst af van de inrichtingen die de toelating genieten.

—
Achter artikel 16 een artikel 16^{bis} in te voegen, luidende :

ART. 16^{bis}.

Onder den naam van « Waarborgfonds » wordt eene kas van verzekering tegen het onvermogen der patroons ingesteld ; deze kas heeft ten doel, in de betaling der vergoedingen, die bij een ongeval zijn verschuldigd, te voorzien, wanneer het hoofd der onderneming in gebreke blijft aan de op hem rustende verplichtingen te voldoen.

Het fonds is verbonden aan de Deposito- en Consignatiekas.

De tusschenkomst van dit fonds heeft eerst plaats na voorafgaande vaststelling van het niet-naleven der verplichtingen van het hoofd der onderneming. Deze vaststelling geschiedt door den vrederechter naar

La Caisse pourra exercer un recours contre les débiteurs défaillants; elle est subrogé aux droits, actions et privilèges des victimes ou des ayants droit, tant à l'égard des chefs d'entreprise et des assureurs qu'à l'égard des tiers.

Sauf en ce qui concerne les tiers, le recours est exercé, par voie de contrainte, comme en matière de contributions directes, de la manière déterminée par arrêté Royal.

Le fonds de garantie est alimenté par des cotisations mises à la charge des chefs des entreprises privées qui, sur réquisition de l'administration des contributions directes, n'auront pas justifié, soit de la dispense, soit du contrat d'assurance, prévus aux 2^e et 3^e alinéas de l'article 8. Un arrêté Royal règle la déclaration et les autres formalités à exiger en vue d'établir cette justification.

Le montant de la cotisation est déterminé par arrêté Royal, sur avis de la Commission des accidents du travail.

Les rôles d'assujettissement sont dressés, le recours des imposés s'exerce, et les recouvrements sont opérés par voie de contrainte, comme en matière de contributions directes, le tout conformément aux règles à prescrire par arrêté Royal.

de bij Koninklijk Besluit te bepalen voorschriften.

De Kas heeft haar verhaal op de in gebreke blijvende schuldenaars; zij treedt in de rechten, vorderingen en voorrechten van de slachtoffers of van de rechtverkrijgenden, zoowel ten aanzien van de hoofden van onderneming en van de verzekeraars als ten aanzien van derden.

Behalve wat derde personen betreft, geschiedt het verhaal bij dwangbevel, gelijk in zake van rechtstreeksche belastingen, op de wijze bij Koninklijk Besluit bepaald.

Het waarborgfonds wordt in stand gehouden door bijdragen welke ten laste komen van de hoofden der bijzondere ondernemingen die niet, op verzoek van het bestuur der rechtstreeksche belastingen, hebben doen blijken hetzij van de ontheffing, hetzij van de overeenkomst van verzekering, in de alinea's 2 en 3 van artikel 8 bedoeld. Een Koninklijk Besluit regelt de aangifte en de andere formaliteiten vereischt om van de overeenkomst of de ontheffing te doen blijken.

Het beloop van de bijdrage wordt vastgesteld bij Koninklijk Besluit, op advies van de Commissie voor de arbeidsongevallen.

De lijsten van aanslag worden opgemaakt, het recht van verhaal der aangeslagenen wordt uitgeoefend, en de invorderingen geschieden bij dwangbevel, gelijk in zake van rechtstreeksche belastingen, alles overeenkomstig de bij Koninklijk Besluit voor te schrijven regels.

ART. 22.

Rédiger l'alinéa 1^{er} en ces termes :

Le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, ou celui du canton dans lequel est situé le principal établissement de l'entreprise industrielle, connaît... (le reste comme au projet).

Ajouter un 2^o alinéa ainsi conçu :

(Amendement déjà proposé par la Section Centrale, mais à l'article 3.)

Dès la déclaration de l'accident, et aussi longtemps que reste ouverte la demande en revision des indemnités, le chef d'entreprise a le droit de faire examiner, à ses frais, la victime, par un médecin qu'il désigne. En cas d'opposition de la victime, il sera statué par le juge de paix, conformément au présent article et sauf appel. Si la victime ne se soumet pas à la décision, il ne sera pas statué sur sa demande d'indemnité, et le chef d'entreprise pourra suspendre le paiement de l'indemnité provisoirement servie.

Ajouter un 3^o alinéa conçu en ces termes :

Ni le médecin traitant, qu'il soit choisi par la victime ou par le patron, ni le médecin désigné par lui pour exercer le contrôle déterminé par l'alinéa précédent, ne peuvent être commis par justice pour procéder à l'expertise, à peine de nullité de celle-ci.

ART. 22.

Het 1^o lid van dit artikel te doen luiden als volgt :

De vrederechter van het kanton waar het ongeval heeft plaats gehad, of die van het kanton binnen hetwelk de hoofdinrichting der nijverheids-onderneming is gelegen, neemt kennis... (het overige zooals in het ontwerp).

Aan het artikel een 2^o lid toe te voegen, luidende :

(Dit amendement werd reeds door de Middenafdeeling aangeboden, doch bij artikel 3.)

Van de aangifte van het ongeval af en zoolang de eisch tot herziening der vergoedingen ontvankelijk is, heeft het hoofd der onderneming het recht, op zijne kosten, het slachtoffer te doen onderzoeken door eenen geneesheer dien hij aanwijst. In geval van verzet van het slachtoffer, wordt door den vrederechter beslist, overeenkomstig dit artikel en behoudens hooger beroep. Onderwerpt het slachtoffer zich niet aan de beslissing, dan wordt over zijne aanvraag om vergoeding geene uitspraak gedaan en kan het hoofd der onderneming de betaling der voorloopig uitgekeerde vergoeding schorsen.

Aan dit artikel een 3^{de} lid toe te voegen, luidende :

Noch de behandelende geneesheer, gekozen hetzij door het slachtoffer of door den patroon, noch de geneesheer door dezen aangewezen tot uitoefening van het toezicht, in het vorige lid omschreven, kunnen door het gerecht worden aangesteld om tot het onderzoek over te gaan, op straffe van nietigheid van dit onderzoek.

Mais ces médecins peuvent être entendus par le juge, en leur déposition et en leur avis, serment dûment prêté.

Doch deze geneeshceren kunnen door den rechter in hunne verklaring en in hun advies worden gehoord, na eerst den vereischten eed te hebben afgelegd.

